

MARXISME ET COLONIES

ANH-VAN et JACQUELINE ROUSSEL

**MOUVEMENTS NATIONAUX
ET
LUTTE DE CLASSES**

AU

VIET-NAM



Publications de la IV^e Internationale

MARXISME ET COLONIES

FONDS
DECHEZELLES

ANH-VAN et JACQUELINE ROUSSEL

**MOUVEMENTS NATIONAUX
ET
LUTTE DE CLASSES
AU**

VIET-NAM



Publications de la IV^e Internationale

*A la mémoire de Ta Thu Thau, de Tran-
van Trach et de tous les camarades bol-
cheviks-léninistes tombés sous les coups du
stalinisme en Indochine.*

*A la mémoire des militants trotskystes indo-
chinois morts dans la lutte contre l'impé-
rialisme.*



Ta-thu-Thàu,
fondateur du mouvement trotskyste au Viet-Nam

INTRODUCTION

L'ère des révolutions coloniales

« La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même. »

II^e Congrès
de l'Internationale Communiste.
(1920)

L A deuxième guerre impérialiste était à peine terminée que des mouvements d'une ampleur extrême ont soulevé l'Indochine et l'Indonésie. Partout, en Birmanie, aux Indes, en Corée, dans le Moyen-Orient, en Afrique du Nord, la fermentation est intense. L'Afrique noire, elle aussi, s'éveille. La cause immédiate de cette crise réside dans l'affaiblissement des grands impérialismes colonisateurs au cours de la guerre et dans le mûrissement parallèle de la conscience des masses coloniales.

La guerre a mis à nu la faiblesse profonde de la bourgeoisie française, elle a montré la vulnérabilité de la Grande-Bretagne, l'insignifiance de la Belgique et de la Hollande sur l'échiquier européen et mondial. Elle a consacré une baisse définitive du prestige des nations colonisatrices : il est apparu, même aux yeux des peuples les plus arriérés, que la puissance de leurs maîtres n'était pas éternelle et qu'il était possible de secouer leur domination.

Ainsi s'explique l'irruption brutale des masses de l'Asie et de l'Afrique sur la scène historique. Mais ce développement révolutionnaire n'a rien d'un accident qui, sans la guerre, ne se serait pas produit. La guerre n'a fait que l'accélérer. Les conditions inouïes d'exploitation auxquelles sont soumis les peuples coloniaux, les modifications de structure économique et sociale provoquées par la pénétration impérialiste ont depuis longtemps jeté les bases de profonds mouvements

nationaux. D'un autre côté, on peut affirmer avec une absolue certitude que les insurrections actuelles constituent seulement un prélude aux luttes coloniales. Celles-ci sont appelées, dans un proche avenir, à se généraliser et à s'approfondir, en liaison avec l'entrée du prolétariat international dans la lutte révolutionnaire, entrée que rendent inévitable l'instabilité du capitalisme et son incapacité, aussi bien sur le terrain national que sur le terrain international, à trouver une solution sérieuse et quelque peu durable aux contradictions inextricables nées de la deuxième guerre impérialiste. Dans ce cadre de crise générale du monde capitaliste, l'ère des révolutions coloniales est largement ouverte.

Nul ne songerait à nier leur importance : la domination coloniale constitue l'une des bases les plus décisives de l'impérialisme. Qu'elle soit aujourd'hui directement menacée, qu'on ne sache plus, comme le fait remarquer un journaliste bourgeois, quel terme employer pour parler de ce qui fut « l'empire français », cela signifie qu'une brèche immense est en train de s'ouvrir dans la forteresse de l'impérialisme.

La brutalité et la violence de l'exploitation subie depuis des dizaines d'années ou même des siècles, explique la brutalité et la violence des mouvements coloniaux : voyant poindre une lueur de salut, les masses se lancent dans la lutte avec un acharnement et un courage admirables. L'héroïsme inouï dont ont fait preuve les peuples coloniaux permet de mesurer la profondeur de leur aspiration vers la liberté. Mais l'héroïsme ne suffit pas à assurer le succès d'une lutte. Aucun des mouvements coloniaux déclenchés après la guerre n'est encore arrivé à son but ; ils n'ont tous réalisés leurs objectifs que dans d'étroites limites. D'où proviennent ces limites, pourront-elles être dépassées, quelle issue possible s'offre aux luttes présentes et à venir, quel est le caractère exact des mouvements, jusqu'où peuvent-ils se développer, telles sont les questions qui se posent dès qu'on tourne les yeux vers les pays d'Asie en plein bouillonnement, vers les pays d'Afrique où la crise mûrit avec sûreté.

L'isolement international de l'Indonésie et de l'Indochine, l'absence de grands mouvements révolutionnaires dans les pays avancés constituent, certes, des causes importantes pour expliquer les limites des mouvements nationaux. Mais ce ne sont pas les seules. Tout aussi importantes sont les causes internes, d'ordre politique, qui se résument par l'absence dans ces pays d'une avant-garde assez forte ayant nettement conscience du caractère de la lutte et des objectifs à atteindre.

**

La leçon des combats menés jusqu'à présent, c'est la nécessité en Indonésie, en Indochine, dans tous les pays coloniaux, comme dans les pays d'Europe, d'une avant-garde révolutionnaire puissante ; d'un parti révolutionnaire fort, possédant une vision claire de la nature des événements et des tâches à résoudre. La IV^e Internationale s'attache avant tout à former ces cadres, à sélectionner une direction. Pour cela, le travail au coude à coude avec les masses, la présence dans leurs luttes constantes, est indispensable ; mais il y faut aussi des idées nettes sur les problèmes de la révo-

lution, tels qu'ils se posent dans chaque pays, avec toute leur originalité. L'Indochine, à l'heure actuelle, traverse seulement une première étape de lutte ; même si l'impérialisme français parvenait, ce qui est plus qu'improbable, à refouler profondément le mouvement d'émancipation nationale, même si la politique de compromis et de collaboration de classes suivie par les dirigeants staliniens du Viet-Minh aboutissait à endiguer la poussée des masses populaires, la lutte reprendrait en Indochine à la faveur des révolutions qui éclateront en Extrême-Orient et à l'échelle internationale. De larges perspectives continuent donc à s'offrir au prolétariat indochinois. Clarifier à ses yeux les problèmes de la révolution, les dégager du brouillard idéologique et de la confusion dans lesquels les leaders actuels de la lutte, tels les dirigeants du Viet-Minh, les ont enfermés, est d'une importance décisive pour l'avenir des mouvements en Indochine. Le but de cette étude est donc de montrer quelles sont les seules voies véritables de l'indépendance et quelle sera la nature des mouvements révolutionnaires en Indochine. C'est de cette manière, comme par la lutte quotidienne de ses militants, que la IV^e Internationale apporte sa contribution au mouvement émancipateur du peuple annamite (1).

Mai 1947.

(1) Cette étude renferme l'analyse générale de la structure politique et sociale de l'Indochine, telle qu'elle se présentait au moment de la guerre. Nous nous efforcerons ultérieurement d'établir le bilan des luttes menées depuis 1945.

CHAPITRE PREMIER

LE VIET-NAM AVANT LA CONQUÊTE FRANÇAISE

IL n'est pas inutile de caractériser rapidement l'état politique et social du Viet-Nam avant la conquête française. Ce faisant, nous ne répondons pas à un souci de documentation gratuite, d'ordre purement intellectuel, mais à une nécessité politique. En effet, les théoriciens du nationalisme, parfois suivis en cela, aujourd'hui, par les staliniens qui désirent donner un semblant de fondement solide à leur conception actuelle de front national pour l'indépendance, de bloc de toutes les classes sociales, répètent à tous les échos qu'avant l'occupation impérialiste, l'Indochine était un pays sans classes. La conclusion est facile à tirer : obtenons l'indépendance — ou son apparence — et les problèmes sociaux qui, dans l'Indochine d'aujourd'hui, ne peuvent être niés, disparaîtront d'eux-mêmes. Ces élucubrations de circonstance ne résistent pas une minute à l'examen sérieux de la réalité historique.

Tran Duc Thao, qui fut membre de la Délégation générale des Indochinois en France, exprime jusqu'à la caricature le point de vue de ce nationalisme petit-bourgeois, caractérisé par son étroitesse d'horizon, dans un article paru le 1^{er} février 1946 dans la revue *Les Temps modernes*. Pour condamner la colonisation française en Indochine, il se livre à l'entreprise enfantine qui consiste à exalter le Viet-Nam d'avant la conquête, à nous le présenter comme un pays idyllique et sans défauts. Mais il faut lire le texte lui-même pour arriver à croire que cet agrégé de philosophie, de qui on était en droit d'attendre un minimum d'esprit critique, puisse entreprendre une apologie si fragile et si vaine. Citons quelques extraits :

« Pays agricole, accédant au stade artisanal, il (le Viet-Nam) était arrivé par une adaptation originale de la civilisation chinoise, à réaliser un équilibre remarquable dont la perfection même fut, en un sens, l'origine de sa perte. Les institutions et les mœurs assuraient le maximum de démocratie à la base et le maximum d'autorité au sommet... Le Viet-Nam, à cette époque, n'avait pratiquement pas d'illettrés... »

» L'unité de la nation s'incarnait dans la personne royale, mais le pouvoir était exercé par les lettrés, c'est-à-dire ceux qui se distinguaient par leur supériorité intellectuelle. Le Viet-Nam ne connaissait pas les oppositions de castes. Il réalisa le maximum de justice et d'égalité réalisable dans une civilisation agricole. Le rang dans la société s'acquiert par le mérite. Les charges sont strictement individuelles. Et si l'on ajoutait à cela qu'il s'agissait d'un pays

de petits propriétaires, les grosses fortunes ne pouvant, du reste, se maintenir, en raison du partage pratiquement égal des successions et du nombre toujours élevé des enfants, on trouvera peu de nations dans l'histoire qui aient réalisé un équilibre social plus harmonieux. »

On voit que le terme d'idylle n'est pas trop fort pour le tableau que nous brosse Tran Duc Thao ! A l'en croire, c'était, avant la lettre, un « socialisme »... agricole.

L'intention de Tran Duc Thao de prendre la défense du Viet-Nam contre l'impérialisme français est parfaitement louable mais il n'est pas besoin, pour ce faire, d'avoir recours à des contre-vérités manifestes, comme l'affirmation ahurissante qu'il n'y avait pas d'illettrés au Viet-Nam vers 1860, alors que l'écriture chinoise, seule utilisée à l'époque, est, avec ses milliers de caractères, inaccessible aux couches populaires. La suite de notre étude fera justice des autres affirmations aussi peu fondées. A notre sens, pour justifier son droit à l'indépendance, le Viet-Nam n'a pas besoin d'exhumations et encore moins d'interprétations fantaisistes de son histoire. La maturité dont fait preuve actuellement le peuple vietnamien, sa volonté de vivre libre et de forger lui-même son destin sont des justifications amplement suffisantes.

Le seul effet que puissent avoir les vaines constructions de Tran Duc Thao, c'est de déformer aux yeux du peuple du Viet-Nam, le sens et les buts de sa lutte. Car Tran Duc Thao ne s'arrête pas à l'idéalisation de l'état de son pays avant la domination française. Il tire d'un passé tel qu'il ne fut pas de soi-disant garanties pour un présent qu'il déforme. « L'unité sociale, écrit-il, qui fut toujours forte dans ce pays, s'était encore affermie dans la défaite. » Ce n'est plus maintenant l'idéalisation de l'histoire ancienne, mais celle de la réalité contemporaine. « Aucun Annamite, lit-on encore, ne pouvait perdre sa conscience nationale. » L'aboutissement des échafaudages de Tran Duc Thao est clair : au nom d'une union nationale inexistant, niant l'évidence de la lutte de classes dans son pays, il cherche à camoufler le rôle de la bourgeoisie annamite. Nous verrons plus loin (1), dans les faits, comment cette bourgeoisie, depuis près de trente ans, a abandonné la lutte nationale et s'est faite l'auxiliaire de l'impérialisme. Cacher cette vérité historique au peuple vietnamien, c'est l'empêcher de prendre conscience de cette leçon fondamentale du combat antiimpérialiste : l'indépendance sera le fruit de la lutte commune des ouvriers et des paysans, s'affranchissant à la fois du joug impérialiste et de l'exploitation que leur impose leur propre bourgeoisie.

1. HISTORIQUE

Le passé pèse lourdement sur l'Indochine comme sur les autres nations arriérées ; il est donc nécessaire, pour bien comprendre l'état social présent du pays et les racines de classes des événements, de remonter jusqu'à l'époque qui a précédé la colonisation.

L'histoire du Viet-Nam depuis dix siècles est celle d'un pays qui se débat dans une féodalité sans issue. C'est une longue suite de détronements d'empereurs par les grands dignitaires, d'usurpations et de luttes intestines pour s'arracher des lambeaux de province (2).

(1) Voir chapitre III.

(2) Voir *Maspero* : Un empire colonial français : l'Indochine (pages 81 à 153).

Originellement, le Tonkin se trouvait sous la domination chinoise, le Nord-Annam actuel constituait le royaume de Champa sous l'autorité des rois Chams, tandis que la Cochinchine actuelle faisait partie du royaume Khmer (Cambodge). Dès 960, le Tonkin reprend son indépendance ; des dynasties successives, puis une série de chefs locaux, les douzes « Su-Quan », se disputent le pays plongé dans une anarchie perpétuelle. Il serait fastidieux et sans grand intérêt de retracer l'histoire des luttes qui déchirèrent le Viet-Nam. Disons seulement qu'elle nous offre le spectacle parfait des guerres féodales, les divers souverains se prêtant successivement serment de vassalité, suivant le sort des armes, pour recommencer peu après, les uns contre les autres, des expéditions meurtrières. Malgré les efforts des empereurs de Chine pour rétablir leur suzeraineté sur le Tonkin et de là sur l'ensemble de la péninsule, la puissance de la dynastie tonkinoise des empereurs Lê s'accroît sans cesse : grignoté par ses voisins, le royaume de Champa finit par disparaître vers 1470. Après la mort de Lê Hiên Tôn, l'Annam se trouve à son tour plongé dans une anarchie de plusieurs siècles et divisé en deux Etats distincts, tous les deux sous l'autorité nominale des rois Lê, mais en fait sous la domination de dynasties de hauts dignitaires, parents et rivaux, les Nguyễn au Sud et les Trinh au Nord ; à l'origine véritables maires du palais, ils deviennent bientôt des souverains indépendants, réduisant l'empereur Lê à un rôle de spectateur passif et encensé, plus impuissant encore que ne le furent en France les rois fainéants.

Aussi bien dans le fief des Trinh que dans celui des Nguyễn, les troubles sévissaient d'une façon chronique. Dans le Sud, un grand mandarin partisan des Nguyễn, Truong Phuoc-man, opprimait et rongeait la population. C'est alors que trois frères natifs de Tây-Son (province de Binh-dinh), d'où leur appellation « les Tây-Son », prirent la tête d'une grande révolte. Profitant de la division entre les Nguyễn et les Trinh, ils s'emparèrent d'abord de la Cochinchine orientale (1773), puis de Saïgon (1777), de Hué (1786) et, les premiers, ils unifièrent le Viet-Nam.

Dans leur retraite, les partisans des Nguyễn avaient réussi à sauver un de leurs descendants, Nguyễn Anh, qui s'était réfugié au Siam, où il rencontra l'évêque d'Adran, Pigneau de Béhaine. Celui-ci lui proposa l'aide de la France, amena à Paris, en 1787, le prince Canh, fils de Nguyễn Anh, et obtint de Louis XVI, après de longues négociations, un traité d'alliance aux termes duquel il était nommé commissaire du roi de France en Cochinchine.

De retour à Pondichéry, il met sur pied une expédition qui débarque en Cochinchine en juillet 1789.

Grâce aux officiers et aux armées françaises, Nguyễn Anh, de 1799 à 1801, anéantit les troupes et la flotte des Tây Son, les capture et, en 1802, se proclame empereur sous le nom de Gia Long, fondant la dynastie des Nguyễn qui, avec Bao Daï, occupait encore le trône d'Annam en septembre 1945. Les historiens français, minimisant le rôle des Tây Son, présentent Gia Long comme l'unificateur du Viet-Nam, et exaltent le rôle de Pigneau de Béhaine, on comprend aisément pourquoi : il s'agit de justifier historiquement l'intervention française de 1869. Au contraire, selon les nationalistes annamites, Gia Long fut un usurpateur, un traître qui fit appel aux armées étrangères, et les Tây Son prennent figures de héros nationaux.

Le manque de documents ne permet pas de porter sur le rôle des Tây Son une appréciation très complète. Cependant, il semble qu'il

y ait eu dans leur révolte, qu'appuyaient les marchands et les larges masses populaires, un sursaut des couches les plus défavorisées de la société contre l'ordre mandarinal. L'absence d'une véritable classe sociale, différenciée à la fois des féodaux et de la paysannerie, sur laquelle appuyer leur domination explique que les Tây Sơn n'aient pu consolider leur pouvoir.

Gia Long profita ainsi des victoires des Tây Sơn sur les Trinh et régna sur un Viet-Nam unifié. Mais après sa mort, en 1820, l'unité ne cessa pas d'être menacée par des révoltes locales, des insurrections de dignitaires ou de mandarins contre le gouvernement de Hué.

2. LE VIET-NAM, ETAT FEODAL

Le pays avait été doté par Lê thanh Tôn, le plus grand empereur de la dynastie des Lê, qui régna de 1460 à 1497, d'une solide organisation administrative qui devait subsister jusqu'à l'arrivée des Français.

Le pays était gouverné par une monarchie à caractère despotique et religieux, appuyée sur la bureaucratie figée et hiérarchisée du mandarinat. Il existait de véritables institutions politiques : six ministères — Administration, Finances, Rites, Peines, Guerre et Travaux publics — et plusieurs conseils, dont les plus importants étaient le tribunal des Censeurs, qui contrôlait l'administration, et le tribunal des Trois Règles, Tam Cuong, sorte de haute cour de justice (1).

Le territoire était divisé en provinces (tinh), divisées en départements (phu), divisés en arrondissements (huyên). Toutes ces circonscriptions étaient administrées par des mandarins de rang plus ou moins élevé. En principe, seul le savoir donnait accès au mandarinat, et les historiens bourgeois n'ont pas manqué de s'extasier sur cette organisation démocratique, permettant à tout citoyen d'accéder aux plus hautes fonctions (2). En fait, les conditions économiques faisaient de la culture le propre d'une caste et les privilèges du mandarinat étaient tels qu'ils créaient un abîme immédiat entre les couches paysannes et les rares lettrés issus d'elles. Le mandarinat était, en fait, héréditaire, et la couche sociale constituée par ses membres se trouvait pratiquement immuable, enfermée dans sa routine et ses richesses. Au sommet de la hiérarchie, étaient placés quatre hauts dignitaires à charge officiellement héréditaire : « Les Quatre Colonnes de l'Empire. » Comme les gouverneurs et les intendants d'ancien régime, les mandarins cumulaient les pouvoirs administratifs, exécutifs, judiciaires, et même religieux et militaires.

L'existence de ces institutions politiques théoriquement fermes et d'un centralisme administratif en apparence rigoureux a conduit certains historiens bourgeois, qui s'arrêtent aux étiquettes, à conclure à l'absence au Viet-Nam de toute trace de féodalité. En réalité, le centralisme n'existait qu'au sommet de la pyramide. L'unité administrative et politique de base, la commune, subdivision de l'arrondissement qui, dans ce pays fortement influencé par la civilisation chinoise, maintenait l'originalité annamite, échappait à toute centralisation. La commune, que la colonisation française a conservée comme base administrative, se gouvernait elle-même par le moyen de ses notables, suivant des règlements et usages particuliers, parfois codifiés dans un « coutumier », qui variaient de l'une à l'autre. Elle

(1) Voir Maspero : ouvrage cité.

(2) Voir P. Gourou : « L'utilisation du sol en Indochine française ».



Phan-ból-Chaú



Phan-chau-Trinh



Nguyễn-thai-Hoc



Nguyễn-an-Ninh

comprenait une collectivité d'individus, liés très fortement entre eux par le culte des ancêtres et divisés en « inscrits » (ceux qui figurent sur les rôles d'impôts) et « non-inscrits », trop pauvres pour payer l'impôt. Ces derniers n'avaient, naturellement, aucune part aux affaires publiques. Les notables, véritable oligarchie dominante, étaient choisis parmi les inscrits.

Officiellement, comme dans les coutumes, la société se divisait en quatre classes, dont l'ordre était le suivant : Si, Nong, Cong, Thuong, c'est-à-dire les lettrés, les agriculteurs, les artisans, les commerçants.

Dans cette société à structure féodale, les lettrés, qu'on peut comparer aux ecclésiastiques européens du moyen âge, formaient la couche la plus privilégiée et la plus considérée du pays : mandarins, conseillers du roi et des nobles ambassadeurs. Les lettrés répandirent la culture chinoise, millénaire et figée, difficile à assimiler à cause de l'écriture non alphabétique. Si la situation économique des lettrés antiques explique pour une large part leur prestige, celui-ci trouve également son origine dans le mystère des caractères chinois, dans la difficulté d'écrire ne serait-ce qu'un acte de sollicitation ou de vente. Il suffit de penser qu'il faut avoir appris et assimilé quelque 5.000 caractères pour être en mesure de lire. L'écriture chinoise, conçue génialement il y a des milliers d'années, avait donné une forte impulsion au développement de la civilisation ; mais elle devint rapidement un obstacle à l'expansion de la pensée et une des causes de la stagnation de l'Extrême-Orient pendant de longs siècles.

Les agriculteurs, qu'on peut comparer à la noblesse terrienne européenne, se divisaient en deux couches. La couche supérieure, formée de seigneurs, de grands mandarins en retraite, de chefs militaires dotés par le roi, de chevaliers, anciens rebelles, soumis au suzerain, domina solidement le reste du pays pendant un temps séculaire, avec l'appui des lettrés qui administraient la population et déterminaient pour elle les règles de morale et les devoirs civiques.

La couche inférieure des agriculteurs, les artisans et les commerçants, formaient le tiers-état rabougri et sans avenir qui devait végéter pendant une interminable période médiévale. La main-d'œuvre artisanale et agricole se trouvait dans la situation plutôt de domestiques attachés à la personne d'un maître que d'ouvriers. Le dân (ouvrier agricole) dépendait étroitement de son employeur par les dettes que son maigre salaire le forçait à contracter, ce qui, d'après la loi annamite, créait un véritable esclavage.

Les paysans, accablés par le système des redevances, des impôts, des réquisitions et des corvées, soumis aux exactions et à l'arbitraire des mandarins, étaient dans un état voisin du servage.

Tous ces phénomènes — anarchie politique, particularisme local et absence d'unité administrative, caractère arbitraire et despotique du gouvernement, cumulation des pouvoirs, hérédité des charges, division de la société en une féodalité de propriétaires terriens et une classe misérable de paysans et d'artisans — ne sont que les expressions politiques et sociales d'un état économique donné, caractéristique du système féodal. Celui-ci repose sur une économie essentiellement agricole et un mode de production étrié, qui ne dépasse pas le cadre de la commune (1). En ce qui concerne l'agriculture, les guerres civiles incessantes empêchent le développement des gran-

(1) Il est, de plus, tout à fait significatif que l'essentiel du commerce ait été concentrée entre les mains des Chinois qui, *mutatis mutandis*, jouent un rôle comparable à celui des Juifs en Europe pendant la première partie du moyen âge.

des exploitations et maintiennent la forme familiale. L'industrie, de même, en reste aux premiers stades de l'artisanat. Cette économie est à peu près uniquement productrice de valeurs d'usage ; le paysan produit pour payer ses redevances en nature, pour sa consommation familiale et pour les quelques échanges auxquels il devra se livrer avec l'artisan du village ; le plus souvent, d'ailleurs, il fabrique lui-même ce dont il a besoin. Un tel état de la production explique le faible développement du commerce, activité reléguée à l'arrière-plan et entravée par les énormes droits prélevés par les douanes intérieures sur la circulation des marchandises. C'est ainsi que, sous le règne de Gia Long même, fut construite la porte d'Annam, entre le Tonkin et l'Annam, à seule fin de prélever sur tout produit un important droit de passage.

La richesse, dans un semblable système, ne peut être fondée sur le développement des forces de production et des échanges, mais seulement, le mode de production restant stationnaire, sur l'exploitation forcénée des couches paysannes, caractérisée par le servage, et sur le pillage méthodique de nouvelles régions. C'est ce qui explique, d'une part, la situation des classes populaires, paysans et artisans (1), écrasées sous le poids des classes possédantes, de l'autre, la suite incessante des guerres entre les féodaux.

Si les guerres de l'époque capitaliste ont pour cause un trop grand développement de l'appareil de production par rapport au pouvoir d'achat des masses et, par suite, la nécessité de s'ouvrir de nouveaux marchés, les guerres de l'époque féodale résultaient, au contraire, du niveau extrêmement bas des forces productives et de la nécessité de trouver une nouvelle source de butin. Tandis que les capitalistes veulent vendre, les féodaux cherchent à prendre.

Le Viet-Nam apparaît ainsi comme un Etat typiquement féodal ; mais un problème reste posé. Comment expliquer ce prolongement de la féodalité sur dix siècles, comment expliquer qu'une bourgeoisie ne se soit pas développée au Viet-Nam ? Vers 1860, en effet, alors que le Viet-Nam continuait à vivre fermé sur lui-même et déchiré d'incessantes révoltes, le Japon inaugurait l'ère du Meiji qui lui permit une modernisation et un essor industriel intenses ; il allait devenir en 45 ans, la plus grande puissance du monde asiatique, capable de vaincre même une puissance occidentale comme la Russie. Vers la même date, en Chine, existait une bourgeoisie surtout commerçante qui s'était développée sous l'influence des relations avec l'Occident. Les progrès de la navigation et l'extension des communications maritimes, l'influence européenne à laquelle la Chine fut contrainte de s'ouvrir à partir de 1860, ne purent que la faire grandir. Bien que trop faible pour mener à bien sa propre révolution, cette bourgeoisie va cependant, dès la fin du XIX^e siècle, essayer de l'accomplir et s'efforcer de développer en Chine une industrie et des moyens de communications semblables à ceux de l'Europe. Le parti Kuomintang, fondé en 1904, par Sun Yat Sen, représente clairement la volonté de se frayer une issue qui anime la bourgeoisie et qui aboutira à la révolution avortée de 1911.

Cependant, au Viet-Nam, les forces productives, moteur de l'histoire et levier d'ascension de la bourgeoisie, n'avaient pas changé depuis des siècles. La cause essentielle doit en être cherchée dans

(1) Un Français, qui visita l'Indochine en 1807 sous Gia-Long, écrit : « L'usage du rotin règne du haut en bas de l'échelle sociale et c'est à coups de rotin qu'on fait la levée des impôts... Le peuple est dans la plus grande

l'insignifiance des relations du Viet-Nam avec l'Occident (1), elle-même conditionnée par différents facteurs économiques et géographiques. Les ressources de l'Indochine en mines d'or ou d'étain, en épices, soieries, etc., produits que les Occidentaux viennent chercher en Extrême-Orient, sont moins abondantes que celles de la Chine. De plus, elles sont d'accès extrêmement difficile : les ports sont rares, la côte d'Annam peu hospitalière ; on se heurte très vite à des montagnes inexplorées, couvertes de forêts inextricables et peuplées de tribus sauvages. La circulation est peu facile, car l'absence de prairies, empêchant l'élevage des animaux de trait, provoque l'absence de transports et de routes et oblige à l'utilisation du trait humain. Il faut tenir compte, en outre, de ce fait : il existait dans les régions côtières de la Chine, une couche d'usuriers-commerçants distincte du reste de la population, qui devait trouver sa place au soleil et était toute destinée à se tourner vers le commerce avec l'étranger et à donner naissance à la bourgeoisie. Au Viet-Nam, l'usure était plus généralement pratiquée par les mandarins qui méprisaient les opérations commerciales proprement dites et qui, ayant, par leurs propriétés foncières, d'abondantes sources de revenus, n'avaient pas besoin d'en chercher de nouvelles.

Ces raisons économiques et sociales expliquent que la pénétration occidentale se soit faite différemment au Viet-Nam et en Chine. Dans le premier, n'existait pas un embryon de classe sociale capable de vaincre les difficultés naturelles pour nouer avec les Occidentaux des relations commerciales. Le pays resta donc pendant des siècles fermé sur lui-même, et subit une colonisation brutale, le jour où commença à se poser pour l'Europe le problème des matières premières et des débouchés. En Chine, au contraire, la pénétration plus ancienne des Européens favorisa la naissance de la classe bourgeoise dont le pays contenait l'embryon, et ne dépassa pas le stade d'une semi-colonisation, précisément à cause de la présence de cette bourgeoisie qui, malgré sa faiblesse, bénéficia des rivalités inter-impérialistes et put garder une semi-indépendance.

Ainsi, le régime féodal s'est maintenu à travers les siècles au Viet-Nam, pendant qu'en Europe s'accomplissait une formidable révolution économique et un développement accéléré des forces productives, sous l'égide de la bourgeoisie.

misère, par suite des exactions des petits mandarins, volés et maltraités à leur tour par les grands, et le roi fait décapiter les prévaricateurs pour s'emparer de leurs biens... Si quelqu'un se distingue dans sa profession, on l'oblige à venir travailler à la Cour gratuitement. La construction des villes et des citadelles se fait par corvées et réquisitions. »

(1) Marco Polo visita peut-être l'Indochine vers 1280, mais ce n'est pas certain. Ce n'est que vers le début du XVI^e siècle qu'un Portugais, Perez de Andrade, cherchant la route de Chine, découvrit le royaume d'Annam qu'il appelle « Cochinchine » (1517) ; des relations commerciales avec ce pays ne seront nouées par les Portugais que vers 1540. Au début du XVII^e siècle, les Hollandais apparaissent comme des concurrents sérieux (1602 : fondation de la Compagnie des Indes orientales) et pendant un demi-siècle, Hollandais et Portugais se livrent une lutte acharnée, souvent sanglante, particulièrement au Cambodge. En fait, à partir du milieu du XVII^e siècle, les Européens ne devaient plus exercer aucune influence durable sur l'Indochine. Cependant, en 1767 arrivait au Cambodge le missionnaire français Pigneau de Behaine, qui 20 ans plus tard mit sur pied une véritable expédition pour aider Nguyen-Anh, le futur Gia-long, à conquérir son royaume. Il fut jusqu'à sa mort (1799), le conseiller officiel de Gia-long. Mais les successeurs de ce dernier chassèrent les Occidentaux et le pays se referma jusqu'à l'époque de la conquête française. Voir *Maspero, o. c.*

3. LA CONQUETE FRANCAISE

Le détail des opérations militaires menées par la France pour conquérir l'Indochine n'entre pas dans le cadre de cette étude. Nous nous bornerons donc à rappeler très brièvement les étapes de l'implantation française.

La première expédition eut lieu en 1848 en Cochinchine, sous prétexte de protéger les missionnaires français. Elle fut suivie en 1857 d'une demande présentée par le consul français au Siam à l'empereur d'Annam, afin de réclamer la liberté religieuse pour les chrétiens, l'établissement d'un comptoir français à Hué, l'installation d'un consul à Hué. Comme on le voit, tout en prétendant défendre les intérêts spirituels du christianisme, la France savait ménager ses intérêts matériels.

La demande ayant été repoussée, une expédition franco-espagnole attaque Tourane, mais devant la résistance annamite, décide d'aller occuper Saïgon (février 1859). En 1861, la région de Saïgon et l'ilot de Poulo-Condor sont pris, pour éviter que les Anglais ne s'en emparent. Un traité cédant à la France les trois provinces de la Basse-Cochinchine est arraché à l'empereur d'Annam en juin 1862. Profitant de la menace du Siam et de l'agitation intérieure, la France établit, en 1864, son protectorat sur le Cambodge et s'installe, en 1866, dans les trois provinces de l'Ouest cochinchinois.

Moins de dix ans plus tard, ce sera au tour du Tonkin d'attirer les convoitises. L'importance commerciale du Tonkin, d'où par le Fleuve Rouge on peut pénétrer dans le sud de la Chine, avait été prouvée par les voyages du commerçant Jean Dupuis qui fournissait des armes au Yunnan (1873). Le gouvernement de Hué manifestant l'intention de lui interdire de nouveaux voyages, une petite troupe commandée par Francis Garnier est envoyée de Cochinchine à Hanoï où, le 20 novembre 1873, elle s'empare de la citadelle. Mais l'opinion française est dans l'ensemble hostile à la conquête ; une fraction importante de la bourgeoisie se montre résolument anticolonialiste et voit dans une expédition militaire une source de dépenses inutiles. Cet état d'esprit ne fait que refléter la situation économique et politique du capitalisme d'alors, en plein développement, que les crises n'ont pas encore atteint et qui, par suite, ne sent pas la nécessité urgente de s'ouvrir de nouveaux débouchés. Le Tonkin est donc évacué, à la condition que trois ports de la côte d'Annam et du Tonkin soient ouverts au commerce avec la France.

C'est en 1882 qu'une nouvelle expédition est lancée contre le Tonkin avec le commandant Rivière, sous prétexte de châtier les bandes de pirates qui entravaient la navigation sur le Fleuve Rouge. Le gouvernement de Hué est contraint de reconnaître le protectorat français sur l'Annam et le Tonkin en 1883. L'extension du protectorat sur le Laos, en 1893, achève la mainmise française sur l'Indochine.

CHAPITRE II

BILAN DE 70 ANS DE COLONISATION

LA mise en valeur de l'Indochine ne commence guère que vers 1900. Jusqu'à cette date, les conquérants français doivent asseoir leur domination militaire, à la fois contre les insoumis de l'intérieur et contre les troupes chinoises qui rôdent aux frontières. Aussi les travaux entrepris dans cette période sont-ils surtout d'intérêt stratégique ; le premier chemin de fer construit de 1891 à 1894 sur une longueur d'une centaine de kilomètres avait pour but la défense d'un point de passage sur la frontière tonkinoise. De même, des routes furent établies pour permettre de déloger les partisans de leurs maquis jusqu'alors inaccessibles.

Une fois la domination politique et militaire assise et consolidée, les capitaux français affluèrent. Dès 1882 déjà, le commandant Rivière, distinguant le Tonkin-riz et le Tonkin-mine, craignait que ce dernier ne fût ravi par les Anglais aux dépens de la France. Aussi, l'existence du bassin d'anthracite de Hongay qui affleure sur 150 kilomètres et d'autres mines, de zinc, d'étain, etc., « ne fut pas sans influence sur le développement de notre intervention », avoue un géographe bourgeois.

L'exploitation de ces richesses fut l'une des causes de l'investissement de 80 millions de francs, en 1895, et le point de départ de la création des routes et des chemins de fer dans le pays indochinois. Mais c'est sous le règne de Paul Doumer, venu en 1897 en Indochine comme gouverneur général, que fut conçu le premier grand projet d'implantation économique avec un investissement de 200 millions de francs. Le projet qui prévoyait la création de routes et de chemins de fer longeant la côte et pénétrant à l'intérieur du pays n'est pas encore complètement réalisé, un demi-siècle après sa naissance. En outre, Paul Doumer jeta les bases d'une administration coloniale de longue durée, établit le budget général de l'Indochine, institua des impôts : impôt de capitation, impôt foncier, impôt sur l'importation, sur l'alcool, sur le sel et l'opium, etc.

Les grands travaux publics entrepris pendant cette période sont, de l'aveu même des colons (1), « plus touristiques et spectaculaires que propres à accélérer le développement économique ». Où en est ce développement après 70 ans de colonisation ? C'est ce que nous allons voir rapidement.

(1) P. Bernard : « Nouveaux aspects du problème économique indochinois ».

I. — « L'APPORT » DE LA COLONISATION

Il est faux de dire que les colons n'ont rien apporté à l'Indochine. Sous leur impulsion et après 70 ans de colonisation, 16.000 kilomètres de routes empierrées et 3.000 kilomètres de chemins de fer avec des ponts en métal ou en béton armé ont été construits. Ils ont ouvert des hôpitaux et des écoles. Ils ont même construit des barrages qui permettent d'irriguer 90.000 hectares dans le Nord-Annam. Que faut-il en conclure ? Les colons étalent à coups de réclame leurs œuvres, se félicitent interminablement de leur « génie » et ressassent à satiété les bienfaits qu'ils ont apportés aux Indochinois qui, sans eux, seraient tombés dans la plus obscure des nuit.

Le journaliste bourgeois H. Cucherousset (1), dénombrant les signes du progrès en Indochine, écrit avec une évidente satisfaction : « Au pousse en bois a succédé le confortable pousse caoutchouté. » Confortable... pour qui, monsieur Cucherousset ?

On connaît l'histoire du supplice de Tantale qui se trouve au bord de l'eau, mais ne peut jamais la boire. Le colonialisme, avec une outre en peau de bouc, a versé une goutte d'eau dans la gorge du peuple du Viet-Nam assoiffé de civilisation ; il n'a pas calmé sa soif. au contraire ; il a excité son désir et son besoin. Mais la peau de bouc se trouve hors de portée du Viet-Nam enchaîné. Il est sûr, qu'une fois débarrassé de ses chaînes, le Viet-Nam se lancera sans retour vers le modernisme et vers les hauts sommets de la technique, de l'art et de la culture.

L'Indochine ayant besoin d'une immense transformation n'a reçu qu'une goutte d'eau. Et cette goutte d'eau, ce n'est pas le peuple d'Indochine qui en profite. Les chemins de fer, les routes sont faits principalement pour les colons, pour leurs besoins militaires, pour leur commerce, pour l'exploitation à leur profit des richesses du pays.

1° Les transports.

LES ROUTES. — En réalité, les « exploits » et le génie de la colonisation française n'abusent que les avocats de l'impérialisme et les petits-bourgeois bornés prêts à dire « amen » à tous les slogans. Construire 16.000 kilomètres de route en trois-quarts de siècle est un maigre exploit pour la technique moderne. Et quelles routes ? De mauvaises routes, mal empierrées, sur lesquelles, souvent, s'entasse une épaisseur appréciable de sable, que chaque passage de voiture soulève en infernale poussière qui bouche les yeux et les oreilles et qui vous empêche de respirer pendant plusieurs minutes.

Dernièrement, la propagande cinématographique projetait sur l'écran une magnifique route indochinoise asphaltée, large et ombragée, bordée de pistes bétonnées pour cyclistes. Eh bien ! cette belle route, la seule en l'espèce, c'est celle qui relie un quartier de Saïgon au faubourg de Gia-Dinh, elle mesure 800 mètres ! Le philistin regarde au microscope le millimètre carré de peau bien nettoyée sur le dos d'un éléphant ; il en conclut à la propreté générale de l'animal et en tire une fierté légitime !

Mais écoutons un géographe bourgeois, le professeur Charles Robequain, qui fut professeur à la faculté des lettres de Rennes (2) : « Les indigènes ont tiré des routes un profit immédiat : sur leurs accotements sautillent de longues files de colporteurs, qui se multi-

(1) H. Cucherousset : « L'Indochine d'hier et d'aujourd'hui ».

(2) Voir Ch. Robequain : « L'évolution économique de l'Indochine française » 1939.

plient aux abords des villes et des marchés. Elles permettent le roulement plus régulier des véhicules traditionnels : grinçantes brouettes chinoises, charrettes à chevaux du Haut-Tonkin, chars à bœufs du Bas-Laos et du Cambodge, qui voyagent dans la fraîcheur de la nuit. »

Cette poétique évocation des sautilllements et des grincements dans la fraîcheur de la nuit oublie seulement les charrettes, dites à bœufs, mais poussées et tirées par des hommes qui s'épuisent sur des cinquantaines de kilomètres pieds nus, sur une route caillouteuse, sous un soleil de feu. Elle oublie aussi l'image non moins poétique du coolie de pousse qui s'éreinte à tirer son véhicule le long de la route d'Annam par 50° au soleil ou sous une pluie torrentielle !...

LES AUTOS. — Nous ne nous occupons pas ici de la petite poignée d'indigènes qui se permettent d'avoir des automobiles pour leurs voyages d'affaires ou de tourisme, mais de l'immense majorité de la population. Selon le professeur Robequain (1) : « De 350 en 1913, le nombre des automobiles s'est élevé à 15.000 (2) [en 1932]. Depuis 1920, les services automobiles de transport en commun connaissent un grand essor, ils utilisent 2.500 voitures, la plupart rafistolées et brinqueballantes mais toujours pleines à déborder. 40 à 50 millions d'indigènes les ont empruntées, sur distance entière, en 1930. »

Admirons le souci que les colonisateurs prennent de la vie de leurs colonisés ! Une voiture « rafistolée et brinqueballante » transporte, surchargée de bagages, 60 à 80 voyageurs par jour, sur les mauvaises routes des hauts plateaux du Tonkin ou le long des corniches de l'Annam. Aussi le nombre d'accidents fut-il incalculable de 1925 à 1935. Fréquemment, on voyait un camion tombé dans un précipice, les quatre roues en l'air ou immobilisé sur la route, par une panne interminable.

LES CHEMINS DE FER. — Les colons ont construit en trois quarts de siècle 3.000 kilomètres de chemins de fer environ, avec du vieux matériel. A l'époque où les U. S. A. construisent 700.000 kilomètres de chemins de fer en moins d'un siècle, où l'U. R. S. S. fabrique des turbo-alternateurs de 200.000 CV, où au Mandchoukouo on emploie des alternateurs de 80.000 kilowatts, construire au bout de 70 ans, 3.000 kilomètres de mauvais chemins de fer à voie unique, avec petit écartement de 1 mètre, est loin d'être une œuvre de Titan. Seuls les ronds-de-cuir coriaces du ministère des Colonies peuvent en être fiers. Le professeur Robequain nous donne encore une description « pittoresque » des chemins de fer annamites : « Chaque train comporte, outre les wagons des trois premières classes affectés au service commun, des voitures de quatrième réservées aux indigènes : les banquettes y sont disposées dans le sens de la longueur ; entre elles subsiste un large espace où le voyageur peut entasser les marchandises les plus diverses, et jusqu'à ses cochons. »

Le voyage en chemin de fer en 4^e classe et avec les cochons, voilà encore une image « poétique » réservée aux romantiques de la colonisation.

2° L'agriculture, les plantations.

L'AGRICULTURE. — La presse bourgeoise française vante souvent les travaux d'exploration et de drainage qui ont dégagé d'appré-

(1) « Géographie de l'Indochine » 1933.

(2) Les 40.000 Européens, soit moins des 2 millièmes de la population, en possèdent au moins la moitié

ciables terres rouges pour les plantations et des sols fertiles pour l'agriculture. Ces terres, pour plus d'un million d'hectares, sont concédées non aux Annamites, mais aux colons, gratuitement la plupart du temps. La concession est gratuite au-dessous de 300 hectares.

Le caractère parasitaire de la colonisation française ressort éloquentement des chiffres suivants :

Année 1931	Superficie totale cultivée (en hectares)	Superficie occupée par les concessions européennes (1) (en hectares)	Superficie des terres européennes réellement mises en valeur (1) (en hectares)
Tonkin	1.200.000	134.400	34.350
Annam	1.000.000 (2)	168.400	13.784
Cochinchine ...	2.400.000	606.500	351.854
Total.....	4.600.000	909.300	399.988

Année 1937	Population totale des 3 pays du Viet-Nam (3)	Population européenne totale (3)	Population rurale totale
	18.972.000	39.237	17.460.000
		Nombre d'Européens et assimilés occupés dans l'agriculture	
		705	

Ainsi, 700 Européens (4), une poignée de colons et quelques grandes sociétés possèdent un cinquième de la surface des terres des trois pays d'Indochine et en laissent plus de la moitié sans la mettre en valeur, alors que près de 17 millions d'indigènes végètent sur une terre trop petite, ou peinent et meurent de faim au service des grands propriétaires.

(1) Chiffres donnés par Y. Henri : *Economie agricole de l'Indochine*, (p. 224 sq.).

(2) Ce chiffre est approximatif. Nous l'avons établi à partir de l'étude de P. Gourou : *L'Utilisation du sol en Indochine française*, qui évalue de la manière suivante la répartition des terres cultivées en Annam : 807.000 hectares : rizières ; 85.000 : patates ; 20.000 : manioc ; 20.000 : haricots ; 10.000 : sésame ; 25.000 : canne à sucre ; 3.000 : tabac ; 7.000 : cotonnier ; 3.000 : mûrier ; soit un total de 980.000 hectares.

(3) Voir Ch. Robequain, ouvrage cité, page 36. La population « européenne » comprend, outre les blancs, les assimilés (métis, Japonais, Philippins, etc.)

(4) Encore ce nombre comprend-il les directeurs, surveillants et comptables des grandes sociétés. Cf. Ch. Robequain.

Le colonel Bernard (1) nous donne les précisions suivantes sur les bénéficiaires de ces concessions gratuites de terres : « A la suite de vastes travaux de drainage, des terres sont devenues fertiles, elles étaient inoccupées. Au lieu d'y attirer de petits colons, nous avons concédé de vastes territoires à des individus qui, sans doute, avaient rendu quelques services, qui étaient nos créatures mais qui ne méritaient ni de si riches cadeaux ni qu'on bouleversât pour eux les principes mêmes qui devaient guider le peuplement de l'Indochine. » (Voir « Combat », magazine, 15 juillet 1945).

Ainsi le peuple indochinois n'a en rien bénéficié des nouvelles richesses acquises, résultat des travaux de drainage qu'il a chèrement payés de sa sueur et de son sang. Les quelques « créatures » du gouvernement disposent d'un million d'hectares de terres, tandis qu'au Tonkin 62 % des chefs de famille possèdent moins de 0 ha 36, et 30 % encore moins de 1 ha 80.

Ajoutons que les travaux d'irrigation des terres élevées et d'assèchement des terrains bas, où l'accumulation de l'eau risquait de faire pourrir les plants de riz, ne pouvaient, à eux seuls, résoudre le problème posé par l'amélioration de la rizière. Ils ne portaient que sur une partie des terres cultivées (un tiers environ) et de plus coûtaient excessivement cher. Le rendement de la rizière restait en général très bas : 12,1 quintaux par hectare (2) en Cochinchine, 14 au Tonkin (où généralement on fait deux récoltes), alors qu'il atteignait en Birmanie 17 quintaux et 32 au Japon. Ce faible rendement s'explique par l'épuisement des terres intensivement exploitées (depuis des siècles pour le Tonkin) et aurait pu être amélioré par l'utilisation d'engrais. Il existe précisément des gisements de phosphates en bordure du delta tonkinois, mais jusqu'à présent ils n'ont pas été utilisés par les paysans, car les sociétés exploitantes trouvent plus de bénéfices à les exporter.

LES PLANTATIONS. — Le caoutchouc est une des grandes richesses de l'Indochine ; dans les années qui ont précédé la guerre, sa production n'a cessé d'augmenter très rapidement, passant de 20.000 tonnes en 1934 à 45.100 en 1937, 59.450 en 1938 et 80.000 en 1939.

Des conditions de travail des coolies sur les plantations d'hévéas nous parlerons plus loin. Il nous suffit ici de faire ressortir que l'extension des cultures d'hévéas n'a pas entraîné la création d'une industrie du caoutchouc, qui aurait donné une grande impulsion au développement économique général de l'Indochine. En effet, le latex n'est pas transformé sur place mais transporté en France pour y être travaillé, au grand bénéfice de Michelin et de ses pareils, qui vendent fort cher les produits fabriqués dont ils ont raflé à bon marché la matière première.

3° L'industrie et le commerce.

On justifie en général le colonialisme par l'état arriéré des peuples coloniaux, le retard de leur développement économique et par suite

(1) Le colonel Bernard, qui tient la rubrique coloniale dans *Combat*, dont sa nièce Jacqueline Bernard est secrétaire générale, ancien officier colonial, est administrateur du Crédit Foncier de l'Indochine, président des Messageries Fluviales de Cochinchine, administrateur de l'Oxygène et Acétylène d'Extrême-Orient, président honoraire de la Société Indochinoise des Plantations Réunies de Mimot, président des caoutchoucs de l'Indochine, administrateur de la Banque de l'Indochine. Ces titres éclairent le caractère des compétences du spécialiste de *Combat* !

(2) Cf. P. Gourou : *L'Utilisation du sol en Indochine française*, p. 286.

la nécessité de les aider à surmonter ce retard historique. Dans la réalité, si le colonialisme est contraint pour développer ses profits à développer dans une certaine mesure les forces productives, il le fait au minimum et strictement dans le cadre de ses besoins. Son orientation générale est de limiter une activité industrielle qui risquerait à la fois de concurrencer celle de la métropole et de favoriser l'évolution des nations asservies vers leur affranchissement, qu'il prétend pourtant servir. Dans le domaine du caoutchouc, nous avons déjà pu constater la volonté d'empêcher le développement d'une industrie indigène. Il en est de même dans toutes les autres branches de l'industrie. Et pourtant on ne peut arracher le peuple indochinois à l'état de famine latente et de misère physiologique dans lequel il végète que par un développement rapide et grandiose de l'industrie. Un colon et spécialiste bourgeois des problèmes indochinois, P. Bernard, l'avoue lui-même (1) : « Le programme minimum qui viserait à assurer aux 23 millions d'Annamites une alimentation convenable, un logement décent et deux complets de cotonnade par an, exigerait pour être mis en œuvre un essor de l'industrie locale qu'on ne peut même pas imaginer. »

Il existe en Indochine toutes les bases essentielles au développement d'une grande industrie. Tous les spécialistes bourgeois s'accordent pour reconnaître que l'Indochine est une des colonies les plus aptes à l'industrialisation. Les richesses d'énergie — charbon, force hydroélectrique — y sont considérables, encore que très faiblement exploitées. Les matières premières — minérales : fer, zinc, étain, plomb ; latex, coprah et autres oléagineux, produits alimentaires : riz, maïs, poisson, etc. — y sont abondantes. La main d'œuvre y est nombreuse, par suite de la surpopulation des deltas et des plaines. Or, il n'y en Indochine qu'un seul haut-fourneau (au Tonkin). Au lieu de servir au développement d'une industrie lourde locale, les deux tiers du charbon extrait sont exportés. Il en est de même pour toutes les matières premières, comme le prouvent les chiffres du commerce extérieur. Sur le total des exportations de l'Indochine en 1937 (2), les objets fabriqués représentent 3,5 %, et les matières premières 96,5 %.

Les chiffres du commerce extérieur prouvent également le caractère étrié de l'économie indochinoise : alors qu'en 1937 la valeur du trafic extérieur représentait pour la France environ 1.570 francs par tête d'habitant, 310 pour les Indes néerlandaises, 470 pour les Philippines, elle n'était pour l'Indochine que de 180.

La répartition du commerce de l'Indochine avec les différents pays illustre parfaitement la politique économique suivie par l'impérialisme français. Cette politique revêt deux aspects essentiels : d'une part, faire de l'Indochine un marché privilégié pour les articles manufacturés de la métropole, un client obligatoire des produits métallurgiques et textiles français (au besoin en imposant des tarifs prohibitifs aux produits manufacturés de l'Extrême-Orient) ; d'autre part, s'assurer la part essentielle des matières premières indigènes. C'est ainsi qu'en 1937, 52 % des exportations indochinoises se faisaient vers la France et ses autres colonies, 16 % vers la Chine et le reste vers les autres pays du Pacifique. A la même date, 58 % des

(1) Bernard : *Nouveaux aspects du problème économique indochinois*. 1937.

(2) Chiffres cités par Ch. Robequain : *Evolution économique de l'Indochine française*.

importations venaient de France et des colonies, 16 % de la Chine, 26 % des autres pays.

Il n'est, de plus, pas inutile de remarquer qu'une grande part des exportations indochinoises (presque 50 %) est constituée par le riz, pour le plus grand bénéfice des propriétaires fonciers de Cochinchine, mais au détriment de la masse de la population, qui ne mange pas à sa faim, même de cette denrée de première nécessité.

II. — UNE VASTE ENTREPRISE DE PILLAGE : LA BANQUE DE L'INDOCHINE

On ne peut dresser un bilan, si succinct soit-il, des soixante-dix années de colonisation française en Indochine sans parler de cette « bastille » : la Banque d'Indochine, et montrer de quel poids elle a pesé sur le développement du pays. En même temps, on comprendra tout le sens de la « mission civilisatrice » de la France.

Dès l'occupation en 1863, une agence du Comptoir National d'Es-compte fut créée à Saïgon (1). En 1873, cette agence s'élargit en une grande banque d'affaires, la Banque de l'Indochine, par la participation de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial et de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Le 21 janvier 1875, elle devient un institut d'émission, investi de son privilège pour vingt ans par décret, sur les territoires de la Cochinchine et de l'Inde française. Aujourd'hui, elle est la véritable filiale d'un consortium de grandes banques : les trois banques fondatrices et, en outre, la Société Générale, le Crédit Foncier de France, le Crédit Lyonnais. Le renouvellement de son privilège pour vingt-cinq ans, le 31 mars 1931, s'accompagna d'une augmentation de son capital et de sa transformation en banque privilégiée d'Etat sur l'ensemble des pays indochinois. Mais elle continua à échapper à tout contrôle.

Les juristes qui ont étudié son fonctionnement soulignent tous son caractère essentiellement privé et la nocivité de cette situation. « La Banque d'Indochine, écrit W. Oualid, est une organisation oligarchique qui, sous l'apparence de la souveraineté nominale d'une assemblée d'actionnaires démocratiquement élargie, masque la toute-puissance d'un groupe de grandes banques qui l'ont constituée, détiennent la majeure partie des titres et dont les représentants forment le conseil d'administration... Le contrôle de l'Etat, très intermittent, est paralysé par la puissance des grandes banques qui la composent. »

Le commissaire du gouvernement auprès du conseil d'administration n'a pas d'autre rôle que celui d'informateur. Ainsi, même après 1931, la Banque apparaît comme une entreprise indépendante du concours de l'Etat qui lui a demandé comme un service d'accepter le privilège d'émission et l'a, en même temps, investie d'une sorte d'estampille officielle pour ses opérations extérieures à l'Indochine. Elle a donc les avantages d'une Banque d'Etat et échappe en même temps à tout contrôle.

Depuis 1875, elle a multiplié sans cesse le nombre de ses opérations et n'a plus été une simple banque d'émission, mais un établissement moderne de crédit : contrairement aux principes habituels des banques d'émission, elle s'est livrée à des participations financières, a fourni des emprunts en particulier aux gouvernements chinois, siamois, au gouvernement de l'Indochine pour la construction des chemins de fer ; elle s'est également intéressée à un nombre considé-

(1) William Oualid : *Le Privilège de la Banque d'Indochine*. Albert Sabès : *Le Renouvellement du privilège de la Banque d'Indochine*.

nable d'entreprises, les unes en Indochine, les autres à l'étranger. En Indochine, elle participe, entre autres, à la Société des Chemins de Fer de l'Indochine et du Yunnan, la Compagnie Française des Chemins de Fer de l'Indochine, la Société Asiatique de Navigation, la Société des Houillères de Tourane, la Société Cotonnière Indochinoise, l'Union Commerciale Indochinoise, la Compagnie Minière et Métallurgique de l'Indochine, l'Energie Electrique Indochinoise, la Société Française des Distilleries de l'Indochine, la Société des Caoutchoucs de l'Indochine. A l'extérieur, elle a des intérêts dans le Chemin de Fer de Djibouti à Addis-Abeba, la Compagnie des Tramways et de l'Eclairage Electrique de Shanghai, la Compagnie Franco-Tahitienne, la Compagnie Générale des Soies de France, etc. Cette simple énumération permet de mesurer l'ampleur de son champ d'action. Toute la vie économique de l'Indochine est entre ses mains. La Banque d'Indochine n'a d'ailleurs nullement profité de cette prééminence pour mettre en valeur ce pays. Poursuivant des buts exclusivement lucratifs, elle se désintéresse de la culture, des efforts des Annamites et même, bien que dans une mesure moindre, de ceux des petits colons, pour se consacrer à des affaires financières de pure spéculation sur le change ou les fluctuations des cours des métaux précieux et des marchandises. L'agiotage est ainsi une de ses sources les plus sûres de bénéfices. Alors que l'agriculture végète dans une technique primitive, la Banque lui consacre à peine 1/10^e de ses facilités de crédit (1). Elle se soucie davantage d'étendre ses affaires à l'extérieur, principalement à la Chine : environ 70 % du mouvement de ses caisses se fait en Chine, au Siam, à Singapour. Elle considère la Chine comme sa principale sphère d'action et s'est employée largement à la mise en tutelle du gouvernement chinois.

P. Lamant, dans un article de *Libertés* du 8-3-1946, nous donne un exemple édifiant de son activité. Il écrit : « L'appétit vient en mangeant » et sa soif (de la Banque) de dividendes n'épargne même pas certains petits industriels et planteurs français. Par l'intermédiaire du Crédit Foncier, cet établissement dont le caractère usurier était connu, elle prêta à ces infortunés des sommes sur lesquelles elle préleva un intérêt de l'ordre de 14 %, somme pourtant garantie par une première hypothèque. D'ailleurs, la Banque d'Indochine envisageait beaucoup plus la reprise à vil prix de l'affaire à laquelle elle prêtait de l'argent, que le simple bénéfice de l'intérêt qu'elle aurait perçu régulièrement sur les sommes prêtées. Ainsi, elle profitait de la dévalorisation des immeubles ruraux et urbains en les achetant à un dixième ou même à un vingtième de leur valeur ancienne. Nouveau Shylock, elle refusait de consentir le moindre abattement à la plupart de ses victimes. Et les emprunteurs expropriés, restant débiteurs et insolubles, étaient réduits ainsi à l'esclavage pour dettes. Les cultivateurs annamites furent parmi les plus malheureuses victimes. Ceux-ci avaient recours aux offices de la banque pour éteindre les dettes antérieures, et comme gages offraient leurs récoltes à venir. La banque avait un recours contre la commune si le prêt à l'échéance n'était pas remboursé : c'était alors le maire qui, par des « mesures appropriées », obligeait l'emprunteur à se libérer. Et si cette libération n'avait pas lieu, les notables étaient autorisés à vendre la récolte des débiteurs et, au besoin, le fonds lui-même. Cette vente était effectuée presque

(1) Voir chapitre IV.

» obligatoirement, parce que la banque, entre temps, avait procédé à des manipulations monétaires, avec une efficacité telle qu'aucun débiteur n'arrivait à éteindre ses dettes ! Tout le monde se souvient, en effet, de la façon dont la Banque d'Indochine avait « escamoté » la piastre, en la faisant passer de l'étalon argent à l'étalon or, c'est-à-dire en fixant à 10 francs or la piastre lingot argent de 27 grammes, tandis qu'elle valait à peine 7 francs au 31 mai 1930 : d'où survalorisation frauduleuse de la piastre atteignant 42 % ! Le cours de la piastre supposée or continuant à s'élever, les débiteurs durent payer presque le double de ce qu'ils avaient emprunté, la piastre or valant deux piastres argent tout en conservant le même nom. Et la Banque obligea les débiteurs à rembourser en piastres or sans réduction numérique, ni conversion en valeur : il s'ensuivit une cascade de faillites et de ruines, sans compter une multitude de suicides discrets ou sensationnels.

» Tout un peuple est ainsi asservi par cette banque monstrueuse, et l'Indochine jusqu'à la guerre a été criminellement vidée et expropriée par tous les moyens diaboliques de cet institut infernal. »

Complétons ce témoignage par celui de W. Oualid, professeur de droit, qui ne peut être accusé de partialité. W. Oualid résume de la façon suivante les caractéristiques de la Banque : « Banque d'affaires, elle poursuit surtout la réalisation des profits et n'envisage les opérations qu'en fonction du bénéfice. Banque d'émission, elle fait servir les ressources qu'elle tire de son privilège à la participation dans les affaires coloniales ou étrangères qui l'intéressent, sans souci des intérêts spécifiques de la colonie dans la mesure où ils ne cadrent pas avec les siens propres. Enfin, par son monopole de fait, elle peut étouffer toute menace de concurrence intérieure, et donner à son action extérieure une nature diplomatique et politique. »

Ce réquisitoire, pourtant dressé par un professeur de droit bourgeois, est suffisamment éloquent. Naturellement, les fraudes les plus éhontées ont accompagné cette course aux bénéfices : « réserves occultes s'élevant à 1 milliard et demi et soustraites à tout contrôle ; truquage du bilan (par exemple la réduction, d'une part, du compte actif « Immeubles » ramené frauduleusement, du capital-réserve inavouable de 1.500.000.000 de piastres, au chiffre dérisoire de 8 millions de piastres et d'autre part, la création fictive et superfétatoire du compte passif « Réserve immobilière »). On comprend que dans ces conditions la courbe des dividendes distribués fut en ascension permanente : prendre des actions de la Banque d'Indochine, c'était participer à la ruée vers l'or ! » (1).

Il suffit d'ailleurs de rappeler les qualités de quelques-uns des administrateurs actuels de la Banque d'Indochine pour être immédiatement édifié sur les intérêts qui commandent la guerre d'Indochine. Nous avons déjà énuméré les titres du colonel F. Bernard. Ceux de ses collègues ne sont pas inférieurs. Alexandre Cellier, président du Comptoir National d'Escompte, de la Compagnie du Gaz de Paris, administrateur de la Banque d'Algérie, du Crédit Egyptien, de la Société des Cokeries de la Seine, etc. Jean Laurent, vice-président de la Banque franco-chinoise, administrateur de la Caisse Centrale de réescompte, d'Air-France, de la Société des Salines de Djibouti,

(1) Voir P. Lamant, article cité.

Sfax et Madagascar, etc. Henri Jahan, directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas (on connaît bien les attaches de cette banque avec le M.R.P. dont on comprend dès lors l'acharnement à prêcher la reconquête coloniale), administrateur de la Banque des Pays d'Europe Centrale, de la Compagnie des Chemins de fer du Maroc, de la Compagnie Française des Pétroles, etc. Emile Minost, président-directeur général actuel de la Banque, en même temps directeur général du Crédit Foncier Egyptien et administrateur de la Banque Nationale d'Egypte. Philippe Langlois-Berthelot, de la Financière des Caoutchoucs, de la Compagnie des Caoutchoucs du Mékong.

Les quinze membres du Conseil d'administration offrent un tableau de titres du même acabit. Il n'est pas sans importance de remarquer la part tenue par le capitalisme clérical dans l'exploitation de l'Indochine. Si l'on retrouve dans la Banque de l'Indochine des représentants de tous les groupements financiers essentiels, par les Jahan, les Brincard, etc., les intérêts du clergé catholique occupent une place prédominante. Augustin Hamon écrivait, à juste titre, en 1938, dans « Les Maîtres de la France » : « Si l'on envisage l'ensemble des membres des conseils d'administration des entreprises coloniales, on est amené à constater que la grande majorité de ces membres appartient à la catégorie des capitalistes catholiques ou de leurs représentants. Il suit de là que l'Eglise catholique, avec ses congrégations, investit des capitaux dans les entreprises coloniales. Et cela est logique, car la plupart de ces exploitations sont en des pays « de missions »... Cette majorité de gérants catholiques des entreprises coloniales explique l'influence du cléricalisme catholique dans les colonies et, par voie de conséquence, dans la politique coloniale des gouvernements même soi-disant anticléricaux. »

On ne saurait s'étonner que, dans la métropole comme dans la colonie, la Banque d'Indochine se soit toujours montrée l'un des soutiens les plus efficaces des éléments réactionnaires, l'un des ennemis les plus acharnés des travailleurs de France comme de ceux d'Indochine. Avant la guerre déjà, elle a été l'un des bailleurs de fonds de la Cagoule. Sous l'occupation, son directeur général, Paul Baudouin, fut ministre du gouvernement de Pétain. Au début de 1945, elle fut mêlée à des trafics d'armes au profit des royalistes espagnols, et dernièrement encore, son nom fut prononcé dans l'affaire de la D.G.E.R., cette Gestapo gaulliste.

Bastille du colonialisme en Indochine, la Banque apparaît en même temps comme l'une des bastilles du capitalisme en France et l'un des suppôts essentiels de la renaissance fasciste.

III. — LES BEAUTES DU COLONIALISME

1. Plus de prisons que d'écoles.

Les tenants du colonialisme ont toujours à la bouche les mots de « culture » et de « civilisation ». A les entendre, la présence de la France est indispensable en Indochine à cause de l'état inculte des indigènes qui ne sauraient se gouverner eux-mêmes. Selon ces nobles cœurs, la France s'attache à instruire rapidement le peuple annamite afin de le rendre majeur.

Autant d'affirmations, autant de mensonges. Ce ne sont pas les phrases qui importent, mais les faits. Et ces faits sont écrasants pour l'impérialisme. Parlons des écoles. Les chiffres que nous citons sont extraits des très officielles statistiques publiées par le gouver-

neur général de l'Indochine pour 1930, 1939, 1941. Elles nous apprennent qu'en 1930, il y avait pour toute l'Indochine 4.806 écoles ; en 11 ans, de 1930 à 1941, l'administration, par un effort surhumain, est parvenue à en ouvrir 850 nouvelles. Mais si le nombre des écoles est encore fort réduit, par contre le nombre des prisons s'est accru de façon rapide et satisfaisante : 20.852 en 1941 contre 14.350 en 1939. Durant la même période, on avait ouvert 186 écoles supplémentaires. Cela nous fait en 1941 une école pour 3.245 habitants et une prison pour moins de 1.000 habitants. Pourcentage honorable pour la culture française ! Il est normal dans ces conditions que le chiffre des illettrés atteigne dans certaines régions du Haut-Tonkin 100 % et ne soit jamais inférieur à 60 %.

Tout ceci prouve avec éclat que les colonisateurs ne se montrent guère pressés, dans les faits, d'élever le niveau culturel du peuple du Viêt-Nam. Celui-ci serait-il réfractaire à l'instruction ? Mille exemples et en particulier celui du « DONG-KINH NGHIA-THUC » (école gratuite du Tonkin) (1), démentent de manière irréfutable une telle allégation. L'explication est plus simple. Louis Roubaud dans son livre *Viêt-Nam*, nous la fournit en ces termes : « Chaque » marche gravie par l'indigène fut considérée comme une marche » descendue par l'Euronéen... L'idée que les uns et les autres pour- » raient un jour se rencontrer sur le même palier fut insupportable » aux derniers. » L'idée du colon, exprimée en langage plus brutal, est la suivante : « Un Annamite instruit, c'est un coolie de moins. » En favorisant l'instruction publique, le colon a là nette impression d'œuvrer contre lui-même.

L'enseignement secondaire et supérieur est évidemment développé dans des proportions aussi insignifiantes : 6 lycées, dont 3 réservés aux Français, pour un peuple de 25 millions d'habitants, et une Université indigente. Un petit tableau caractérisera bien la place accordée à l'enseignement en Indochine : la Direction de l'Instruction publique à Saïgon se trouve logée dans un bâtiment qui ressemble quelque peu à une écurie, tandis qu'à côté se dresse une bâtisse majestueuse : la Manufacture de l'Opium.

L'obstacle principal que rencontre la jeunesse des classes populaires désireuse d'apprendre, réside dans son dénuement total. En Annam, par exemple, les enfants s'exercent chez eux à écrire les alphabets latins sur le sable, ou avec de l'eau sur une planche en bois, parce que le papier, l'encre et les plumes coûtent trop cher. Dans un pays où, en 1937, 90 % de la population gagnaient 80 francs par mois, les livres coûtaient aussi cher et souvent plus cher qu'en France : à l'époque, un livre classique coûtait 30 francs, un livre des grandes classes de mathématiques ou de philosophie coûtait de 70 à 100 francs et même 150. Quel fils du peuple pouvait songer à se les procurer ?

De plus, un barrage impressionnant d'examens et de concours cherche à empêcher l'extension de l'enseignement primaire supérieur et secondaire. Le certificat d'études primaires est là-bas, comme dans la plupart des colonies, un véritable concours qui n'a rien de comparable en difficultés avec son équivalent de la métropole. Ajoutons enfin que le nombre de boursiers envoyés chaque année dans la métropole est extrêmement faible.

(1) Mouvement qui, vers 1907, voyait dans l'instruction généralisée de la jeunesse la première étape de la lutte pour l'indépendance. Voir chapitre III.

2. Le règne de la force et de l'arbitraire.

Il serait oiseux de parler de droits politiques pour les peuples d'Indochine, car ces droits n'existent pas. Le code de l'indigénat relègue à l'arrière-ban de la société les indigènes, traités comme des êtres inférieurs à tous les points de vue.

L'immense majorité du peuple, sinon le peuple tout entier, est soumise à un bâillonnement systématique. Pas de libertés de presse, de réunion, d'association. Pas de liberté de voyage à l'intérieur du pays. Régime de censure permanente. Contraintes policières à toute heure de la journée. Vexations incessantes de toutes sortes, de la part de l'administration, de l'armée d'occupation, des colons et des agents des régies (tabac, alcool et opium). Le peuple tout entier vit dans la crainte et dans la terreur permanentes. Les colons ont quasiment droit de vie et de mort sur l'indigène. En plus de l'armée et de la police, ils sont les seuls à posséder des armes. Les habitants du pays, même ceux qui se trouvent dans des régions infestées de bêtes féroces, tels que les tigres, n'ont pas même le droit de posséder une arme de chasse. Le blanc est un dieu et l'indigène un esclave. Le tutoiement unilatéral est de règle générale.

Le radical Albert Sarraut et le socialiste A. Varenne, anciens gouverneurs de l'Indochine, ayant eu le souci de créer une façade démocratique pour couvrir le régime de barbarie coloniale, ont doté l'Indochine de caricatures d'Assemblées, tels que les Conseils coloniaux et Conseils municipaux. Prenons l'exemple de la ville de Saïgon qui, comparée aux autres villes du pays, est considérée en Indochine comme une « terre de liberté ». A côté des 120.000 habitants annamites de cette ville, vivent 5.000 citoyens français. Quant au Conseil municipal de la « plus démocratique » des villes d'Indochine, il était composé de deux fois plus de conseillers français que de conseillers annamites, élus au suffrage censitaire. Il faut ajouter qu'au surplus l'administration mit toujours tout en œuvre afin que soient élues ses créatures. En 1933, seulement, le groupement « La Lutte » parvint, malgré une forte pression administrative, à faire élire deux conseillers, représentants authentiques du peuple annamite, contre les créatures de l'administration. Mais Poincaré lui-même, s'il faut en croire le journaliste Louis Roubaud (1), ne dit-il pas que « les Assemblées indigènes pompeusement intitulées Chambre des représentants du peuple n'existent guère que pour la forme » ?

La réalité coloniale pèse lourdement sur la vie des hommes qui ont le malheur de naître sur cette terre d'Indochine. Les missionnaires catholiques, qui servent de mouchards et de mystificateurs au service de l'impérialisme, d'une main dépossèdent les « convertis » de leur terre et de l'autre leur administrent tantôt de l'eau bénite, tantôt des coups de rotin. Un missionnaire ne disait-il pas : « Dieu a fait pousser le rotin en Annam, c'est pour le châtement des Annamites » ? Il aurait pu ajouter : « Mais s'il a créé la terre féconde, c'est pour les jésuites. »

L'Indochinois chez lui est plus étranger que partout ailleurs. Paria sur sa propre terre, il subit tous les jours les coups et les insultes. Aucune loi ne le protège. C'est pourquoi il est normal qu'il s'accroche à la loi immanente des dieux. Opprimé sur terre, il se console en pensant au ciel. Et les gouverneurs, tel P. Pasquier vers 1930-1931,

(1) Louis Roubaud : *Viet-Nam*.



favorisaient la superstition en encourageant la construction des pagodes, des temples et des églises. Ainsi, à l'époque de l'impérialisme, oubliant qu'au temps de son émancipation elle a lutté contre l'Eglise, la bourgeoisie s'appuie sur la superstition religieuse sous toutes ses formes pour mieux maintenir sa domination.

L'arbitraire et la force ne sont pas seulement le fait du gouvernement colonial. Les troupes d'occupation, en particulier la Légion étrangère, se conduisent en Indochine avec une brutalité odieuse. Grisés par le vin et la certitude de l'impunité, les légionnaires s'en donnent à cœur joie, volant, violant, terrorisant la population. Il suffit de se reporter à l'ouvrage d'Andrée Viollis : *Indochine S.O.S.*, ou à celui de Nguyen Ai Quoc : *Le procès de la colonisation française*, pour en acquérir maintes preuves.

Ajoutons tout de suite que l'armée n'est pas seule à se conduire de la sorte. Nous reviendrons plus loin sur la situation faite aux travailleurs des plantations et des mines, situation que L. Roubaud a pu qualifier d'esclavage. Mais les colons civils, eux aussi, se mettent à l'unisson. Pour n'en donner qu'un exemple, à Saïgon, les actionnaires des grandes compagnies de transport — autobus et tramways — regardaient d'un mauvais œil les voitures à cheval, dont ils redoutaient la concurrence. Aussi, il arrivait bien souvent aux cochers indigènes de ces « boîtes d'allumettes », comme on les appelle, d'essuyer les coups de revolver (1) de quelque automobiliste que la justice coloniale n'inquiétait jamais. Ou encore quelque camion, quelque autobus écrasait les « boîtes d'allumettes ».

Ajoutons un petit aperçu sur le régime des bagnes. *La Lutte* de Saïgon (oct.-nov. 1934) donne les détails suivants sur le bagne tristement célèbre de Poulo-Condor : « Chaque salle, de 12 m. de long » sur 8 m. 50 de large, ne devrait contenir que 40 personnes. En » réalité, on y enferme plus de 80 détenus. L'unique porte et les » quatre fenêtres de 1 m. sur 0 m. 70 ne suffisent pas à l'aération de » ces réservoirs archicombles. De plus, la puanteur des cabinets » achève d'empoisonner l'air, déjà vicié par l'exhalation de la sueur » abondante des corps tout nus... Les bâtiments ne résistent pas tous » jours aux typhons ; c'est ainsi qu'ils se sont effondrés sur les dé- » tenus du bagne de la Pêcherie, en 1931, causant un grand nombre » de morts... Les détenus sont envoyés, même en pleine nuit, quand la » marée descend, à la pêche du corail qui déchire pieds et mains. Ils » doivent en rapporter une quantité minima, sinon c'est la bastonnade » et le cachot... Les détenus remplacent les bœufs pour tirer les » chars remplis de blocs de granit ; beaucoup, anémiés et épuisés, » s'effondrent et périssent écrasés. De même les détenus tirent les » rouleaux compresseurs, sous un soleil brûlant... »

Nous en passons... Sous toutes les latitudes, les bagnes et camps de concentration se ressemblent. Les rescapés de Buchenwald, d'Auschwitz, de Dachau et autres lieux, maintenant bien connus, nous ont fait des tableaux suffisamment complets. Mais on oublie trop souvent hélas, que la « grande démocratie française » a aussi des tortionnaires à son service. Ne voilà-t-il pas aussi un procès à intenter ? Mais de ce procès, pas plus nos socialistes à la Moutet, que nos « communistes (?) français », défenseurs de l'Union Française, ne veulent en entendre parler.

(1) Voir journal *La Lutte*, Saïgon, n° 15, 13 décembre 1934.

3. Les régies : la civilisation de l'alcool et de l'opium.

Un coup d'œil sur le budget général de l'Indochine fait immédiatement comprendre le caractère de l'occupation impérialiste. Voici le tableau des recettes (1) pour les années 1933 et 1938 :

	1933 Pourcentage du budget total	1938 Pourcentage du budget total
Douanes, régies	82,3	79,6
Enregistrement	10,4	13,5
Exploitations industrielles	7,3	6,9

Sur les 8/10 du budget total occupés par les douanes et régies, ces dernières représentent 6/10, alors que le chiffre des exploitations industrielles n'atteint pas même 1/10. L'aspect parasitaire et rétrograde de l'exploitation coloniale est, par ces seuls chiffres, clairement mis en lumière.

Le système des régies, unanimement abhorré par le peuple annamite, renouvelle en Indochine les pires formes de l'oppression féodale. Un produit de première nécessité, comme le sel, est en régie, et le prix élevé auquel le gouvernement le taxe, constitue pour les Annamites un lourd tribut. P. Gourou (2) témoigne à ce sujet :

« La régie du sel, qui ressuscite en territoire français l'archaïque gabelle, est pire encore (que celle de l'alcool et de l'opium). Le sel, de première nécessité pour l'Européen, est vital pour l'Asiatique. Si le riz, en Extrême-Orient, peut se comparer à notre pain, la conserve de poisson sec représente, ainsi que la sauce de poisson, le pot-au-feu. La nature a heureusement doté l'interminable rivage d'Annam de magnifiques salines et dans l'intérieur, encore, les saulniers traitent les sables salifères.

» Le pêcheur, s'il manque de sel, n'a qu'à jeter son poisson que le soleil aura vite dévoré... Il n'est pas rare de voir le pêcheur en larmes abandonner sur la grève le produit d'une journée de travail, faute d'avoir économisé assez d'argent pour acquérir, à des tarifs onéreux, ce condiment qu'il aperçoit en abondance, en petites montagnes grises, à quelques centaines de mètres de sa jonque, dans la zone interdite des marais.

» La gabelle a rapporté en 1929 plus de 11 millions de piastres au budget de l'Indochine (le 1/10), mais le peuple maudit la gabelle.

» Les trois régies : alcool, opium et sel, toutes trois nécessitent, pour la répression de la fraude et de la contrebande, un système de contrôle, de surveillance et de délation qui va du gabelou jusqu'à l'indicateur et au délateur, c'est-à-dire jusqu'aux vexations.

C'est ainsi que lorsque fut supprimé le droit de fabriquer librement l'alcool de riz, le pays subit une véritable terreur, comme en témoigne le passage suivant, extrait d'un rapport du résident supérieur au Tonkin, Simoni, au gouverneur général (2 mars 1912) :

(1) Ch. Robequain : *Evolution économique de l'Indochine française.*
(2) P. Gourou : *Les Paysans du delta tonkinois.*

« La répression de la fraude fut brutale, les sanctions impitoyables ; les indicateurs, alléchés par l'appât de primes, se multipliaient. Lorsque la fraude faisait défaut, parfois ils la simulaient. Il suffisait d'une poignée de riz en macération dans la cour du voisin et toute une famille était ruinée. Il y avait un prétexte à l'exercice de toutes les rancunes. Les villages vivaient dans des trames continues. »

Mais il y a pis. Vers 1930, certains résidents français de l'Annam obligeaient par décret la population à la consommation d'une quantité minimum d'alcool. Le gouverneur général Albert Sarraut, grande éminence de la III^e République, pousse généreusement à l'ouverture de débits d'alcool et d'opium. Nguyễn Aï Quoc (1), l'actuel Ho-Chi-Minh, écrit à ce sujet :

« Le bon monsieur Albert Sarraut, dont la grandiloquence humanitaire était connue de tout le monde, ne reculait pas devant les infamies et les crimes. En voici une preuve : c'est la lettre qu'en qualité de gouverneur général de l'Indochine, et pour gonfler les poches des bandits coloniaux et les siennes, il adressa à ses subalternes :

« Monsieur le Résident,

» Conformément aux instructions de M. le directeur général de la Régie, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir seconder les efforts de mon service dans l'établissement de nouveaux débits d'opium et d'alcool.

» A cet effet, je me permets de vous adresser une liste de débits qu'il y aurait lieu d'installer dans les divers villages mentionnés, dont la plupart sont totalement privés d'alcool et d'opium.

» Par l'intermédiaire des gouverneurs cambodgiens et messocks, votre influence prépondérante pourrait heureusement faire valoir à certains petits marchands indigènes les avantages qu'ils auraient à se livrer à un négoce supplémentaire.

» De notre côté, les agents du service actif, dans les tournées, chercheront à installer des débits, à moins que vous ne préférerez, monsieur le Résident, qu'ils attendent que vous ayez d'abord agi auprès des autorités pour qu'elles secondent votre action, auquel cas je vous prie de bien vouloir m'en informer.

» Ce n'est que par une entente complète et constante entre votre administration et la nôtre que nous obtiendrons le meilleur résultat, pour le plus grand bien des intérêts du Trésor.

Signé : Albert SARRAUT.

» Il existait alors 1.500 débits d'alcool et d'opium pour 1.000 villages, tandis qu'il n'y avait que 10 écoles pour le même nombre de localités. Déjà, avant cette fameuse lettre, on avait fait ingurgiter à 12 millions d'indigènes (femmes et enfants compris) 24 millions de litres d'alcool par an. »



Nous ne nous étendrons pas davantage sur les « bienfaits » de la colonisation française en Indochine. Les décrire tous demanderait des volumes, et tel n'est pas spécialement l'objet de ce travail. Les té-

(1) Nguyễn-Aï-Quoc : *Procès de la colonisation française.*

moignages circonstanciés sur les atrocités de l'impérialisme, on les trouve en particulier dans les ouvrages déjà cités de Louis Roubaud, d'Andrée Viollis, de Nguyễn Ai Quoc. Nous avons voulu marquer seulement les traits caractéristiques de l'exploitation coloniale en Indochine. En résumé, une triple conclusion se dégage de ce bref examen.

1. L'impérialisme français a certes apporté à l'Indochine quelques-uns des acquis de la civilisation moderne, mais il l'a fait SEULEMENT dans son propre intérêt, en vue de tirer du pays les plus larges profits pour lui-même, ET EN MAINTENANT LES MASSES INDIGÈNES DANS UNE MISÈRE ET UNE OPPRESSION MÉDIEVALES.

2. S'il introduit en Indochine certaines des formes capitalistes de la production, s'il modernise le pays sous certains rapports, l'impérialisme s'oppose en même temps de façon délibérée à tout développement large de l'industrie qui, seul, peut conduire à une élévation générale des conditions d'existence et permettre la marche en avant du pays. Il maintient les formes routinières et vétustes de l'exploitation agricole, se fait le défenseur des cadres politiques de la féodalité (mandarinate) sur lesquels il s'appuie, conserve et encourage les superstitions et les croyances d'un passé retardataire.

3. Enfin, on ne peut s'empêcher d'établir un parallèle entre les méthodes du colonialisme et celles employées par le fascisme hitlérien. On a trop voulu persuader le monde du caractère spécifiquement allemand de la barbarie fasciste au cours d'un passé récent, pour qu'il soit inutile de souligner que le capitalisme français, lui aussi (tout comme les autres capitalismes) est capable de se hisser, si besoin est, au niveau des tortionnaires nazis. Rien ne permet de supposer que les méthodes employées en Indochine ne pourraient pas être un jour utilisées contre les travailleurs français, si la réaction parvenait à vaincre en France.

Il est permis de dire qu'aussi longtemps qu'existe, en Indochine comme dans les autres colonies françaises, un régime de terreur et le règne permanent de la violence, toutes les phrases sur la démocratie et le rôle civilisateur de la France, même prononcées par des gens de « gauche », ne sont qu'hypocrisie et mensonge.

CHAPITRE III

LES ÉTAPES DE LA LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME

DEPUIS 80 ans que l'impérialisme français a implanté par la force sa domination en Indochine, les peuples de ce pays n'ont pas cessé la lutte contre l'oppression qui les réduit à un véritable esclavage. L'histoire de ces 80 années a été celle d'une guerre ininterrompue, toujours latente, mais souvent ouverte et déclarée. Il est significatif qu'à chaque étape de cette lutte nationale, des classes différentes se soient trouvées à la pointe du combat. Au début de la colonisation, les mandarins et militaires insoumis prirent la tête de la révolte ; leur ardeur s'émoûssa vite. Des rangs des lettrés ouverts à la culture occidentale, qui formaient le pont entre la féodalité décadente et la bourgeoisie naissante et se trouvaient être objectivement les champions des intérêts bourgeois, émergèrent à leur tour des éléments combattifs, mais qui dégénérent rapidement dans un opportunisme servile. L'étape suivante (à partir de 1920) est caractérisée par l'éveil et la prise de conscience des masses petites-bourgeoises et prolétariennes qui s'élancèrent à l'avant de la lutte révolutionnaire nationale, l'étendirent à l'ensemble du pays, cherchèrent à lui donner des buts et des perspectives.

Bien entendu, ces étapes ne présentent pas de démarcation absolue nette ; elles s'enchaînent les unes aux autres, s'annoncent et se prolongent l'une dans l'autre, car elles ne sont en réalité que l'expression du processus continu de la lutte des classes : la physiologie générale de l'opposition à l'impérialisme est déterminée à chaque époque par le poids spécifique des divers groupes sociaux et le rapport de forces existant entre eux.

I. — PREMIÈRE ÉTAPE DE L'OPPOSITION NATIONALISTE : 1890-1920

Cette première étape de la lutte comprend des tendances très diverses : révoltes militaires conduites par les mandarins et les lettrés insoumis, recherche d'une aide étrangère et essai d'éducation du peuple, qui sont le fait de la bourgeoisie naissante. Malgré des différences essentielles entre ces mouvements, ils offrent tous des caractères communs : ils manquent d'idéologie politique précise, ils sont impulsés par des individus souvent de valeur, capables de soulever des sympathies ardentes, mais incapables de concrétiser ces sympathies dans une organisation active. La lutte pour l'indépendance prend surtout figure d'aventure individuelle, héroïque et sentimentale. Ces caractères s'expliquent quand on tient compte de la nature

des classes alors à la tête du combat : les lettrés et les mandarins, arrière-garde de l'ancien régime, appartiennent à une classe dont l'apport de la civilisation occidentale a fait sentir plus vivement l'incapacité et l'irréparable déchéance ; condamnés par l'histoire et en ayant plus ou moins nettement conscience, quelles perspectives peuvent-ils offrir à leurs partisans, sinon celle d'une mort courageuse ou d'un ralliement aux nouveaux vainqueurs ? Si les mouvements soutenus par la bourgeoisie naissante manquent, eux aussi, de programme politique et d'organisation, c'est pour une raison toute différente. La bourgeoisie annamite n'en est encore qu'à ses premiers pas ; elle n'est pas encore assez mûre pour prendre une figure politique nettement fixée.

Les révoltes de palais :

La première période de la colonisation a vu une succession rapide d'empereurs mis sur le trône par les gouverneurs, puis détrônés par eux. Réduits au rôle de figurants de théâtre, plusieurs d'entre eux manifestèrent des velléités de résistance. Plus d'un pensa pouvoir se débarrasser de l'emprise du colonialisme en empoisonnant un gouverneur ou un commandant militaire. Ham Nghi tenta même un coup de surprise assez heureux : soutenu par les lettrés de plusieurs provinces, il commença un soulèvement qui avorta aussitôt que né. Une répression féroce écrasa le mouvement. Résultat : les subalternes payèrent de leur tête, mais Ham Nghi fut seulement exilé en Afrique.

Ces révoltes de palais correspondaient à une époque où le peuple croyait encore en l'essence divine de la personne royale et attendait de l'empereur des miracles. Les miracles n'apparurent pas et il s'avéra que l'empereur était aussi vulnérable qu'un simple mortel. Néanmoins, ces conspirations n'étaient pas totalement inefficaces : elles montraient l'incapacité de la royauté et ruinaient par là le mythe d'une monarchie inamovible. En même temps, d'autres facteurs concouraient au même résultat.

Les réalités techniques apportées par les colons, l'exemple d'un Japon qui venait de se rajeunir aux méthodes occidentales et d'y puiser une nouvelle force, l'influence des idées de Khuong Luong, philosophe contemporain chinois, annonciateur de Sun Yat Sen et de la République chinoise, ouvraient devant les lettrés avancés l'espoir d'un avenir meilleur.

Le mouvement des lettrés :

a) Le maquis :

Si le vieux mandarinat et les couches les plus arriérées des lettrés se rallièrent immédiatement aux vainqueurs, les lettrés ouverts à la civilisation moderne, nourris des idées des réformateurs japonais ou chinois et des philosophes français du XVIII^e siècle, prirent, pendant une trentaine d'années, la tête de la lutte pour l'indépendance. Rejoints par les paysans révoltés du Tonkin et du Nord-Annam, ils se retiraient dans les hautes régions inaccessibles et menaient une perpétuelle guérilla contre les occupants. Nombreux sont ceux qui résistèrent ainsi, pendant des années, avec des moyens de fortune. Citons seulement deux des noms les plus célèbres : Phan đình Phùng et Dê Tham.

Phan đình Phùng, vers 1889, s'inspirant des méthodes de combat

de ses adversaires, était arrivé à organiser ses troupes d'une manière impeccable, sans avoir étudié pour cela dans aucun Saint-Cyr. L'officier supérieur français Gosselin écrit à ce sujet, dans son livre *Empire d'Annam* : « Phan đình avait le talent de l'organisation militaire, savait instruire ses troupes et les dotait de fusils modèle 1871, fabriqués sur place par ses hommes mêmes ».

Dê Tham, ancien militaire annamite, tint le maquis à partir de 1907 pendant plusieurs années, faisant défricher de vastes terres et entreprendre des cultures pour nourrir ses troupes. Mais il avouait lui-même n'avoir aucune large perspective. La seule aide promise fut celle de Sun Yat Sen qui en était encore, à l'époque, à sa série d'échecs. Traqué par les troupes du protectorat, Dê Tham fut pris et tué, et son mouvement dispersé et détruit.

b) 1905 : à la recherche d'une aide étrangère :

La victoire du Japon sur la Russie, en 1905, eut parmi tous les peuples d'Asie un énorme retentissement. Elle démontrait que les nations européennes n'étaient pas invulnérables, que leur domination n'était pas définitive, et que l'indépendance n'était pas un vain espoir. Aussi, en Indochine, reprenant confiance en lui-même, le mouvement nationaliste redoubla-t-il d'ardeur. Il changea en même temps de caractère : les tentatives désespérées de résistance armée cédèrent la place à des mouvements orientés vers l'avenir.

À la fin de 1905, se réunirent, au Tonkin, chez un mandarin, quatre lettrés, tous ouverts à la culture moderne et convaincus de la nécessité de rénover leur pays. Ils devaient attacher leurs noms à toute une époque historique de la lutte nationale en Indochine. C'étaient *Nguyen thuong Hiên*, gouverneur de la province de Nam-Dinh ; *Tang Bach Hô*, vieux révolutionnaire qui avait déjà vécu à l'étranger pendant plus de dix ans ; *Phan bôî Châu*, illustre lettré d'Annam, et *Nguyen Hiên*, jeune instituteur de Lang-Son. Tous d'accord sur le but (se débarrasser de la domination étrangère), ils différaient sur le choix des moyens. Les trois premiers préconisaient une action violente, avec l'aide d'une puissance étrangère. Le dernier se prononçait pour une élévation lente et progressive du niveau intellectuel et culturel du peuple et lançait la devise : « Education du peuple par le peuple ». En outre, il mettait les autres en garde contre les fourberies possibles de l'impérialisme japonais : « Il ne faut pas chasser le tigre par la porte de devant et recevoir la panthère par la porte de derrière », avait-il coutume de dire.

À la suite de cette conférence secrète, en 1906, Tang Bach Hô, Phan bôî Châu et le prince Cuong Dê, élève de Phan bôî Châu, se rendirent clandestinement à Canton, puis au Japon. Leur dessein était d'instaurer Cuong Dê sur le trône d'Annam en chassant les Français avec l'aide du Japon. Servi par sa forte culture chinoise (le japonais classique est identique au chinois classique), Phan bôî Châu essaya de se lier d'amitié avec quelques hautes personnalités japonaises. Déterminé par son milieu et son époque, il confondait le Japon avec sa classe dirigeante et nourrissait sur cette classe des illusions tenaces. C'est ainsi qu'il se laissait prendre au mythe de la « solidarité de la race jaune », mis en avant par les dirigeants japonais pour servir leurs desseins impérialistes et évincer des terres asiatiques leurs concurrents européens. Cette propagande soulevait d'espoir la

bourgeoisie et la petite-bourgeoisie indochinoises et les orientait vers le Japon. Leur plus illustre représentant d'alors, Phan-bôi-Châu, comptait tout particulièrement sur l'appui de Khuyên Duong Nghi, homme politique de premier plan, qui allait devenir premier ministre du Japon. Mais Khuyên Duong Nghi mettait les questions de communauté raciale et culturelle bien au-dessous des intérêts sacrés de l'impérialisme japonais. La victoire sur la Russie avait été pénible, et le Japon restait encore trop faible en Extrême-Orient devant le bloc Angleterre-France pour se lancer dans une politique d'hostilité ouverte à l'égard de ces puissances.

Pendant qu'il attendait une aide japonaise toujours remise à demain et de plus en plus problématique, Phan bôi Châu envoyait en Indochine poésies et satires pour exhorter ses compatriotes à maintenir haut le flambeau de l'indépendance.

La *Lettre écrite d'outre-mer avec du sang* souleva un écho particulièrement profond. Partisans et sympathisants se groupaient beaucoup plus autour du nom et du prestige de Phan bôi Châu que d'un programme politique précis et comptaient surtout sur des actes terroristes pour entretenir l'énergie révolutionnaire des masses. C'est l'époque des attentats incessants : tentative d'empoisonnement de la garnison française d'Hanoï en 1908, complot éventé en 1913, essai de soulèvement de la garnison d'Hanoï en 1917, etc. Les terroristes s'imaginaient qu'en supprimant un résident ou un gouverneur, ils répandraient la crainte dans le camp ennemi qui ne trouverait plus personne pour endosser les hautes fonctions. Le résultat en était la dislocation du mouvement, non pas la diminution du nombre des ennemis, mais la décimation des révolutionnaires les plus courageux et les plus dévoués.

On saisit ici la force et la faiblesse du mouvement révolutionnaire sous la direction de la bourgeoisie : sa force réside dans une unanimité de la population à vouloir sortir de sa condition d'esclave (un poème, une chanson suffisent à la remuer profondément), sa faiblesse, dans une absence de but et de programme précis. La bourgeoisie indigène, même dans sa belle époque d'opposition aux conquérants, s'est avérée incapable de proposer une solution précise au problème de l'indépendance. Son seul programme politique était l'aide du Japon ; cela signifiait qu'elle acceptait une inféodation économique de l'Indochine à l'impérialisme japonais, avec toutes les conséquences politiques inhérentes. En résumé, la bourgeoisie annamite n'espérait sortir d'une domination étrangère que pour s'assurer jettir à une autre qu'elle escomptait moins lourde.

c) Mouvement d'éducation du peuple :

Comme nous l'avons indiqué précédemment, le plus jeune des quatre leaders nationalistes, Nguyễn Hiên, proposait une voie différente pour aller vers l'indépendance. Il voyait dans l'assimilation progressive de la civilisation moderne le seul moyen de préparer l'avenir et d'acquiescer une force réelle permettant de lutter efficacement pour l'émancipation. Avec quatre de ses amis, il présenta au gouvernement Doumer une demande pour l'ouverture d'une école privée d'enseignement moderne. Cette demande fut d'abord bien accueillie par les autorités françaises. Elles croyaient voir dans cet acte un amendement à l'attitude hostile des milieux lettrés à l'égard de tout ce qui était occidental ; les écoles gouvernementales, l'étude de la langue

française étaient, en effet, regardées par beaucoup comme des moyens de domestication de la jeunesse, ce qui provoquait leur boycott et, par réaction, l'apologie de l'ancienne culture.

Nguyễn Hiên, au contraire, se proposa de tirer partie du nouvel enseignement, qui permettait d'inculquer aux élèves, non seulement des leçons de morale, mais aussi et surtout des notions de science et de technique, afin de les orienter vers les métiers et les arts et non vers le mandarinat. Il popularisa le Quôc-Ngu, écriture annamite en caractères latins, infiniment plus commode et maniable que l'ancienne écriture chinoise. Toutes ces tentatives témoignent d'une grande hardiesse : donner à l'étudiant d'autre but que celui de devenir mandarin, c'est déjà une véritable révolution ; faire comprendre à des hommes sur qui pesaient quarante siècles de culture chinoise l'avantage du Quôc-Ngu et sa souplesse, c'était une redoutable épreuve. Nguyễn Hiên réussit pourtant à convaincre un grand nombre de lettrés. La première école, ouverte vers 1907, dans un immeuble de la rue de la Soie, à Hanoï, connut dès son début un succès retentissant : elle comptait quarante classes et un millier d'élèves et prit le titre de « Đông-Kinh Nghia-Thuc », qui signifie à peu près « Ecole gratuite du Tonkin ».

Nguyễn Hiên visait à une instruction généralisée de la jeunesse. Comme le peuple était si pauvre que seule la gratuité complète pouvait permettre à un grand nombre de jeunes gens de s'instruire, la caisse de l'école fut alimentée par les souscriptions et les dons qui affluèrent en masse et qui atteignirent vite plusieurs centaines de milliers de francs, somme importante à l'époque. La bourgeoisie naissante soutenait avec enthousiasme, de son approbation et de ses fonds, ce mouvement qui lui préparait des cadres et des bases d'avenir.

L'école possédait sa propre imprimerie et éditait à gros tirage des ouvrages de vulgarisation scientifique pour les distribuer gratuitement aux élèves et à tous ceux, fort nombreux, qui y prenaient de l'intérêt. L'école distribuait aussi, gratuitement, du papier, des plumes, des effets scolaires trop chers pour le budget modeste des familles indochinoises. Son statut comportait six points, qui valent qu'on s'y arrête :

1° Trois langues sont enseignées : chinois, annamite, français. La vulgarisation philosophique et scientifique se fait en annamite.

2° L'école est mixte, grande nouveauté pour cette époque où la femme vivait encore dans un état d'infériorité et de sujétion absolues.

3° L'enseignement est absolument gratuit.

4° Pour permettre aux élèves de se faire, après leurs études, une vie indépendante, on enseigne les métiers courants.

5° Un fois par semaine, une conférence sur des sujets larges (éducation, science, etc.) est faite par les professeurs ou des personnalités intellectuelles.

6° L'école de Hanoï est un essai qui, s'il est concluant, sera un point de départ à l'établissement d'une série d'écoles semblables dans tous les arrondissements et provinces du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine.

L'essai fut concluant, si concluant que le gouvernement de Paul Doumer, pris d'une peur mortelle devant ce mouvement de rénovation qui soulevait un enthousiasme immense dans la population,

entreprit tout de suite d'en limiter la portée et d'en empêcher l'extension. En digne représentant de l'impérialisme, Paul Doumer voulait, certes, voir l'instruction se répandre chez les Annamites, mais tout juste assez pour qu'ils devinssent de bons serviteurs. Au bout de neuf mois d'une activité intense au cours de laquelle Nguyễn Hiên et ses collaborateurs, Lê Dai, Duong ba Trac, Hoàng tang Bi, Nguyễn phan Lang, se dépensèrent sans compter, l'interdiction fut lancée contre l'école, les professeurs arrêtés, jugés et condamnés à mort, leurs sympathisants et souscripteurs inquiétés et malmenés par une répression policière générale.

Un tel arbitraire de la part du gouvernement colonialiste, condamnant à mort de simples instituteurs qui enseignaient avec sa permission, souleva l'émoi de la Ligue des Droits de l'Homme qui s'opposa à l'exécution de la monstrueuse sentence. La peine fut commuée en travaux forcés à perpétuité, et les pionniers de l'instruction gratuite, déportés à Poulo-Condor, purent à loisir y méditer sur la « mission civilisatrice » de la France.

d) *Rénovation des mœurs :*

Parallèlement au mouvement de rénovation intellectuelle préconisé au Tonkin par le « Dong-Kinh Nghia-Thuc », des lettrés d'Annam, dont Phan thanh Tai, entreprirent la rénovation des mœurs et des coutumes. « Nous sommes opprimés, disaient-ils, parce que nous sommes faibles ; et si nous sommes faibles, c'est parce que nous sommes routiniers. A bas la routine ! » Une de ces routines, c'était le port de chignons par les Annamites. Phan thanh Tai et ses amis se firent couper les cheveux et propagèrent leur exemple par tout le pays. L'exemple fut si bien suivi et avec un tel enthousiasme que de multiples équipes de « coiffeurs » improvisés et volontaires parcouraient campagnes et villages, taillant les cheveux, de gré ou de force : car il y avait des résistants, certains éléments arriérés des villages voulant garder précieusement leur chignon en signe de piété envers les ancêtres, dont le culte est une des bases essentielles de la religion annamite.

Il est tout à fait remarquable et significatif de voir ce mouvement du « Đông Bao » (coupeurs de cheveux) mettre en branle des dizaines de milliers d'hommes des trois provinces de l'Annam — Quang-Nam, Quang-Ngai et Binh-Dinh — et se transformer en un vaste mouvement de revendications sociales visant à une diminution générale des impôts. Toute lutte a son mécanisme interne : dans les pays qui étouffent sous une perpétuelle contrainte policière, chaque mouvement qui agite une masse d'hommes les pousse plus loin qu'ils ne le pensaient. Comme le Dong-Kinh Nghia-Thuc, le « Đông-Bao » se heurta à une répression sanglante ; les chefs furent condamnés à mort et exécutés, leurs disciples envoyés au bagne à perpétuité.

**

Le mouvement d'opposition des lettrés connut un grand élan après la révolution chinoise de 1911 et surtout au cours de la guerre de 1914-1918, au point de devenir menaçant pour la colonisation française. Pressentant le danger d'une vaste révolte, le gouvernement français envoya en Indochine un « homme de gauche », le radical Albert Sarraut, qui, dès son arrivée, tenta d'endiguer l'agitation par des promesses de réformes et alla même jusqu'à faire miroiter la

perspective de l'indépendance, au cas où le pays resterait « sage et loyal ». Mais s'il réussit dans sa tâche de sauveur de l'impérialisme, c'est avant tout grâce à la déception causée chez la bourgeoisie dirigeante par l'alliance de la Chine et du Japon avec la France et l'Angleterre au cours de la guerre. Le Japon, encore faible, trouvait son intérêt dans un rapprochement avec les puissants impérialismes alliés et y sacrifiait allégrement ses « amis » de race et de culture

**

La fin de la guerre 1914-1918 vit ainsi la France consolider sa position en Indochine. Elle marqua en même temps le déclin du mouvement des lettrés, expression des aspirations bourgeoises à leur début, ruiné à la fois par son insuffisance interne, l'échec de son unique perspective (l'aide chinoise et surtout japonaise) et la montée de nouvelles classes sociales.

C'est en effet à la faveur de la guerre (1) que se développèrent et se renforçèrent la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie annamites et que se créa parallèlement un prolétariat industriel. Mais si la bourgeoisie prit un poids social plus grand, ce phénomène ne s'accompagna pas d'un raidissement de sa résistance à l'impérialisme. Au contraire, la bourgeoisie se retourna vers son ennemi d'hier, le capitalisme français : ayant développé son activité au cours de la guerre, créé des usines, construit des maisons, acheté des rizières, elle avait en même temps vu grandir ses appétits et ses ambitions. Elle était encore trop faible pour les satisfaire par elle-même : il lui fallait une aide extérieure. Elle ne pouvait plus compter sur le Japon, qui l'avait cruellement déçu. Elle accepta donc le rôle de comprador de l'impérialisme et chercha à fonder dans son sillage sa propre fortune. L'attitude d'un Phan bô Châu, comme nous le verrons, est significative à cet égard.

Nombre d'articles, dans la presse annamite bourgeoise, montrent que la bourgeoisie est parfaitement consciente de cette nécessité où elle se trouve. L'un de ses représentants les plus marquants, Bui Quang Chiêu, écrit dans son article « Sur quoi fonder la collaboration franco-annamite » (2) : « Les Annamites, en plein développement économique, ne sauraient trouver d'intérêt dans une révolution violente qui ferait table rase des choses existantes, mais, au contraire, dans une évolution méthodique, dont le rythme doit être déterminé par l'unique souci de se mettre au plan du progrès universel. La protection française doit nous assurer une marche régulière qu'il appartient aux uns et aux autres de rendre chaque jour plus rapide sans réticence. »

De même, on lit dans la thèse de doctorat de Huyễn Xuân Canh sur « Le Crédit indochinois », cette phrase caractéristique des aspirations et des besoins de la jeune bourgeoisie annamite : « Une solution rapide du problème monétaire en même temps qu'un aménagement plus rationnel du privilège d'émission [de la Banque d'Indochine] ferait affluer davantage en France d'Orient les capitaux métropolitains qui commencent encore timidement à en connaître le chemin pour le bien des uns et des autres. *L'Indochine, qu'elle le veuille ou non, ne peut encore se passer de la tutelle de la France, et la richesse pour l'une est aussi un peu de bien-être pour l'autre.* »

(1) Voir chapitre IV.

(2) Paru dans la *Tribune indochinoise*, 4 décembre 1929.

La volonté de la bourgeoisie annamite de se tailler une place dans le système de l'économie capitaliste en s'appuyant sur l'impérialisme conquérant est parfaitement claire d'après ces lignes. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les divers partis bourgeois de l'époque qui s'ouvrent après la première guerre impérialiste — parti constitutionnaliste de Cochinchine, parti progressiste d'Annam et leurs filiales plus ou moins éphémères — se soient présentés beaucoup plus comme des collaborateurs du gouvernement colonial que comme ses adversaires.

L'évolution du parti constitutionnaliste est symptomatique en ce sens. Constitué en 1923 autour de Nguyễn Phan Long et de Bui Quang Chieu, il lutte alors contre les féodaux groupés derrière Lê Quang Trinh et contre la bourgeoisie française. En particulier, contre Lê Quang Trinh et le gouvernement colonial, il s'oppose au projet de concession en monopole du port de Saïgon à un puissant consortium financier représenté par l'ingénieur Candelier. Les constitutionnalistes soulèvent contre les féodaux les sentiments des masses, se livrent à une agitation démagogique intense, organisent des manifestations (par exemple, aux obsèques de Phan-chau-Trinh, en mars 1926), font des promesses, si bien qu'aux élections au Conseil colonial de 1925 leurs candidats sont élus en bloc contre le groupe Lê-Quang-Trinh.

S'étant conquis une place dans la vie politique grâce à l'appui des travailleurs, ils se retournent alors contre eux, ne défendant nullement leurs droits (protection du travail, droit de coalition, droit de grève, etc.), abandonnent même la revendication des droits démocratiques comme la liberté de réunion et de presse, et se contentent de timides réclamations de classe : naturalisation française, accès libre au barreau, réforme des conseils, crédit agricole.

En 1930, quand éclatent de larges mouvements, les constitutionnalistes deviennent ouvertement hostiles aux travailleurs. Nguyễn-phan-Long lui-même, dans son journal, orchestre la campagne de répression de 1930-1931. Le parti constitutionnaliste se fait l'appendice de la police.

Ce destin de la bourgeoisie annamite se reflète assez exactement dans celui de son représentant le plus brillant, Phan bôï Châu. La période de 1920 à 1930 marque le déclin évident de l'ancien leader nationaliste et de sa tendance. Arrêté le 30 juin 1925, condamné à mort, puis gracié par le gouverneur général Varenne devant l'agitation provoquée dans les masses par ce jugement, placé en résidence surveillée à Hué à partir de 1926, l'ancien adversaire irréductible de l'impérialisme en vint à préconiser le « Phap-Viêt dê-huê », c'est-à-dire la « collaboration franco-annamite ». Il perdit parallèlement une grande part de sa popularité. On lui reprochait de n'avoir pas de politique fixe. Dénigrant son activité passée, certains nationalistes petits-bourgeois allaient même jusqu'à prétendre que « par ses poésies et ses satires, il avait moins cherché à pousser ses compatriotes à la révolte qu'à se procurer de l'argent, à lui et à ses amis émigrés » (1).

Une phrase prononcée par son défenseur, M^e Bona, à son procès, en 1925, caractérise justement et son évolution et son absence de conception politique ferme : « Jeune, il aimait son roi ; à l'âge mûr, il aimait sa patrie ; vieux, il aimait tous les hommes. »

Cependant, si, dans son ensemble, la bourgeoisie est rejetée vers

(1) Mémoire de Hoàng duc Thi, dirigeant du Parti révolutionnaire du Jeune Annam.

l'impérialisme, il n'en subsiste pas moins entre eux de graves divergences d'intérêts. Le protectionnisme impérial renouvelé du pacte colonial (1) que pratique la France en Indochine gêne, sur bien des points, la jeune industrie nationale. Ce sont ces divergences qui expliquent les velléités d'opposition qui secouent encore par moments la bourgeoisie annamite et qui se manifestent particulièrement sur le plan économique. Ne pouvant encore entrer en concurrence directe avec l'industrie étrangère à cause de sa faiblesse, la bourgeoisie se livre à une agitation démagogique auprès des masses, faisant fond sur leurs sentiments nationaux pour élargir sa clientèle à l'intérieur de l'Indochine. Il est intéressant de citer à ce propos le texte d'un appel publié le 20 décembre 1919 dans les journaux de Saïgon (2) :

« Comment nous devons aimer notre pays pour que notre amour l'élève et le fasse respecter.

» Un Annamite qui aime son pays doit aimer ses compatriotes et se sentir solidaire avec eux en toutes circonstances.

» La solidarité économique est la première forme de toute solidarité. Elle peut se manifester chaque jour et sans aucune entrave. Elle se résume à la formule suivante :

» 1^o Restreindre nos dépenses somptuaires pour accroître notre épargne nationale.

» 2^o Donner notre préférence, autant que possible, aux produits nationaux et à nos compatriotes chaque fois que ceux-ci offrent les mêmes marchandises que les autres, aux conditions égales.

» Ce faisant, les Annamites sincères et honnêtes rempliront consciencieusement leur devoir de solidarité envers leurs frères ; ils se prouveront à eux-mêmes qu'ils aiment réellement leur pays. »

Ce mercantilisme patriotique n'est qu'un des aspects de l'attitude anti-impérialiste qu'à certains moments la bourgeoisie annamite est amenée à prendre. Il lui est arrivé, même après 1920, de faire la frondeuse jusque sur le terrain politique. En réalité, elle s'est servie de la poussée révolutionnaire des masses, particulièrement intense de 1925 à la guerre, comme d'un épouvantail pour effrayer l'impérialisme, afin de se faire octroyer certains avantages indispensables à son développement. Ceci nous permet de comprendre ces attitudes en apparence contradictoires : la bourgeoisie nationale, en Indochine comme ailleurs, cherche moins à se débarrasser de l'impérialisme qu'à modifier ses formes de domination pour participer plus largement à ses profits et augmenter « le bien-être » qu'elle en tire, afin de mieux s'installer dans le monde du capitalisme international. Elle ne verrait même pas d'un mauvais œil le remplacement d'un impérialisme par un autre, à condition que ce dernier sache se montrer plus accommodant et plus souple. C'est pourquoi elle a mis sur l'appui du Japon, de la Chine et regarde aujourd'hui vers l'impérialisme anglo-saxon et particulièrement vers l'impérialisme américain.

La bourgeoisie annamite n'est d'ailleurs pas isolée dans cette attitude : en 1927, Tchang Kaï Sek luttait contre l'impérialisme anglais (quitte à pactiser avec lui sur le dos des masses ouvrières et paysannes) et ménageait l'impérialisme japonais. En 1931, il proclamait la « non-résistance » à l'impérialisme japonais et n'entreprit une guerre défensive contre le Japon que devant l'élargissement des

(1) Voir chapitre II.

(2) *Echo annamite*, 20 décembre 1919.

campagnes nippones en 1937. Il y a loin de ces politiques louvoyantes à une lutte effective contre l'impérialisme dans son ensemble, pour une véritable indépendance nationale.

Quand la bourgeoisie quitta la pointe du combat contre l'impérialisme, la lutte pour l'indépendance devint alors le fait des masses petites-bourgeoises, qui cherchèrent de différents côtés une voie de salut, et des masses travailleuses qui se révélèrent d'une extrême perméabilité à la propagande communiste. Le grand fait politique de cette nouvelle période (à partir de 1920) est la création des partis : partis nationalistes divers et parti communiste indochinois, qui étendit la lutte à l'ensemble du territoire et secourut profondément les masses, semant dans l'administration colonialiste une terreur dont on mesure la force à la férocité des répressions.

II. — NAISSANCE DES PARTIS NATIONALISTES (1920-1932)

1° Phan châu Trinh :

Entre 1920 et 1925, la tendance démocratique petite-bourgeoise indochinoise fut spécialement exprimée par Phan châu Trinh. Fortement antiroyaliste, celui-ci préconisait, plus systématiquement encore que ses devanciers du mouvement des lettrés, une large rénovation dans l'enseignement et dans les mœurs. Il fit plusieurs voyages en Europe, entra en contact avec des milieux socialistes français, comptant sur l'aide de la petite-bourgeoisie démocratique française pour obtenir quelques réformes. Ses conférences soulevaient d'enthousiasme la jeunesse annamite des écoles, à qui, dans ce pays écrasé par la dictature policière, même le réformisme semblait révolutionnaire.

Cependant, pas plus que Phan bô Châu, Phan châu Trinh ne fut capable de donner l'armature d'un parti au puissant mouvement qu'il impulsait. Il faut attendre 1925 pour voir se constituer les premiers partis nationalistes.

2° Le « Tân-Việt Cach-mênh dang » (parti révolutionnaire du Nouvel Annam) :

Plus qu'à cause de la force réelle qu'elle représenta, cette organisation mérite qu'on s'arrête à son histoire parce qu'elle exprime remarquablement les aspirations et les faiblesses de la petite-bourgeoisie. Classe intermédiaire, sans homogénéité, celle-ci hésite entre la grande bourgeoisie et le prolétariat, et ses efforts pour trouver une voie personnelle sont voués à un échec certain, soit qu'elle sombre dans le découragement ou le terrorisme, soit qu'elle fasse, en définitive, le jeu de l'impérialisme.

Le parti révolutionnaire du nouvel Annam (1), société secrète constituée dans le Nord-Annam vers 1925-1926, groupait surtout des petits fonctionnaires indigènes, des petits commerçants et ne parvint jamais à s'enraciner dans les masses. Il a ses origines dans l'activité de nationalistes déportés à Poulo-Condor, après les troubles de 1918-1919 qui, réfléchissant sur les causes de leur échec, les trouvèrent dans leur manque d'organisation. A leur retour du bagne, ils entrent

(1) Mémoire de Hoàng duc Thi, un de ses fondateurs, 1933.

en contact avec les éléments de la jeune génération formée pendant la guerre et constituant, le 14 juillet 1925, le groupement du Phuc-Việt (Restauration de l'Annam), sans programme précis, sans homogénéité politique, les uns voulant obtenir l'indépendance par la lutte armée, les autres, sous l'influence de Phan bô Châu et de Phan châu Trinh, par des réformes pacifiques et la collaboration franco-annamite.

Ce groupement prendra successivement le nom de Hung-Nam (Restauration de l'Annam — doublet de Phuc-Việt), Viêt-Nam Cach-Mênh dang (Parti Révolutionnaire Annamite 1926), Viêt-Nam Cach-Mênh Đông-Chi hôi (Association Révolutionnaire Annamite 1927), et enfin Tân-Việt Cach-Mênh dang (Parti Révolutionnaire du Nouvel Annam, Juillet 1928). Ces changements de nom suivent les fluctuations des pourparlers ouverts dès la fin de 1925, en vue d'une fusion avec le Viêt-Nam Cach-Mênh Thanh-Niên Hôi (Association de la Jeunesse Révolutionnaire Annamite), groupe paracomuniste constitué à Canton par Nguyễn Aĩ Quốc (1).

L'histoire du Tân-Việt est en effet entièrement dominée par celle de ses relations avec le Thanh-Niên. Le terme de Cach-Mênh (révolutionnaire) n'est introduit dans le nom de l'association que pour inspirer confiance au groupement de Canton. De part et d'autre, les rapports sont méfiants : méfiance et mépris des communistes à l'égard de ces petits-bourgeois velléitaires et inconsistants, méfiance de ceux qui se veulent des nationalistes purs à l'égard du communisme. L'attraction révolutionnaire du Thanh-Niên est incomparablement plus grande que celle du Tân-Việt (2), au point que même des membres dirigeants de ce dernier, venus en négociations à Canton, passent dès ce moment sur les positions du Thanh-Niên, et se livrent désormais à un travail de noyautage actif et fructueux dans le Tân-Việt. Les négociations, maintes fois rompues et renouées, échouèrent en définitive. Mais pour combattre son dangereux rival, le Tân-Việt avait été obligé de se mettre à son diapason, c'est-à-dire d'élaborer un semblant de programme et d'adopter des formes d'organisation copiées sur les principes communistes.

A travers ses efforts pour se délimiter du Thanh-Niên, apparaissent nettement les caractéristiques du Tân-Việt en tant que mouvement petit-bourgeois. La peur et le dédain des masses ne quittent jamais ces petits fonctionnaires, ces intellectuels, ces représentants des sommets de la population rurale. Déjà, au moment du Hung-Nam, en 1926, il fallait, pour être admis dans le parti, posséder une certaine instruction. En 1928, le Tân-Việt entre en contact avec l'Association de Nguyễn-an-Ninh (3) mais s'en détourne bien vite, sous le prétexte qu'elle ne présente aucun intérêt, car « en dehors de trois ou quatre membres intéressants, elle n'est formée que de coolies et de gens peu recommandables » (4). Ces « gens peu recommandables » rendirent bien au Tân-Việt son dédain ; il ne parvint jamais à toucher les masses ouvrières et paysannes, et ne compta jamais plus

(1) Voir la dernière partie du chapitre.

(2) Il suffit, pour juger du caractère inconsistant et dans une large mesure obscurantiste de ce mouvement, de citer la fin d'un tract publié en 1925, après la condamnation de Phan-Bô-Châu. Après un appel à l'union nationale, on lit : « Nous, les descendants des dragons et des immortels (1), ne laisserons pas Phan-bô-Châu sans rien faire pour lui. »

(3) Société fondée en Cochinchine au début de 1927, à forme communiste, avec un programme agraire très avancé. Dispersée en 1928-1929.

(4) Mémoire de Hoàng-duc-Thi.

d'un seul ouvrier, fidèle et isolé. La peur du mouvement communiste, dont l'emprise sur les masses s'accroissait chaque jour, est une conséquence de cette peur générale des masses. Elle explique la très curieuse attitude de double jeu soutenue par ce mouvement nationaliste, attitude qu'aujourd'hui, sur un autre plan, semblent vouloir reprendre à leur compte certains représentants typiques du nationalisme petit-bourgeois : marcher à fond avec les nationalistes, même réactionnaires, pour ensuite les déborder et donner au mouvement un caractère social.

Le double jeu conspiratif (1) fut la grande découverte politique des dirigeants du Tân-Việt : afficher, dans les relations avec Canton, des idées communistes, et faire secrètement, par l'édition de livres et de brochures, une propagande anticommuniste, le communisme étant l'ennemi principal, avant même l'impérialisme. Le projet de programme préparé en 1929 par Dao duy Anh, alors secrétaire du parti, dit explicitement :

« Notre parti ne pourra pas se reposer sur une seule classe ; la classe ouvrière, très peu développée, ne suit pas une ligne de conduite nette, la classe paysanne n'est pas formée d'éléments homogènes et reste réfractaire à notre mouvement. »

Ce n'est pas par hasard : ce mouvement n'a jamais inscrit à son programme la réforme agraire !

« La bourgeoisie est sans fermeté et bien souvent ses intérêts sont opposés à ceux de la révolution ; enfin, la petite bourgeoisie est sans force et sans unité. Nous devons donc recruter nos partisans parmi les éléments avancés de toutes les classes sociales. Notre programme doit être nationaliste, et ne combattre les intérêts d'aucun des divers éléments sociaux qui formeront le front révolutionnaire. »

Et comme les intérêts des bourgeois sont opposés à ceux des ouvriers et de la masse paysanne, on sacrifiera allégrement ces derniers !

« Nous devons nous garder de toute influence communiste, et ne suivre qu'une politique nettement nationaliste... En 1927 et 1928, nous avons bien appliqué quelques points du programme communiste (sans doute une phraséologie révolutionnaire, une organisation par cellules), mais ce n'était là qu'une tactique pour faire cesser les attaques du Viêt-Nam Thanh-Niên Cach-Mênh Đông-chi Hôi, et pour arriver plus facilement à la fusion des deux partis. Notre but était de nous emparer des postes importants du groupement adverse, pour mieux combattre sa politique, afin de ne plus former qu'un seul parti nationaliste. »

Ce fut le contraire qui se produisit : le Tân-Việt ne cessa pas de perdre des membres au profit du Thanh-Niên (45 sur 60 en 1928 dans une des régions). Ruiné par son inconsistance interne, s'efforçant vainement de parer à sa faiblesse idéologique, cause profonde de ses échecs, par des réorganisations continuelles, le Tân-Việt ne cessa de s'effriter de plus en plus. La création du premier parti communiste indochinois, après le congrès de Hong-Kong (2), en mai 1929, et le

(1) Signalons que même le programme du parti doit être tenu secret par ses membres. Pendant des mois, le Tân-Việt refuse de dévoiler son programme au groupe de Canton : ce conspiratisme naïf lui paraît le summum de l'astuce politique. Il s'explique en réalité par la faiblesse idéologique inouïe du mouvement.

(2) Voir la fin du chapitre.

succès extraordinaire de sa propagande (bien que, quelques mois plus tôt, le Tân-Việt ait annoncé, par la plume de Dao duy Anh, que le communisme ne pouvait avoir de prise en Indochine) précipita l'effondrement du parti. Une large fraction de sa base se constitua en groupe communiste qui adhéra, en 1930, au Parti communiste indochinois unifié. Quant à ses dirigeants, la plupart renoncèrent à toute activité révolutionnaire ; certains, poussant jusqu'à ses conséquences logiques leur anticommunisme, entrent ouvertement dans le jeu de l'impérialisme. Voici en quels termes pudiques Hoàng duc Thi relate cette trahison : « Les dirigeants du Tân-Việt furent interrogés par les autorités... Leur conscience leur faisait un devoir de sauver le peuple et de se sauver eux-mêmes, en révélant à l'Administration ce qu'ils savaient sur l'existence du parti communiste ».

La mort du Tân-Việt ne fait qu'exprimer l'incapacité de la classe dont il est l'expression à être une direction révolutionnaire.

3. — Le Viêt-Nam Quôc-dân dang (« Parti National Annamite » du Tonkin) 1927-1932

C'est aussi ce que reflète, d'une autre façon, l'échec du Viêt-Nam Quôc-dân dang (Parti National Annamite du Tonkin). Ce groupe se distinguait moins du Tân-Việt par ses conceptions politiques, qui sont aussi vagues, que par sa volonté d'action qui en fit, de 1929 à 1930, un adversaire sérieux du gouvernement colonial.

Il se constitua au Tonkin, en 1927. Un groupe, composé d'instituteurs, de publicistes, de journalistes avait créé à Hanoï, au début de 1927, une maison d'édition à but commercial et politique, la Nam-Dong-Thu-Xa (Bibliothèque Annamite), qui publiaient des brochures traitant de la révolution chinoise, de Sun Yat Sen et de sa doctrine, de la révolution mondiale, du nationalisme, etc... Ces brochures furent naturellement très vite interdites et la maison d'édition fermée.

Cependant, le groupe, où se trouve un ancien élève instituteur d'un caractère très énergique, Nguyễn Thai Hoc, continue à se réunir au local de la Nam Dong Thu Xa et décide, en novembre 1927, la création du Viet-Nam Quôc-dân-Dang (Parti National Annamite), dirigé par Nguyễn Thai Hoc. Le parti se présente tout de suite comme une réplique du parti de la bourgeoisie chinoise, le Kuomintang, dont il calque l'organisation et les règlements. Quant à son programme politique, il est à peine esquissé : renverser l'impérialisme pour établir un gouvernement républicain. Il n'est même pas question de la révolution agraire.

Ce groupement trouve parmi les élèves exclus des écoles à la suite de l'agitation qui s'y était fait jour en 1925-26, des adhérents immédiats et élargit sa propagande aux militaires et aux femmes. Il édite une revue polycopiée : *Hôn Cach-Mênh* (L'Âme révolutionnaire), pauvre de contenu et de peu de durée. Sa propagande est avant tout une propagande orale, ce qu'explique son indigence programmatique. Le parti recueille des fonds chez certains riches bourgeois annamites et arrive au début de 1929 à grouper 1.500 adhérents, alors que le Tân-Việt n'en avait jamais réuni plus de 300.

C'est alors, en février 1929, qu'il va subir une première large répression, à la suite de l'assassinat à Hanoï d'un entrepreneur de recrutement. De multiples arrestations sont effectuées, parmi lesquelles

les on compte plus de 60 % d'intellectuels ou semi-intellectuels. Cependant, Nguyễn Thái Học, qui a pu échapper, continue à impulser le développement du parti et le réorganise, suivant les principes d'extrême cloisonnement empruntés aux communistes ; mais le programme ne devient pas plus précis.

Le parti se lance alors dans une intense activité terroriste avec comme premier but de punir les traîtres. Des explosifs sont fabriqués à grande échelle et dispersés dans tout le Tonkin. De novembre 1929 à janvier 1930, la police en découvrira plus de 700 dépôts. La Sûreté traque le parti qui, incapable d'analyser mûrement une situation, décide, en désespoir de cause, de passer à l'action. Les troupes annamites en garnison aux frontières du Yunnan, travaillées par les agitateurs nationalistes, se soulèvent à Yen-Bay, Lam-Thao, dans la nuit du 10 au 11 février 1930. Les soldats massacrent les officiers et se rendent maîtres de la garnison pour une nuit. Mais le matin éclaire d'une lumière cruelle le manque de coordination des mouvements, leur absence de perspectives et le véritable état du rapport de forces. Les autres garnisons, dont on attendait la révolte simultanée, n'ont pas bougé ou ont été défaites. Le village de Cô-Am, qui se soulève le 15, est sauvagement bombardé par les avions jusqu'à sa totale destruction. La répression est impitoyable : des fournées de révolutionnaires, dont Nguyễn Thái Học, sont exécutées, d'autres sont emprisonnées. Le parti, désorganisé, sombre dans le terrorisme individuel et ne subsiste plus que dans des foyers isolés.

Des efforts de réorganisation dans la Chine du Sud, tentés par des militants qui ont pu échapper à la répression et quitter le Tonkin, aboutissent, avec l'aide de membres influents du Kuomintang, à des regroupements, l'un à Canton, l'autre au Yunnan.

Mais de violentes rivalités intérieures et les mêmes étroites perspectives, qui ne vont pas au-delà des actes de terrorisme et du sabotage, condamnent à l'impuissance ces organisations.

Ainsi, en 1932, l'échec des mouvements nationalistes petits-bourgeois dans leur recherche d'une solution propre que la structure sociale objective leur refuse, ne laisse comme facteur déterminant de la vie politique que le parti communiste, sur l'origine et le développement duquel il est maintenant nécessaire de s'arrêter.

III. — CREATION DU PARTI COMMUNISTE INDOCHINOIS (DONG-DUONG-CONG-SAN DANG) ET DU PREMIER GROUPE TROTSKYSTE (1925-1932)

La création du parti communiste indochinois est inséparable du nom de son fondateur et animateur principal, Nguyễn Aĩ Quoc, aujourd'hui Ho Chi Minh (1).

(1) La propagande du Viet-Minh s'attache, de nos jours, à effacer soigneusement le passé de militant communiste de Ho Chi Minh comme une maladie honteuse. En particulier, une brochure biographique : *Le Président Ho Chi Minh*, éditée par le service d'information de la délégation du Viet-Nam à Paris en mai 1947, s'évertue à vouloir nous convaincre que Nguyễn Aĩ Quoc a toujours été uniquement un patriote annamite. Cette brochure accomplit la prouesse peu banale de passer sous silence que le président Ho fut le fondateur et le grand dirigeant du parti communiste indochinois. Elle répudie avec une sainte horreur ses attaches avec Moscou.

Nous pourrions rappeler aux dirigeants staliniens du Viet-Minh ce pas-

Issu d'une famille petite bourgeoise de Nghé-An, une des deux provinces les plus révolutionnaires du Nord-Annam, Nguyễn Aĩ Quoc s'expatrie, dès 1919, pour la France où il forme à Paris un noyau communiste parmi ses compatriotes et milite dans le mouvement ouvrier français. Il assiste, en 1920, au congrès de Tours, et, après la scission, il est membre de la dix-septième section de la Fédération communiste de la Seine. En 1921, avec des Arabes, des Africains et d'autres coloniaux, il fonde « l'Union intercoloniale » dont le journal *Le Paria* dénonce sans relâche la barbarie colonialiste. Mais il est difficile de faire vivre l'Union intercoloniale où le poids des nationalistes sans idéologie politique ferme se fait lourdement sentir. Nguyễn Aĩ Quoc se consacre donc particulièrement au groupe annamite jusqu'en octobre 1923, où il quitte la France, devenue peu sûre pour lui, et part comme délégué du parti communiste français au congrès de l'Internationale paysanne à Moscou. Il demeure alors en U.R.S.S. comme représentant des colonies au Comité permanent de l'Internationale paysanne jusqu'en 1925, où il rejoint Borodine (1) à Canton.

Canton était alors un pôle d'attraction puissant pour la jeunesse révolutionnaire annamite. A l'appel de Phan hoi Châu, bravant les recherches policières, l'emprisonnement et le bagne, comme leurs aînés des siècles passés avaient bravé les édits sanguinaires des rois despotes qui faisaient décapiter leurs sujets s'ils tentaient de dépasser les frontières, nombre de jeunes Annamites étaient parvenus à se rendre clandestinement à Canton.

Le premier travail de Nguyễn Aĩ Quoc fut, dès son arrivée, de constituer un noyau de base solide. Il y parvint en juin 1925 où il forma avec six de ses compatriotes (2) l'Association de la Jeunesse révolutionnaire annamite (Viêt-Nam-Cach-Mênh Thanh-Niên-Hôi). Un essai de constitution d'une Ligue des peuples opprimés, tentée en même temps avec l'Hindou Roy et plusieurs Coréens ne réussit pas.

L'activité de ce noyau fut d'abord essentiellement un travail d'éducation parmi les jeunes Annamites de Canton ; Nguyễn Aĩ Quoc organisa et donna lui-même des cours d'instruction politique, et envoya certains éléments à l'école militaire de Whampo. L'organe du groupe Thanh-Niên (La jeunesse), édité clandestinement à la polygraphie, parut à partir du 20 juin 1925 comme hebdomadaire. Il eut 88 numéros, de juin 1925 à avril 1927. Malgré son faible tirage il était très lu, circulait beaucoup : les jeunes révolutionnaires le recopiaient et se le passaient de main en main.

A la fin de 1925, quelques éléments sont envoyés au Tonkin. L'agitation politique était alors intense en Indochine : meetings et manifestations se tenaient en faveur de Phan hoi Châu, arrêté le 30 juin 1925, condamné à mort le 23 novembre. Phan Châu-Trinh, de retour d'Europe depuis le 26 juin, multipliait ses conférences. Cette situation favorise le travail des révolutionnaires du Thanh-Niên qui parvien-

sage du « Manifeste communiste » de Marx Engels : « Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets » ; mais encore faudrait-il qu'ils se considèrent toujours, ne serait-ce qu'à titre formel, comme des communistes.

Pour croire qu'on peut se concilier les grâces de la bourgeoisie et de l'impérialisme par de semblables stratagèmes, il ne faut pas être dénué d'une forte dose de puérilité.

(1) Borodine : représentant du Komintern en Chine pendant la révolution chinoise de 1925-1927.

(2) Hồ Tung Mậu, Lâm đuc Thu, Hồng Sơn, Lê quang Dat, Lê hong Phang, Trương van Leuh.

ment très vite à impulser la formation de cellules dans les trois pays d'Indochine et sélectionnent les meilleurs éléments pour les envoyer à l'école révolutionnaire de Canton.

L'offensive du Kuomintang contre les communistes, en avril 1927, oblige Nguyen Ai Quoc à quitter Canton pour Hankéou, puis Moscou. Cependant, malgré la répression de la bourgeoisie chinoise contre le Thanh-Niên, la direction ne cesse pas de fonctionner. En décembre 1928, le Comité directeur se transporte à Hongkong où a lieu, du 1^{er} au 9 mai 1929, le premier congrès du Thanh-Niên.

Les effets de sa propagande en Indochine avaient porté leurs fruits. En mai 1929 (1), environ 250 Annamites avaient fait leur éducation politique en Chine, 200 étaient rentrés en Indochine où l'on pouvait compter un millier d'adhérents ou sympathisants se répartissant de la façon suivante :

Tonkin : plusieurs centaines d'adhérents, deux comités de ville (2) (Hanoï, Haiphong), trois comités de province, un comité du pays. Recrutement surtout ouvrier.

Annam : Deux cents adhérents environ. Recrutement plus mélangé qu'au Tonkin : ouvriers, instituteurs, paysans, étudiants. Un comité du pays.

Cochinchine : Environ cent adhérents, deux cent soixante-quinze membres dans des organisations annexes (associations de femmes, coopératives, etc.). Trois sections : Saïgon, Mytho, Cantho. Un comité du pays.

L'appareil du parti était essentiellement composé d'instituteurs ou de semi-intellectuels.

Le congrès de Hong-Kong (3) (1^{er} mai 1929) auquel furent votés les statuts et le programme du Thanh-Niên, vit se produire une grave scission. C'est sur le problème du parti qu'elle s'effectua. Les délégués de « l'intérieur » (deux représentants du mouvement du Tonkin, un représentant d'Annam) posèrent devant le congrès le problème du parti révolutionnaire et demandèrent que le Thanh-Niên passât ouvertement sous le drapeau du communisme et se constituât en parti communiste indochinois. Leur proposition, violemment combattue par le Comité directeur fut repoussé par le congrès. L'argumentation du Comité directeur, qu'on retrouve dans les statuts du Thanh Niên, est assez faible : elle reconnaît que le développement du capitalisme, la croissance du prolétariat, la distinction de plus en plus nette entre les intérêts des diverses classes sociales, rendent nécessaire la création d'un parti communiste, mais elle objecte à celle-ci des considérations juridiques (le Congrès du Thanh Niên n'est pas mandaté

(1) Ces chiffres sont ceux fournis par la Sûreté générale d'Indochine : rapport au gouverneur 1933. Ils méritent sûrement quelques correctifs que seuls les documents intérieurs du P.C. indochinois permettraient d'apporter. Cependant, la police, qui avait tout de suite compris quel potentiel de force renfermait le mouvement communiste en Indochine et quel danger il représentait pour l'impérialisme français, suivit de très près l'activité des communistes indochinois ; elle réussit à mettre la main sur des documents importants comme des lettres de Nguyễn Ai Quoc à la Direction du P. C. indochinois, et ses renseignements très précis donnent dans l'ensemble une idée assez exacte de la force et de la vie du mouvement.

(2) Un comité du parti est un bureau d'organisation pour toute une région.

(3) Le Congrès de Hongkong rassemblait 17 délégués : 3 pour la Cochinchine, 4 pour le Tonkin, 4 pour l'Annam, 4 pour le Comité Central de Chine, 2 pour le Siam.

pour prendre cette décision), et pratiques (il faut refondre le Thanh Niên suivant les principes du communisme avant d'effectuer ce passage). En réalité, il semble bien que le Comité directeur, effrayé devant ses responsabilités, n'ait pas voulu déroger à la ligne politique définie en 1927 par Nguyễn Ai Quoc : constitution d'un parti révolutionnaire nationaliste, à tendance socialiste. Nous verrons plus loin comment cette position se rattache à une conception d'ensemble, qui semble constituer le fond de la pensée politique de Nguyễn Ai Quoc.

Les trois délégués du Tonkin et de l'Annam quittèrent alors le Congrès. Leur critique violente des dirigeants du Thanh-Niên, qualifiés de petits bourgeois (1), de faux révolutionnaires, entraîne derrière eux la grosse majorité de l'organisation du Tonkin, et une fraction de la section de l'Annam, qui constituent le premier parti communiste indochinois : Đông duong Công San Dang. Un délégué est envoyé en Cochinchine où le parti progresse rapidement.

Devant le développement rapide du nouveau parti, qui apparaissait comme le plus révolutionnaire aux yeux des masses, le Comité directeur du Thanh-Niên se crut obligé de pratiquer une politique de surenchère sur ses propres positions et créa, dès août 1929, l'Annam Công San Dang (parti communiste de l'Annam).

La situation, à la fin de 1929, était donc la suivante : le Đông duong Công San Dang étendait son influence sur l'ensemble du pays, particulièrement au Tonkin, l'Annam Công San Dang était fort surtout en Cochinchine. Il existait encore une troisième fraction, Groupe communiste annamite, issue du Tân-Việt-Cách Minh Dang (parti révolutionnaire du Nouvel Annam), qui d'origine et de tendances très nationalistes avait déjà perdu au profit du parti communiste indochinois tous ses membres de valeur et avait fini par se constituer en groupement communiste (voir plus haut).

(1) Extraits du manifeste des délégués qui quittèrent le Congrès de Hongkong, publié le 1^{er} juin 1929 : Après avoir souligné que le capitalisme se développe en Annam, que le prolétariat s'accroît, que sa conscience de classe s'élève, alors qu'aucun parti ne le représente, le manifeste définit ainsi le Thanh-Niên :

« ... un groupement nationaliste à tendances socialistes, un groupement de farceurs préconisant la révolution nationale et la révolution mondiale, qui n'a jamais porté ses efforts sur les masses prolétariennes, qui n'a jamais adhéré à la III^e Internationale, le seul organe de la révolution mondiale et qui a, par contre, demandé l'admission de ses représentants au III^e Congrès du parti national chinois, c'est-à-dire un parti réactionnaire et antiprolétarien. »

Après cette diatribe violente, le manifeste continue en ces termes : « Nous avons proposé la création d'un Parti Communiste. On nous a répondu : Le Congrès étant celui du parti Viêt-Nam-Cách-Minh Thanh-Niên et les représentants étant ceux du dit parti, nous décidons :

1^o de ne point discuter la proposition de création d'un parti communiste, question qui ne concerne nullement notre parti ;

2^o d'autoriser les représentants participant au Congrès à discuter les problèmes intéressant notre parti et non ceux du parti communiste.

« ... Nous, vos représentants, nous estimons que tout vrai révolutionnaire doit mettre sur le tapis toutes les questions qui intéressent, de près ou de loin, les prolétaires. Le Congrès du parti Viêt-Nam-Cách-Minh Thanh-Niên ayant interdit de discuter les problèmes concernant les prolétaires annamites, nous estimons que ses membres ne sont pas les vrais représentants des classes laborieuses et opprimées du pays. Cela montre quel est le vrai caractère et quelles sont les véritables tendances du parti Viêt-Nam-Cách-Minh Thanh-Niên. »

Et le manifeste se termine par un appel à la création d'un parti communiste.

Le mouvement communiste s'était également renforcé en Cochinchine des adhérents de l'Association Nguyễn-an-Ninh, étudiant revenu de France en 1928 qui avait constitué un groupement avec un programme agraire à tendances socialistes et connu un assez grand succès. Après son arrestation, en septembre 1929, les membres du groupe, désorientés, passent au communisme.

Nguyễn Ai Quoc, au Siam depuis 1928, vraisemblablement comme responsable de la propagande du Komintern en Malaisie, Siam et Indochine, convoque alors à Hongkong les délégués du Parti communiste indochinois et du Parti communiste de l'Annam, les deux fractions issues du Thanh-Niên et, en mars 1930, leur fait accepter l'unité. Le nouveau parti Viêt-Nam Cong San Dang auquel adhère le groupe communiste annamite, reprend en octobre 1930 le nom de Đông Duong Công San Dang, et se réorganise entièrement.

Un nouveau programme d'action, de nouveaux statuts sont votés, le Comité central siège désormais à Saïgon. L'affiliation à la III^e Internationale est officiellement reconnue en avril 1931.

Sorti de la difficile période de la naissance, le parti communiste indochinois va tout de suite jouer un rôle de premier plan sur la scène politique de 1930 à 1932. L'époque lui est favorable : les répercussions sur l'Indochine de la crise mondiale ont aggravé la situation déjà si misérable des masses ouvrières et paysannes, assurant un écho certain à la propagande révolutionnaire. Les communistes indochinois, par les méthodes de la lutte des classes, travaillaient profondément les masses : constitution de mutuelles, d'amicales, de syndicats clandestins, revendication des libertés démocratiques et des lois ouvrières. Mais, suivant l'orientation ultra-gauche de la troisième période, ils se lancèrent aussi dans des putes sanglants, comme à Hatinh et Nghé-An en 1932 où des soviets paysans s'emparèrent des grandes propriétés et les partagèrent. Ces entreprises aventuristes et prématurées furent rapidement noyées dans le sang.

Les années 1930-1931 voient de grandioses mouvements de masses (marches de milliers d'hommes sur les chefs-lieux pour y présenter leurs revendications, grèves, etc.). Ces manifestations, qui prouvent à quelle vitesse s'était développée la conscience des masses sous l'influence communiste, avaient beau revêtir dans l'ensemble un caractère exclusivement pacifique, la répression n'en fut pas moins impitoyable et inscrivit de nouveaux noms (Nghé-An, Quang Ngai, Cao Lanh) sur le livre sanglant du colonialisme. Au nom des sacrés principes de la civilisation, les troupes coloniales fauchaient à la mitrailleuse (1) les masses sans défense de Cochinchine et du Tonkin, les mercenaires de la Légion étrangère terrorisaient les provinces de l'Annam du Nord et du Centre. Dix mille morts, cinquante mille arrestations et déportations dans les bagnes, tel fut le bilan de la terreur blanche déclanchée contre ouvriers et paysans révolutionnaires.

Le parti communiste indochinois, qu'on accusait de créer de toutes pièces l'agitation, alors qu'il ne faisait que rendre les masses conscientes de leur situation et des moyens d'en sortir, fut, bien entendu, le premier désigné aux coups de la répression.

La police pourchassa, traqua ses dirigeants et ses membres, la justice de l'impérialisme les fit exécuter ou condamner à des dizaines

(1) Voir Andrée Viollis : Indochine S.O.S.

d'années de bague et de prison. En juin 1931, le Comité central fut arrêté à Saïgon.

Cependant, si l'activité communiste était rendue plus difficile par ces persécutions, elle n'en était nullement interrompue. L'arrestation du Comité central remplit de joie le gouvernement colonial qui espérait bien ainsi avoir décapité le mouvement. Mais dès 1932, des cellules se reformaient dans les trois pays, des journaux clandestins étaient édités, des syndicats illégaux se reconstituaient. Les nouvelles arrestations pratiquées, de janvier à octobre, d'abord au Tonkin puis en Annam et en Cochinchine, n'arrêtèrent pas la renaissance du mouvement qui, au début de 1933, avait largement repris vie, en particulier en Cochinchine où Trần Văn Giàu, ancien élève de l'école Staline de Moscou, publiait un journal, le « Cô Đô » (Le Drapeau rouge), une revue théorique et s'efforçait de mettre sur pied un Secours rouge et une Ligue contre l'impérialisme.

Désormais, malgré une répression tracassière et impitoyable, le parti communiste continua à se développer jusqu'à comprendre, au moment de la deuxième guerre impérialiste, plusieurs milliers de membres.

Avant de clore l'étude de cette période, il faut signaler un fait extrêmement important : la constitution en Cochinchine, dans les premiers mois de 1932, d'une fraction trotskyste (1), sous l'impulsion de Ta Thu Thau récemment expulsé de France où il s'était formé au marxisme-léninisme en travaillant avec la Ligue Communiste Internationaliste.

Sans doute, en 1932, l'organisation trotskyste, encore à ses débuts, restait extrêmement faible ; malgré cela, l'administration coloniale, qui savait quel danger futur elle représentait, ne lui épargna pas ses coups. Le groupe fut arrêté presque en entier le 9 août 1932 et jugé le 1^{er} mai 1933. Cela ne l'empêcha pas, dans la période suivante, de déployer une intense activité en Cochinchine, comme nous le verrons par la suite.

Il n'est pas inutile, pour mieux comprendre les positions actuelles de l'ancien parti communiste indochinois et de ses dirigeants, de s'arrêter à l'examen de leurs positions originelles. La nature exacte de la politique du parti communiste indochinois est fonction de l'époque dans laquelle il s'est constitué.

C'est en octobre 1923 que Nguyễn Ai Quoc arrive à Moscou, au moment même où le prolétariat allemand subit une grave défaite, venue des erreurs de la direction de l'Internationale communiste qui ne sut pas juger exactement la situation révolutionnaire existante, hésita, tergiversa, quand la maturité des conditions exigeait le passage à l'insurrection. Cette défaite pesa d'un poids très lourd sur toutes les destinées de l'Internationale communiste dont le cinquième Congrès reproduisit à l'envers l'erreur de 1923 et voulut cette fois

(1) « 1931. Des groupes d'opposition se forment : groupe Ta Đôi Lạp (opposition de gauche), Ta Đôi Lạp « Thang Muoi » (opposition de gauche d'octobre), et Đông Duong Công San (communisme indochinois). Les journaux et des brochures apparurent et circulèrent sous le manteau ». (Article : La construction du Parti Révolutionnaire en Indochine, « Quatrième Internationale », nov.-déc. 1933.)

marcher trop vite : il s'orienta vers l'insurrection en présence d'un reflux politique certain. C'est la période du cours ultra-gauche de 1923-1925, de plus en plus en contradiction avec la situation réelle du prolétariat. C'est ce qui explique que, pour forcer le cours des événements, « on commence, comme l'écrit L. Trotsky (1), à chercher en dehors du prolétariat des forces révolutionnaires toutes faites, d'où » idéalisation de partis pseudo-paysans, flirt avec Raditch (2) et la » Follette (3), exagération du rôle de l'Internationale paysanne, au » détriment de l'Internationale syndicale rouge, faux jugements sur » la direction des Trade-Unions (4), amitié par-dessus les classes avec » le Kuomintang. *Toutes ces béquilles, sur lesquelles le cours ultra-gauche tenta, en aventurier, de s'appuyer, deviennent par la suite les fondements principaux du cours nettement de droite qui se substitua au premier (1926-1927).* »

Ces lignes nous permettent d'éclairer la physionomie politique de Nguyễn Aĩ Quoc, qui a suivi à la lettre tous les tournants de l'Internationale communiste. En premier lieu, il faut se rappeler qu'il s'est essentiellement formé comme dirigeant dans les années de 1923 à 1925, et ceci au sein de l'Internationale paysanne, à ce moment où, comme le souligne L. Trotsky, on cherche des forces révolutionnaires en dehors du prolétariat. Le caractère donné par Nguyễn Aĩ Quoc au Thanh Niĩn dès ses débuts s'explique dès lors fort bien : il a voulu en faire un regroupement nationaliste à tendance socialiste, mais d'un caractère beaucoup plus large qu'un véritable parti communiste. La littérature du Thanh Niĩn est significative à cet égard : le journal fait appel aux sentiments nationalistes, à l'esprit de solidarité des Annamites, mais n'établit aucune démarcation entre le prolétariat indochinois et sa bourgeoisie nationale. Il n'y a là rien que de très logique, qu'une conséquence de la conception générale sur la révolution en Indochine, telle qu'on la trouve exprimée dans le programme du Thanh Niĩn : la révolution se fera en deux phases, d'abord une révolution nationale, assurant l'indépendance du pays avec un régime démocratique-bourgeois, puis à une étape ultérieure et lointaine, la révolution prolétarienne.

C'est la thèse soutenue pendant la révolution chinoise par l'Internationale communiste : Nguyễn Aĩ Quoc se trouvait alors aux côtés de Borodine à Canton, et transporta dans le Thanh Niĩn la même ligne politique : ne pas effrayer la bourgeoisie nationale, réaliser sous une forme ou sous une autre le bloc de toutes les classes sociales.

Le Thanh Niĩn se maintenait ainsi volontairement dans les limites d'un mouvement national révolutionnaire. Cependant, objectera-t-on, il a bien fini par se constituer en parti communiste. Y a-t-il donc eu rupture avec l'ancienne ligne ? Là encore Nguyễn Aĩ Quoc et ses codirigeants du mouvement nationaliste ont suivi les fluctuations de la III^e Internationale. Nous avons vu précédemment que la création officielle d'un parti communiste en Indochine fut le résultat d'une

(1) L. Trotsky : « L'Internationale Communiste après Lénine ».

(2) Raditch : Chef du Parti Paysan bulgare.

(3) Dirigeant d'un Parti Paysan aux U.S.A., parti de petits fermiers.

(4) En 1925, l'Internationale Communiste forma, avec la direction des Trade-Unions, le Comité anglo-russe pour soutenir et diriger la grève générale anglaise. En réalité, par le moyen de ce Comité, l'Internationale Communiste se lia les mains et laissa aux réformistes Trade-Unionistes toute latitude de briser le mouvement.

surenchère sur l'activité déployée par la fraction qui avait rompu à Hongkong. Mais ce n'est pas la seule cause. En 1930, après avoir abandonné sans le critiquer, sans en tirer les leçons, son cours droitier, l'Internationale communiste était déjà engagée dans un nouveau cours de gauche, la célèbre et catastrophique « troisième période » qui valut au prolétariat allemand la prise du pouvoir par Hitler en 1933 (1). Dans les pays coloniaux, la troisième période se traduisit par une affirmation d'opposition irréductible à la bourgeoisie nationale, et de l'indépendance inaliénable des partis communistes, superbement enchaînés à la bourgeoisie dans la période précédente. C'est ainsi qu'est exclu l'Hindou Roy, jusque là grande autorité dans les problèmes coloniaux, parce qu'il continuait le cours droitier de 1926-27 auquel l'attachaient ses conceptions plus proches du nationalisme que du bolchevisme.

En Indochine, le parti communiste rejette désormais toute concession à la bourgeoisie dont il proclame la « trahison » et le passage « définitif » au bloc réactionnaire des impérialismes et des féodaux. Malgré l'allure révolutionnaire du programme du parti communiste indochinois de 1932, bien que s'y glisse honteusement comme un reflet de cette théorie tant abhorrée de la révolution permanente (2), de telles phrases sur la « trahison définitive » prouvent l'inconscience et la confusion des positions en cours à cette époque. Aucune appréciation sérieuse n'est donnée de la bourgeoisie nationale dont la capacité à « trahir » ou ne pas « trahir » est en réalité fonction, non de considérations morales ou idéologiques, mais de la seule défense de ses intérêts. C'est pourquoi les masses ne sont nullement mises en garde contre les nouveaux tournants « à gauche » possibles de la bourgeoisie nationale, c'est pourquoi il n'est jamais dit qu'elles doivent garder la plus grande circonspection devant une renaissance des velléités antiimpérialistes bourgeoises. La nature de la révolution coloniale n'est jamais clairement définie.

Le manque de clarté absolu dans ces questions ouvre la porte à des oscillations politiques de grande envergure. Le critère de jugement appliqué à la bourgeoisie nationale, qui détermine l'attitude de l'avant-garde prolétarienne à son égard, n'est plus la nature profonde de la bourgeoisie et son attitude devant les tâches historiques à l'ordre du jour de sa nation, mais devient le comportement de surface de cette bourgeoisie, son masque pseudo révolutionnaire, ou sa prétendue « trahison » qui peut surprendre seulement les aveugles politiques.

Dans ces conditions, le suicide du parti communiste indochinois en novembre 1945, où, alors qu'il influençait une large majorité des masses ouvrières et paysannes, il décréta spontanément sa propre

(1) L'Internationale Communiste, assimilant la direction de la social-démocratie avec le fascisme, la traitant de « social-fasciste », se refusa à appliquer une large politique de Front Unique, du sommet à la base, entre toutes les forces ouvrières, qui seule aurait permis de barrer la route à Hitler.

(2) On lit dans le Programme du Parti Communiste Indochinois de 1932 (n° 20 de la revue « L'Internationale Communiste », 15 déc. 1932) : « Sous la direction du parti communiste, par l'insurrection armée, les travailleurs indochinois chasseront les impérialistes de leur pays, créeront leur pouvoir ouvrier et paysan, remettront la terre aux paysans travailleurs. Par la révolution antiimpérialiste et agraire, le Parti Communiste conduira les masses révolutionnaires en avant, vers la lutte pour la transition ultérieure au socialisme ».

dissolution au nom de l'union nationale et raciale, immolant la lutte des classes sur l'autel patriotique, ce suicide paraît tout à fait explicable et on en saisit les racines lointaines.

Si les positions du Parti communiste indochinois ont manqué de la justesse et de la rigueur nécessaires pour mener les masses travailleuses au triomphe de leurs revendications, il n'en reste pas moins vrai que l'influence du Parti communiste a éveillé à la vie politique des foules de travailleurs de la ville et des champs. A partir de 1932, en présence de la carence de la bourgeoisie et de l'échec de la petite bourgeoisie, la physionomie politique de l'Indochine sera dominée par l'activité du parti communiste indochinois, qui représente, avec les trotskystes, jusqu'à la guerre d'abord puis dans les mouvements de 1945, le facteur politique déterminant.

IV. — LES MOUVEMENTS POLITIQUES DE 1932 A LA GUERRE

De 1932 à la guerre, la situation politique en Annam et au Tonkin est relativement calme. La répression a brisé l'épine dorsale du mouvement d'émancipation que fut l'organisation communiste, les groupements nationalistes sont dispersés. C'est en Cochinchine que se concentra l'agitation politique : en effet, à Saïgon, où se trouve une population européenne relativement nombreuse, une certaine liberté était accordée à la presse de langue française.

Communistes staliniens et trotskystes mirent à profit cette relative « liberté » pour former un groupe de Front unique légal, dont l'article de « Quatrième Internationale » précédemment cité rappelle en ces termes la formation :

« Fin janvier 1933, deux de nos camarades mis en liberté provisoire se mirent en rapport avec les staliniens libres et les « sans parti », pour créer un mouvement légal. Il était décidé d'affirmer ouvertement les intérêts indépendants et historiques de la classe ouvrière et des masses opprimées et de faire consacrer par de plus larges couches populaires la réalité de la lutte de classes. A cet effet, décision fut prise de participer à la campagne électorale de mai 1933. C'était à la suite de la dissolution du conseil municipal de Saïgon... Une liste composée de deux travailleurs intellectuels, de deux employés de commerce et de quatre ouvriers fut établie et présentée. L'organe officiel du Front unique fut créé : « La Lutte ».

» La campagne électorale se fit sous le signe de la lutte de classes et, au grand ébahissement des autorités et de certains « révolutionnaires » eux-mêmes, deux candidats de la liste ouvrière passèrent.

» La question sociale fut ouvertement posée et, depuis lors, la réalité des combats sociaux, de la lutte de classes fit son chemin, reléguant au second plan la nébuleuse lutte nationale. Néanmoins, trotskystes et staliniens ignoraient le degré de tolérance de l'impérialisme. Il était convenu que, sur le terrain légal, il suffisait d'affirmer, face à la bourgeoisie, les intérêts et les vues généraux du prolétariat et des couches exploitées. Bien entendu, sur le terrain illégal, trotskystes et staliniens s'organisèrent et luttaient séparément, se réservant de passer des accords pratiques momentanément.

» Le travail illégal s'avérant encore plus important que le travail légal, du moins pour certains, le mouvement de « La Lutte »

fut mis en veilleuse. Ce ne fut qu'au début de 1934 qu'il renaquit, toujours sous la formule de l'affirmation de la lutte de classes en général. De retentissantes campagnes furent menées contre les tortures dans les locaux de la Sûreté politique, contre le régime pénitencier, notamment contre les brimades et les sévices aux bagnes de Poulou Condor, de Dak Pao, de Lao Bao, contre l'exploitation féroce des ouvriers, et l'oppression éhontée des paysans, etc. »

« La Lutte » ne pouvait paraître en annamite, et le français était malheureusement inaccessible à beaucoup d'ouvriers et de paysans : cela ne l'a pas empêchée, néanmoins, d'exercer une influence décisive sur les masses cochinchinoises pendant toute une époque. C'est ainsi qu'en avril-mai 1933, elle soutint la liste Nguyen van Tao aux élections municipales de Saïgon, liste ouvrière s'opposant pour la première fois à la liste des bourgeois corrompus et parasitaires groupés derrière Nguyen dinh Tri. Au premier tour de scrutin, au grand effarement des bourgeois et des colonialistes, la liste Nguyen van Tao remporta un écrasant succès. Le dernier de la liste obtenait 7 voix de plus que le premier de la liste bourgeoise, Nguyen van Tao et son second de liste, Tran van Trach, recueillaient un nombre imposant de voix. La signification de ce vote était clair ; le journal « La Lutte » la dégageait en ces termes dans son numéro du 5 mai :

« Les travailleurs de Saïgon, en votant pour la liste Nguyen van Tao, ont voulu affirmer leur volonté de lutte, lutte pour la vie, lutte de classes, lutte contre l'exploitation des masses laborieuses.

» Les petits commerçants, les petits fonctionnaires, en votant pour la liste des ouvriers, ont voulu marquer leur volonté d'unir leurs forces à celles du prolétariat pour se défendre contre les requins jaunes et blancs de l'industrie et de la finance. Ils ont compris que le système actuel, source des crises économiques passées, présentes et futures, a craqué à sa base et que leur situation serait sans issue s'ils continuaient à se laisser intimider et duper par la racaille bourgeoise et réactionnaire.

La pression extraordinaire exercée par la bourgeoisie et le gouvernement colonial avant le second tour de scrutin, les intimidations les plus éhontées, si elles arrivèrent à empêcher le passage de toute la liste, ne purent du moins empêcher l'élection de Nguyen van Tao et de Tran van Trach, qui feront désormais entendre au conseil municipal la voix des ouvriers et des paysans annamites. Dans des motions d'une belle hardiesse, sur les chômeurs, l'amnistie, les franchises municipales et tous les problèmes immédiats qui se posaient (démolition des paillotes, etc.), ils ne cessèrent d'apparaître comme les défenseurs inlassables des exploités et de dénoncer les exactions du capitalisme.

Il existait en même temps un deuxième groupe à tendance gauchiste, se réclamant aussi du programme de la IV^e Internationale. Ce groupe, illégal, édita de 1931 à 1936 un organe clandestin, le « Thang Muoi » (« Octobre »), puis, à partir de 1937, l'hebdomadaire légal « Le Militant », qui fut poursuivi et interdit. En 1938 reparut le « Thang Muoi », semi-légal, puis, en 1939, sortit l'organe légal, le « Tia-Suang » (« L'Étincelle »), d'abord hebdomadaire, puis quotidien.

*

Cependant, en France, le parti communiste inaugurait la politique de Front populaire, devenait partisan de la défense nationale et de

l'Empire français. Les révolutionnaires conscients d'Indochine ne pouvaient manquer de s'interroger sur ce revirement ; la surenchère nationaliste du P.C.F., désorientant et décourageant profondément l'avant-garde coloniale, risquait de la rejeter vers un nationalisme outrancier. Il est normal que le Front unique du groupe « La Lutte » ait ressenti les remous de cette situation.

A partir de 1935-1936, les divergences entre stalinien et trotskystes, au sein du groupe, allèrent en s'accroissant et se cristallisèrent autour de l'attitude à avoir vis-à-vis du Front populaire. La politique de Front populaire appliquée dans les colonies, ce n'était ni plus ni moins que la réconciliation avec les colonialistes, avec les tortionnaires du peuple indochinois. Reniant tout leur passé de militants révolutionnaires, les stalinien indochinois essayaient d'entraîner les masses à la remorque du Front populaire et semaient à pleines mains les illusions sur le bloc des partis ouvriers avec la bourgeoisie radicale, tandis que les trotskystes s'efforçaient d'éclairer les ouvriers et les paysans sur le caractère de duperie de cette collaboration avec la bourgeoisie impérialiste. Tout rayonnants de confiance, les stalinien saluèrent dans les colonnes de « La Lutte » l'entrée au ministère des Colonies du « socialiste » Marius Moutet ; ils durent bientôt s'apercevoir que le régime du gouverneur général Brévié, envoyé par Moutet, ne différait guère de celui de ses prédécesseurs, expédiés par des ministres radicaux ou de droite.

Mais le plus inattendu, ce fut la tentative de création d'un Front populaire indochinois, allant des stalinien aux éléments les plus tarés et les plus déconsidérés de la bourgeoisie indigène, tels que les chefs du parti bourgeois constitutionnaliste, Nguyễn Phan long, Bui Quang Chieu, que « La Lutte » de 1933-1934 n'avait cessé d'attaquer et de dénoncer, les qualifiant de prévaricateurs et de corrompus. En minorité dans le groupe « La Lutte » pendant un certain temps, les trotskystes n'avaient pas alors la direction du journal qui publia dans cette période des articles de Tao glorifiant le Front populaire. Mais ils menaient un travail inlassable de critique, qui démontrait, les événements y aidant, la justesse de leurs positions. En effet, enfermés dans le Front populaire, les stalinien indochinois en vinrent bientôt à cesser d'attaquer le gouvernement colonial et le régime colonialiste. Pendant ce temps, les trotskystes lançaient le mot d'ordre des Comités d'Action dans toute la Cochinchine et surtout dans la région de Saïgon. Dans ces comités, les travailleurs rédigeaient leurs cahiers de revendications et discutaient sur leurs tâches. Le mouvement démarrait avec une belle ampleur, des centaines de comités se formaient, quand le gouverneur les interdit brutalement.

Cependant les trotskystes ne tardèrent pas à recueillir les fruits de leur travail et, en 1937, la direction de « La Lutte » passa entre leurs mains. Ta Thu Thau inaugura sa rentrée dans le journal par un article retentissant : « Front populaire de trahison » qui lui valut deux ans de prison. La démarcation politique entre stalinien et trotskystes était désormais nette aux yeux des ouvriers avancés et même des larges masses.

Incapables de lutter sur le terrain politique, les stalinien n'avaient contre les trotskystes d'autres armes que la calomnie ; ils en usaient largement, traitant d'agents du colonialisme ceux qui, journalièrement, allaient remplir les bagnes et les prisons pour avoir, sans transiger, combattu le gouvernement colonial. Mais nul n'osait

s'attaquer à Ta Thu Thau, figure révolutionnaire trop connue et estimée pour qu'une calomnie à son égard ne déconsidérât pas ses auteurs.



Dans ces conditions, que devenait le Front unique ? Sur le plan politique, le divorce était total. Mais les trotskystes d'Indochine, afin de réunir le maximum de chances d'agitation et de propagande devant les masses laborieuses, voulaient laisser aux stalinien la responsabilité de la rupture du front de lutte des travailleurs. Ils ne firent donc rien pour hâter la rupture. D'ailleurs, dans les luttes économiques, les stalinien ne pouvaient faire autrement que de se retrouver aux côtés des trotskystes pour soutenir tous les mouvements de grève et de revendications dont les objectifs essentiels étaient le relèvement des salaires, la réduction des heures de travail et l'obtention du droit syndical, bête noire des colons (1).

Par ce combat incessant, le groupe « La Lutte » rassemblait autour de lui les sympathies des masses qui, aux élections de 1937, envoyèrent à nouveau au conseil municipal de Saïgon trois membres du groupe « La Lutte » : Ta-Thu-Thau, Nguyễn-Van-Tao et Duong-Bach-Mai, malgré une énorme pression administrative et policière.

Cependant le Front unique, au sein d'un même groupe, en présence de divergences aussi profondes sur le plan politique, ne pouvait se prolonger longtemps. « Les ouvriers avancés sentaient que la rupture du Front unique se ferait sous le dilemme historique : POUR ou CONTRE le Front populaire. Jamais les conditions d'une « scission » n'avaient été plus avantageuses pour les révolutionnaires » et désastreuses pour les réformistes. En 1933, la scission entre bolchevicks et menchevicks s'était réalisée sur un point bien moins clair pour les grandes masses... Le 14 juin 1937, eut lieu la dernière réunion commune entre trotskystes et stalinien. Ta Thu Thau avait rédigé, à la suite d'une grande discussion, une résolution qui mettait les stalinien au pied du mur et qu'ils refusaient de voter, ce que nous utiliserions après devant les larges masses, pour prouver la nécessité pour les stalinien de s'accrocher aux bourgeois, aux exploités, aux impérialistes, c'est-à-dire la nécessité pour eux de se séparer de nous et d'affaiblir le front de lutte pratique. » (2).

Après la rupture du Front unique, les trotskystes se trouvèrent dans une excellente situation aux yeux des masses. Ils continuèrent à faire paraître « La Lutte » sous leur seule direction, puis, en 1939, publièrent une édition en annamite, le « Tranh-Dâu ». La lutte entre les deux tendances devenues diamétralement opposées mena au triomphe écrasant des trotskystes. Suivant aveuglément les consignes des chefs stalinien français, les stalinien d'Indochine faisaient de la propagande pour la « défense nationale » de la France. Or que pouvait signifier celle-ci pour l'Indochine, sinon le maintien de ses chaînes ? Quand il fut question au conseil municipal de Saïgon de voter les impôts pour « la défense nationale » de la France, les voix stalinien s'ajoutèrent aux voix réactionnaires : seuls les trots-

(1) Voir chapitre IV : citation du « Courrier d'Haiphong », 17 février 1937.

(2) Article de la revue « Quatrième Internationale », déjà cité, nov., déc. 1938.

kystes s'opposèrent à l'impôt. Ce vote leur gagna la quasi-unanimité de la population. Aussi, aux élections au Conseil colonial de Cochinchine, le 30 avril 1939, Ta Thu Thau et Tran van Trach, candidats trotskystes, furent-ils triomphalement élus, bien que ce fût un suffrage restreint, dont beaucoup de travailleurs étaient exclus. Ta Thu Thau et Tran van Trach recueillirent 80 % des voix, tandis que staliniens et gouvernementaux se partageaient le reste. L'échec des staliniens était cuisant. La crise éclata alors dans leur groupe qui se scinda, Nguyễn van Tao quittant le parti officiel dirigé par Duong Bach Mai pour former un groupe indépendant, tandis qu'à la base de nombreux ouvriers rejoignaient les rangs de la Quatrième Internationale.

**

Ainsi, à la veille de la guerre, seuls les trotskystes luttèrent effectivement pour la cause de l'indépendance et tenaient toute l'arène politique dans un secteur important du pays. Ce fait, significatif du niveau de la conscience politique des masses, est d'une importance capitale pour comprendre le caractère élevé des luttes révolutionnaires présentes et futures en Indochine, quel que soit le faible développement du pays.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la répression ait sévi avec vigueur contre les trotskystes. De nombreux militants et dirigeants des deux groupes furent arrêtés et envoyés dans les bagnes, à partir de septembre 1939 et pendant toute la durée de la guerre.

CHAPITRE IV

LES TRANSFORMATIONS SOCIALES DEPUIS LA COLONISATION

QUELQUE étié et insuffisant qu'ait été le développement économique de l'Indochine sous l'effet de la colonisation, il a cependant entraîné des modifications inévitables dans la structure de la société indigène. Ces changements se résument dans l'apparition de nouvelles catégories sociales : le prolétariat et la bourgeoisie. S'ils s'accoutument de cette dernière, les capitalistes français, par contre, se désolent devant l'avènement d'un prolétariat combattif, dont ils ont depuis longtemps mesuré la menace à sa juste valeur. Mais les lois internes du capitalisme, qui, pour étendre ses profits, doit susciter un développement des forces productives — même lorsqu'il les freine en même temps, comme c'est le cas dans les pays coloniaux — sont plus puissantes que les jérémiades des apprentis sorciers de l'impérialisme, effrayés devant l'instrument de leur propre mort, qu'ils ont contribué à forger. La formation d'un prolétariat concentré provoque l'alarme des colons, qui, toujours armés d'arguments supérieurs, le stigmatisent comme « une énorme machine sans âme consacrant la suprématie de la matière sur l'esprit » (1).

Pour redonner à l'esprit la primauté sur la matière, tout en ménageant bien entendu leurs propres intérêts, ils imaginent des solutions bâtarde, comme de remplacer la grande industrie par un pululement de petites exploitations à caractère familial et artisanal. Il suffit de réfléchir quelques minutes pour réaliser combien est insensée une pareille prétention, en face des procédés de l'industrie moderne qui réclame tout un équipement seulement possible sur le plan de l'usine.

Les distinctions traditionnelles entre lettrés, agriculteurs, artisans et commerçants ont désormais laissé la place à l'opposition entre classes possédantes (vestiges des classes féodales sous la forme des mandarins, des grands propriétaires fonciers et bourgeoisie récente) et classes exploitées (ouvriers de l'industrie, des mines, travailleurs agricoles des rizières et des plantations, paysans, petits propriétaires, métayers et fermiers).

(1) Voir Paul Bernard : Nouveaux aspects du problème économique indochinois.

et du Nord-Annam, régions les plus industrielles, devant l'impérialisme français. La base économique de la bourgeoisie industrielle et commerçante en Indochine reste faible. Il est impossible de la déterminer exactement par rapport à l'économie globale du pays. Cependant, quelques chiffres cités dans un intéressant article de P. Naville (1) en donnent une idée :

« Sur 44.759 établissements indigènes soumis à la patente (2), 40.000 payent de 2 à 10 piastres, 150 payent de 100 à 500 piastres et 5 seulement de 5 à 600 piastres ; aucun ne dépasse ce chiffre.

» Par contre, sur 830 établissements européens, 57 seulement payent de 2 à 10 piastres, tandis que 70 payent de 1.200 à 6.000 piastres et au-dessus. Il est donc clair que la masse du commerce indigène est éparpillée en tout petits établissements, et que, seuls, les Européens contrôlent le grand commerce (en particulier l'exportation). Il n'y a même pas de véritable capital commercial annamite.

» Si l'on examine les successions indigènes signalées en 1936, pour la Cochinchine, la statistique officielle n'en relève que 40 en tout, au-dessus de 10.000 piastres (chiffre en dessous duquel les successions sont exonérées), dont 28 de 10 à 20.000 piastres, 11 de 20 à 40.000 et 1 entre 100 et 250.000 piastres. Bien que ces chiffres puissent être considérés comme inférieurs à la réalité, ils manifestent clairement l'incapacité des bourgeois indigènes à accumuler d'importants capitaux, et le caractère tout à fait restreint de ce qui constitue leur base économique comme classe. »

Il faut toutefois remarquer que ces indications portent seulement sur la Cochinchine où, précisément, le capital industriel et commercial est le moins développé. L'industrie et le commerce se trouvent surtout concentrés au Tonkin.

Il n'en reste pas moins vrai que la base économique propre de la bourgeoisie est, en Indochine, d'une grande faiblesse. Ce caractère est d'une importance capitale pour comprendre la situation politique actuelle en Indochine, où la bourgeoisie s'avère incapable de jouer seule un rôle révolutionnaire ou contre-révolutionnaire efficace.

En ce sens, la bourgeoisie annamite apparaît véritablement comme un avorton historique.

Sa deuxième caractéristique réside dans un étroit entrelacement avec la classe des propriétaires fonciers. La liaison se fait par un double processus. Comme la possession de la terre est la principale source de considération et d'autorité dans le cadre de la commune et permet, par l'usure, de larges et sûrs bénéfices, beaucoup de bourgeois enrichis dans le commerce achètent des rizières. D'un autre côté, les grands propriétaires terriens qui ne cultivent pas eux-mêmes leur domaine, particulièrement en Cochinchine, multiplient les tentatives étrangères à l'agriculture. Tel propriétaire de Cochinchine, qui possède des dizaines, des centaines d'hectares de rizières, a en même temps une huilerie, une chaudronnerie, une décortiquerie, un théâtre, une maison de rapport. Tel autre exploite des plantations d'hévéas, des fours à chaux, une scierie, une briqueterie, des carrières, des entreprises de transport.

Cependant, il ne s'agit que d'activités surajoutées et d'entreprises

(1) *La Revue internationale*, n° 14, mars-avril 1947. P. Naville ; « La Politique française en Cochinchine ».

(2) Chiffres de 1936.

limitées. La richesse, chez les Annamites, reste avant tout fondée sur la terre. Les cas de grands bourgeois s'adonnant exclusivement au commerce ou à l'industrie sont extrêmement rares. L'explication de ce fait est simple : elle réside dans le caractère même de l'exploitation agricole, considérée comme un placement sûr de capitaux par le système des prêts d'argent, comme nous allons le montrer.

2° LES CLASSES POSSEDANTES : LES GRANDS PROPRIETAIRES FONCIERS

La structure de la propriété en Indochine varie beaucoup du nord au sud.

Le Tonkin et l'Annam étaient, avant la conquête française, des pays de très petite propriété. On constate, depuis la colonisation, une double transformation : d'une part le morcellement s'est accru, par suite de l'augmentation de la population et du partage égal de la succession entre les enfants (c'est ainsi que pour louer 2 hectares 5 de rizières, le service forestier, en 1932, a dû passer 75 contrats de location) (1) ; d'autre part, l'impulsion économique donnée par les nouveaux moyens de transport et par l'abondance de la monnaie, en développant la richesse issue du commerce, a favorisé l'extension de la grande propriété. On mesure ici combien est erronée l'opinion soutenue par certains éléments révolutionnaires (projet de plateforme du groupe Tranh-dâu (2), selon laquelle l'impérialisme français aurait objectivement aidé la révolution bourgeoise en Indochine. Il apparaît, au contraire, que l'impérialisme a aggravé les contradictions que doit faire éclater la révolution bourgeoise.

Voici, à titre d'exemple, quelle est, à peu près, la répartition de la terre au Tonkin. Les chiffres, d'après les auteurs les mieux informés, restent encore approximatifs. P. Gourou estime que la très petite propriété (maximum 1 ha 8) occupe 36,6 % de la superficie cultivable, la moyenne propriété (de 1 ha 8 à 3 ha 6) 26,6 %, la grande propriété (plus de 3 ha 6) 16,6 %. Le reste du sol cultivé (20 %) est constitué par des terres communales. Il fait remarquer, à ce sujet, que beaucoup de très petits propriétaires (586.000) possèdent moins de 0 ha 36 et que le morcellement de la terre est tel qu'il faut considérer comme grande propriété des exploitations d'étendue très médiocre (à partir de 3 ha 6). La grande propriété existe cependant au Tonkin. Ch. Robequain nous fournit pour sa détermination des indications intéressantes : 594.000 propriétaires (61,6 %), écrit-il, posséderaient moins de 0 ha 36 et 288.000 autres (30 %) moins de 1 ha 8. Si l'on rapproche ces chiffres de ceux fournis par P. Gourou, il ressort qu'environ 882.000 propriétaires (91,6 % posséderaient 36,6 % du sol.

Comme le chiffre total des propriétaires tonkinois est par ailleurs évalué à 965.000 par Gourou, on voit que 83.000 propriétaires (8,4 %) posséderaient 43,4 % du sol (superficie totale, moins 36,6 % auxquels s'ajoutent les 20 % des terres communales). Encore faut-il

(1) P. Gourou : L'utilisation du sol en Indochine française.

(2) Le Groupe Tranh-dâu, groupe de nationalistes révolutionnaires à idées politiques sur certains points très avancées, mais sans conclusions précises, s'est formé dans l'émigration indochinoise en France en 1944 et a exercé une grande influence sur la masse des tirailleurs et travailleurs indochinois.

noter que sur ces 83.000 propriétaires, un bon nombre possèdent seulement de 1 ha 8 à 3 ha 6. Si nous ne pouvons fixer avec précision le pourcentage représenté par ces « moyens » propriétaires, il n'en reste pas moins certain qu'un très petit nombre de propriétaires possèdent une superficie appréciable du sol du Tonkin. Contrairement à une opinion courante, il existe donc une grande propriété au Tonkin. P. Gourou souligne qu'elle occupe plus de place que les statistiques officielles n'en accusent : un même individu possède souvent des terres dans divers villages, parfois sous des noms différents, ou contrôle, outre ses propres terres, celles de très petits propriétaires devenus, en fait, ses métayers par la conséquence de l'endettement. C'est ainsi que dans la province de Thai Binh, 122.000 propriétaires de moins de 0 ha 36 détiennent au total 21.960 ha, tandis que 253 grands propriétaires possèdent directement 10.080 ha et en contrôlent 14.280.

En Cochinchine, la grande propriété tient beaucoup plus de place qu'au Tonkin ; la colonisation française y est plus ancienne et, trouvant un pays plus neuf, moins peuplé, a pu le modeler plus aisément à son gré ; la grande propriété cochinchinoise est, dans l'ensemble, récente ; elle a deux causes essentielles : les terres vierges livrées à la culture depuis l'arrivée des Français n'ont pu être équipées que par des capitalistes, et, d'autre part, l'intensification de la vie économique, le système des prêts usuraires ont évincé nombre de petits propriétaires. Le tableau suivant montre la répartition comparée de la terre en Cochinchine et au Tonkin (1) :

	Population rurale totale	Nombre de propriétaires	Surface cultivée en hect.	Moyenne de la propriété	Moyenne par habitant
Cochinchine .	4.000.000	255.000	2.400.000	9 ha	1 h. p. 15 hab.
Tonkin (2)...	6.500.000	965.000	1.200.000	1 ha 2	1 h. p. 6,7 hab.

La très grande propriété occupe, dans l'ensemble, en Cochinchine 45 % du sol, dans les mains de 2,5 % du nombre total des propriétaires et comprend des domaines de plusieurs milliers d'hectares d'un seul tenant. Dans la Cochinchine centrale 1 % des propriétaires possèdent 31,3% du sol ; dans la Cochinchine occidentale, ce sont 9,6 % des propriétaires qui possèdent 65,5 % du sol.

Ces quelques chiffres suffisent à montrer le caractère féodal de la propriété cochinchinoise.

Ce caractère féodal apparaît encore, aggravé, quand on examine le caractère spécifique de l'exploitation agricole. L'endettement rural est extrêmement poussé. Un administrateur écrivait en 1937 (3) : « Il n'existe personne qui ne soit ou prêteur ou emprunteur. Le ta-diên (fermier) emprunte à son propriétaire, celui-ci, le cas échéant à un plus gros capitaliste. »

Le grand propriétaire, la plupart du temps, non seulement ne dirige pas lui-même l'exploitation de ses terres, mais il n'y réside même pas. Il divise son domaine en petites fermes que le paysan, fermier (ta-diên) ou métayer, exploite comme il exploiterait un domaine familial. L'avantage technique de la grande propriété que les latifun-

(1) Voir P. Gourou : ouvrage cité, page 272.

(2) Il s'agit seulement du delta.

(3) R. Sylvestre, 1937.

diaires français ou annamites essaient de faire miroiter aux yeux du public (1) pour justifier leurs exactions ne saurait donc nullement dans ce cas entrer en ligne de compte puisque les grands domaines sont cultivés de façon aussi routinière et primitive que les petits, et sont transformés en juxtaposition de petites propriétés.

Vis-à-vis de ses fermiers ou de ses métayers, le grand propriétaire joue le rôle d'un féodal vis-à-vis de ses serfs qui, outre les redevances, lui doivent à l'occasion des fêtes les cadeaux rituels... et obligatoires.

Mais, en Indochine, le féodal se double d'un usurier et pèse d'autant plus lourdement sur les masses rurales. C'est ici qu'apparaît de façon éclatante la liaison entre la propriété foncière et la bourgeoisie et, partant, le caractère de cette bourgeoisie. Bien que de formation récente, elle traîne avec elle toutes les entraves de l'époque féodale, elle fait corps avec les seigneurs de la terre. Incapable donc, par sa nature même, de rompre ces chaînes et d'impulser largement un nouveau mode de production, elle ne peut que vivoter dans l'ombre de l'impérialisme et reculer devant la solution de ses propres tâches historiques.

Le rôle écrasant de l'usure en Indochine explique le faible développement numérique de la bourgeoisie industrielle et commerçante, et sa hâte à investir ses capitaux dans l'achat de terres. Pourquoi en effet affronter largement les risques de commerces et d'industries, que la conjoncture économique mondiale peut faire périr par la crise (2), alors qu'il existe dans le pays même un moyen infaillible de faire fructifier les capitaux ? Pourquoi perdre son temps et son argent à l'aménagement rationnel des rizières, à l'achat de machines agricoles, quand les prêts d'argent rapportent davantage que l'accroissement de la productivité du sol ? Entre l'usurier et le banquier, dit Karl Marx, il y a « la différence entre deux systèmes de production et entre les organisations sociales qui y correspondent » (3). La présence aussi large de l'usure en Indochine est le signe le plus certain du chevauchement des deux systèmes : le capitalisme importé par les colons, et une féodalité décadente, que la bourgeoisie elle-même maintient et avec qui elle se confond, barrant ainsi la route au développement des forces productives.

L'endettement agraire, fléau de la classe paysanne, n'est pas seulement un phénomène amené par la précarité des ressources, mais c'est une servitude imposée par le propriétaire (4), manifestation de son pouvoir incontrôlé et absolu. Le propriétaire oblige ses fermiers, au début de la campagne agricole, à solliciter le prêt d'un certain

(1) Voir P. de Feyssal : « L'endettement agraire en Cochinchine ». Conclusions.

(2) La faible part prise par la bourgeoisie annamite dans une des activités essentielles de l'Indochine, la production du caoutchouc, est à cet égard significative. 70 % de la superficie plantée en hévéas appartenait en 1938 à 27 grandes sociétés françaises et assuraient la presque totalité de la production indochinoise de latex ; la part des producteurs annamites était donc très faible. Aux Indes-Néerlandaises au contraire, les propriétaires indigènes produisaient à peu près 50 % du total exporté.

Nous ne pouvons ici que signaler ce fait dont la signification est claire : il montre la différence de nature entre la bourgeoisie indonésienne et la bourgeoisie annamite, différence dont l'analyse seule peut permettre de comprendre le caractère différent des mouvements de 1945 dans ces deux pays.

(3) « Capital », tome III.

(4) Voir P. de Feyssal, ouvrage cité.

nombre de piastres, proportionné au nombre d'hectares occupés par l'emprunteur forcé ; un fermier qui ne demanderait pas d'avances serait mal considéré et se verrait bientôt chassé de sa ferme. Le prêt est remboursé à la récolte, six mois plus tard, en mesures de paddy (1). Un seul exemple montrera quel est le taux ainsi pratiqué : avant 1940, le remboursement était fixé généralement à 2 gias (2) et demi de paddy par piastre ; le gia de paddy en 1930 valait déjà une piastre 1/2 ; une piastre était donc remboursée par 3 piastres 3/4, ce qui signifie un bénéfice de 250 à 300 %. Le placement est sûr : si la récolte est mauvaise, c'est le fermier qui se passera de riz ; le propriétaire, lui, sera payé. Le taux des prêts autres que les « avances » du propriétaire sur la récolte est également très élevé : en moyenne de 30 à 48 %, il atteint 300 % pour les faibles prêts ; et même plus pour les prêts à la journée : une piastre empruntée le matin doit être remboursée le soir avec un supplément de 1/10^e de piastre. Le journalier sans terre rembourse par du travail : pour une piastre, il donne dix jours de travail qui lui aurait rapporté 2 piastres 1/2 (chiffres de 1937) ; il envoie un ou plusieurs de ses enfants comme domestiques à demeure chez son prêteur, il lui donne sa fille comme concubine, parfois même, il lui vend un enfant. Celui qui ne possède pas est totalement à la merci de celui qui possède ; l'exploitation la plus abominable renouvelle ainsi les formes les plus odieuses de l'esclavage (3).

Les prêteurs se divisent en deux catégories. Ce sont essentiellement les grands propriétaires annamites et les chettys (4) qui prêtent aux fermiers ou petits propriétaires indigènes. Mais ces grands propriétaires, particulièrement en Cochinchine, sont eux-mêmes endettés auprès des grandes banques (5) et surtout des organismes de crédit agricole (Crédit Foncier Agricole, Compagnie Foncière) qui prêtent

(1) Paddy : riz non décortiqué.

(2) 1 gia = 40 litres = 20 à 22 kilogrammes.

(3) Voir Gourou, ouvrage cité ; P. de Feyssal, ouvrage cité.

(4) Les chettys, ou banquiers indiens, originaires du Sud de l'Inde, sont au nombre de trois cents environ en Cochinchine ; leur nombre est très petit au Tonkin. Ils sont prêteurs d'argent par atavisme et à l'exclusion de toute autre activité ; il est rare qu'un chetty soit en même temps commerçant ou propriétaire foncier. Les chettys, sujets anglais, utilisent et font fructifier des sommes presque totalement fournies par les souverains de l'Inde, en particulier l'Agha Khan. Leur passage en Indochine est toujours transitoire ; quand ils ont édifié leur fortune, ils repartent pour l'Inde et y ramènent leurs profits : ils versent au gouvernement dont ils dépendent une taxe correspondant à leurs opérations en Cochinchine. On comprend dès lors pourquoi le gouvernement de l'Inde intervient énergiquement en leur faveur. On a pu calculer que les sommes ramassées par les chettys et exportées aux Indes se chiffraient avant la guerre à plus de quarante millions de piastres.

Ces chettys, très versés dans la procédure, ayant à leur solde des avocats spécialisés, parviennent à donner aux pires exactions une apparence de légalité. Le gouvernement de l'Indochine les ménage d'ailleurs beaucoup.

(5) Le pourcentage des prêts agricoles consentis par la Banque d'Indochine est faible, à la fois par rapport au total des prêts et à celui des opérations de la banque, comme nous l'avons expliqué au chapitre II.

En 1920, les prêts agricoles représentaient un dixième à peine de ses facilités totales de crédit ; ils s'élevaient à 134.654 francs, tandis que, la même année, les banques de Martinique, Guadeloupe et Réunion prélaient 4.524.942 francs. En 1932, sur un endettement agricole global de plus de 35 millions de piastres pour la seule Cochinchine, la Banque de l'Indochine était créditrice de 2.500.000 piastres seulement. Mais il faut tenir compte que la plupart des sociétés de crédit agricole dépendaient d'elle, en définitive. « Dans la pratique, écrit Ch. Robequain, les sociétés de Crédit Mutuel ne furent qu'une façade commode pour l'extension de la riziculture de la politique de crédit relativement bon marché de la banque d'émission. »

P. Naville exprime ce fait en écrivant que « la Banque de l'Indochine lutta pour remplacer comme usurier central, le crédit chinois ou hindou ».

seulement contre nantissement de la terre. C'est ainsi que le gouverneur général Pierre Pasquier pouvait signaler, dans son discours du 25 novembre 1931, au Grand Conseil de l'Indochine, que, parmi les riziculteurs annamites réclamant un moratoire des dettes, on retrouvait quelques-uns des plus grands propriétaires du pays : Truong Van Ben possédant 18.000 hectares; Truong Dai Danh, 8.000; Nguyen Van Kien, 5.500 ; Bui Quang Chieu, 1.500. Ces grands propriétaires se servent souvent de l'argent ainsi obtenu pour le reprêter à taux usuraire : P. de Feyssal signale le cas de l'un d'eux qui emprunte 100.000 piastres au Crédit Foncier et en reprête immédiatement 60.000; tel autre, qui possédait 7.000 hectares de rizières, devait 5 millions de piastres, en 1932, et on lui en devait autant. La cause fondamentale de cet endettement de la bourgeoisie agraire cochinchinoise est à chercher dans le rush sur les terres nouvelles du Sud-Ouest et dans la multiplication d'entreprises étrangères à la riziculture. Le processus général est le suivant : nombre de propriétaires d'un domaine dans les vieilles provinces l'ont hypothéqué à un taux élevé qui a fini par manger cet ancien domaine. Les terres nouvelles ont été, à leur tour, hypothéquées pour fournir les capitaux nécessaires à la construction de maisons de rapport, de décorqueries (on note, vers 1928, un véritable mouvement de nationalisme économique dirigé contre les Chinois qui détenaient jusqu'alors l'usinage du paddy), à la création d'entreprises de transports, etc. Ces entreprises ayant périéclité, en particulier du fait de la crise, leurs propriétaires se sont trouvés considérablement endettés.

Le passif déclaré à la fin de 1932 atteignait, pour la Cochinchine, 35.600.000 piastres (1), grevant 400.000 hectares de rizières. Sur ce total, les prêts des chettys représentaient 9.617.557 piastres ; ceux des Annamites, 9.573.517 ; le reste se répartissant entre les banques et les organismes de crédit agricole français. Le passif, pour le Tonkin, où les grands domaines rizières sont plus rares, ne s'élevait qu'à 1.800.000 piastres, grevant 31.500 hectares.

Il ressort de tout ceci :

1° Que la bourgeoisie agraire en Indochine, et tout particulièrement en Cochinchine, se trouve, par le fait de son endettement, dans une sujétion étroite vis-à-vis des grands organismes financiers français ;

2° Qu'elle reporte sur les paysans petits propriétaires, sur les fermiers et métayers, la plus grande partie du poids constitué par cet endettement. Dans une certaine mesure, elle sert ainsi d'intermédiaire au capitalisme français pour l'exploitation des masses.

Le colonel Bernard a écrit dans « Combat » que ce sont les usuriers qui exploitent le peuple et non le colon, lequel s'emploie *par tous les moyens*, au contraire, à combattre l'usure. Et voici de quelle manière, d'après le même colonel Bernard : « En 1913, le gouvernement favorisa la création en Cochinchine de Sociétés Indigènes de Crédit Agricole : mais il fut difficile d'en écarter les Annamites influents qui, profitant de la complexité des opérations de prêt, mal saisissables au vulgaire, se réservèrent souvent la meilleure part et spéculèrent sur les rizières de l'Ouest. » Quand on sait que ce gouvernement a trouvé des troupes, des cours criminelles, des prisons et d'inféconds bagnes pour combattre les ouvriers et

(1) Voir P. de Feyssal, ouvrage cité.

les paysans indochinois soulevés sous la bannière du communisme pour une vie un peu meilleure, on juge à leur valeur « tous ces moyens », en même temps que l'écœurante hypocrisie des suppôts du colonialisme. En réalité l'administration s'emploie à protéger les usuriers, gens riches, influents et sources de pots-de-vin non négligeables.

C'est donc tout autant aux propriétaires annamites (1) qu'à l'impérialisme français que se heurtent les paysans. Si la situation varie quelque peu d'une province à l'autre, il n'en reste pas moins vrai que l'endettement agraire constitue un des fléaux les plus caractéristiques du pays, et qu'il doit amener les classes paysannes à se dresser directement contre leur propre bourgeoisie semi-féodale.

L'impuissance de la bourgeoisie annamite apparaît ici de façon éclatante. La bourgeoisie annamite est incapable de donner la terre aux paysans, tâche spécifique de la révolution bourgeoise, car cela signifierait son suicide. Aucune classe n'a jamais volontairement décrété sa propre mort, la bourgeoisie annamite ne peut échapper à cette loi historique. C'est pourquoi le développement de la montée révolutionnaire des masses, dépassant la lutte pour l'indépendance et cherchant à réaliser leurs propres objectifs de classe, doit la rejeter dans le camp de l'impérialisme, seul garant de son maintien : c'est, comme nous le verrons plus tard, ce qui s'est passé en Cochinchine où les seuls partisans et membres du gouvernement autonome ont été les bourgeois — grands propriétaires.

3° LA PETITE BOURGEOISIE.

Il existe en Indochine une petite bourgeoisie composée de petits commerçants, fonctionnaires, intellectuels et semi-intellectuels, qui a joué et continue à jouer un rôle politique important, soit qu'elle s'efforce de constituer ses propres partis, soit qu'elle forme les cadres des groupements prolétariens. La situation matérielle de cette petite bourgeoisie, bien que très supérieure à celle des ouvriers et des paysans, reste cependant fort médiocre. Ses membres souffrent vivement du mépris des blancs et de la condition inférieure à laquelle ils sont réduits. C'est le cas, en particulier, des intellectuels qui ont fait leurs études en France, y ont conquis, souvent brillamment, leurs diplômes de médecin, ingénieur, professeur, avocats, et qui, à leur retour dans leur pays, se voient relégués à des postes secondaires et beaucoup moins rétribués que les Français remplissant les mêmes fonctions. Il n'est pas rare de voir un ingénieur cherchant à recourir à un riche mariage pour sortir de la médiocrité dans laquelle il végète. Toute cette couche sociale constitue, par suite, un réservoir de mécontents qui se trouvent poussés, comme nous l'avons vu, vers l'action politique.

P. Bernard, très conscient de cet état de fait, propose, pour y remédier, une large industrialisation ; il signale très justement qu'en freinant l'industrialisation on rétrécit les horizons de cette jeunesse intellectuelle « dans le cadre étiqué du paysannat agricole et de l'artisanat ». « Si cette industrialisation se réalise, écrit-il, comme prolongement des activités métropolitaines, elle suscitera un tel courant d'échanges intellectuels, moraux, financiers, tech-

(1) Voir P. de Feyssal, ouvrage cité. Les créanciers annamites sont généralement les plus exigeants. Dans le 2^e semestre de 1932, sur 159 saisies de rizières, représentant 13.055 hectares, il y avait 69 annamites poursuivants (pour des saisies portant sur 6.200 ha.), pour 39 chettys, 9 Chinois, 13 Français et 25 sociétés ou banques.

» niques, entre les cadres français et annamites, que le problème de l'intégration des élites annamites dans le milieu français sera résolu... Les velléités d'indépendance, les aspirations autonomistes céderont devant le faisceau compact des intérêts réciproques qui se seront noués.»

Mais l'impérialisme ne peut pas impulser largement le développement économique de ses colonies. Développer une industrie nationale, ce serait tout d'abord mettre en danger tout le système colonial en impulsant le développement autonome du pays; ce serait ensuite donner naissance à une concurrence qui peut devenir dangereuse. Il n'y a donc pas de possibilité, pour la petite bourgeoisie, de trouver une solution durable à l'ombre de l'impérialisme. L'histoire du mouvement national nous a montré qu'elle ne pouvait pas davantage arriver à une solution personnelle, en tant que classe.

4° LA PAYSANNERIE.

Le tableau suivant (1) résume les pourcentages approximatifs représentés par la population rurale dans les différents pays d'Indochine (2) :

	Population totale	Population urbaine	Pourcentage population urbaine par rapport à population totale	Pourcentage population rurale
TONKIN	8.700.000	400.000	4,6 %	95,4 %
ANNAM	5.484.000	160.000	3,5 %	96,5 %
COCHINCHINE.	4.483.000	647.000	14 %	86 %

La situation la plus lamentable est celle des coolies, ouvriers agricoles ne possédant pas de terres, qui constituent les 2/3 de la population rurale et qui, d'après les constatations de plusieurs historiens bourgeois eux-mêmes (3), ne mangent à leur faim qu'au moment de la moisson. Il existait dans l'ancienne organisation du pays des terres communales, réparties entre les paysans sans terre ou les paysans pauvres. Ces terres communales subsistent encore. Mais leur superficie a considérablement diminué : au Tonkin en particulier, l'accaparement des terres, favorisé par l'administration française, s'est fait souvent aux dépens des terres communales. Elles représentent encore, en Annam, 26 p. 100 de la surface cultivée, contre 20 p. 100 au Tonkin et 2,5 p. 100 seulement en Cochinchine (ceci à cause de la création récente de beaucoup de villages), où il y a justement le plus grand nombre de paysans sans terre (deux familles sur trois). De plus, il faut tenir compte du favoritisme qui joue dans la répartition effectuée, tous les trois ans, sous l'égide des notables, et de l'endettement permanent des paysans pauvres qui les oblige à travailler d'abord pour le bénéfice de l'usurier et les empêche de tirer quelque profit de la culture de leur parcelle. Les salaires sont très variables; les ouvriers saisonniers, payés à la tâche, sont plus misé-

(1) Voir P. Gourou : ouvrage cité pages 95 et suivantes.

(2) Chiffres des recensements de 1936. D'après tous les avis compétents, la qualité des statistiques reste très médiocre.

(3) Voir : P. Gourou, ouvrage cité et *Les Paysans du delta Tonkinois*; Y. Henry, ouvrage cité; Ch. Robequain, ouvrage cité.

rables encore que les ouvriers payés à l'année. Généralement, l'ouvrier est nourri ou reçoit, outre son maigre salaire, un bol de riz, qui est souvent du mauvais riz ramassé sous la paille, à demi fermenté.

En 1937, en Cochinchine, les ressources d'un ouvrier agricole pour une famille de cinq personnes se montaient environ à 135 piastres (1); les dépenses alimentaires (riz, poisson, thé, sel, alcool) absorbaient 96 piastres, soit 71 p. 100 du budget. Il restait donc pour le logement, l'habillement, l'éclairage, les médicaments et les dépenses diverses un total de 35 piastres.

C'est au Tonkin que la misère est la plus grande; là, le budget annuel d'une famille de six personnes, également en 1937, était de 60 piastres, auxquelles il faut ajouter 10 piastres, montant approximatif des repas donnés chez le propriétaire. Ainsi une famille de six personnes devait vivre avec 700 francs par an, moins de 60 francs par mois. Il en est à peu près de même dans plusieurs régions de l'Annam.

Si la situation des ouvriers agricoles est moins misérable en Cochinchine qu'ailleurs, les petits et moyens fermiers de Cochinchine ont un niveau de vie à peu près comparable à celui des petits propriétaires du Tonkin, bien qu'ils exploitent une terre beaucoup plus vaste. C'est qu'ils doivent au propriétaire une redevance fixe qui représente souvent 40 à 50 p. 100 de la récolte et à laquelle viennent s'ajouter les intérêts pour les avances, les frais de location de la maison, les cadeaux, etc.; la part du propriétaire atteint ainsi 70 p. 100 de la récolte; le ta-diên qui ne peut rembourser en argent ou en paddy rembourse en travail et devient un véritable serf dans la main du propriétaire. Le revenu annuel moyen de cette catégorie de paysans est de l'ordre de 115 à 150 piastres; il est donc à peine supérieur à celui des coolies.

Les propriétaires moyens, les gros fermiers et les propriétaires fermiers arrivent à un revenu de 200 à 500 piastres par an; leur situation leur permet des dépenses autres que celles de première nécessité; mais ils ont à faire face à des frais de culture plus élevés, à des dépenses sociales, si bien qu'ils sont souvent endettés.

Le livre de P. Gourou, « Les Paysans du delta tonkinois », constitue un accablant témoignage de la misère qui sévit au Tonkin. Il déclare notamment : « On peut tenir pour établi que la population vit à la limite de la disette. » Les observations de Ch. Robequain sont du même ordre et méritent d'être citées :

« Beaucoup de petits propriétaires ne possèdent, en dehors de leur champ même et de leur case fragile, qu'un outillage rudimentaire, un porc et des poules, le tout valant quelques piastres. La plupart n'ont pas d'animaux de travail et ne peuvent qu'en louer... »

« Avant la moisson même, une bonne part de paddy est vendue, bien avant que soit battue la récolte suivante; il faut diminuer la ration quotidienne, recourir aux mets moins savoureux, patates et autres tubercules, maïs et haricots; il faut s'acharner à tirer des rivières, des étangs, de la mer, le moindre crustacé; s'épuiser au colportage de marché en marché; louer ses bras pour un misérable salaire. »

(1) La piastre valait alors 10 francs (de 1937).

Et plus loin : « Parmi les causes profondes de mortalité, la misère » physiologique, conséquence de la sous-alimentation, n'est sans doute » pas la moins pernicieuse; les enfants meurent encore trop nombreux en bas âge, non seulement par défaut d'hygiène, mais aussi » parce qu'ils ne tirent souvent d'une mère épuisée qu'un lait insuffisant; grâce à la facilité des transports, à l'organisation méthodique des secours, les effets sont rarement brutaux (1), ils n'en » restent pas moins évidents : les corps sont bien souvent menus et » chétifs. L'effet d'une alimentation plus abondante et rationnelle » se marque à la bonne mine des indigènes, domestiques, travailleurs nourris par l'Européen. »

Ainsi, la majorité de la population côtoie perpétuellement la misère en temps ordinaire, et la famine ou la mort en temps de typhon ou d'inondation. Le spectacle des pères et des mères de famille qui vendent leurs enfants 50 ou 60 francs par tête, à l'époque des impôts, est un spectacle familial qui suffit à illustrer « la mission civilisatrice » du colonialisme. Des soldats français revenus d'Indochine racontent volontiers avoir acheté, pour en faire leurs maîtresses, des petites filles de 13 ans, au prix de 130 francs, à des parents harcelés d'impôts ou de dettes. Un article du journal « La Lutte » (Saigon, n° 5, 4 octobre 1934) nous donne une idée de ce que représente pour le paysan pauvre l'impôt personnel :

« Les 5 piastres 50 de l'impôt personnel, auxquelles s'ajoutent les centièmes, part du budget communal, représentent pour le paysan pauvre environ quarante journées de travail, quarante jours par an pendant lesquels il doit travailler non pour sa famille, non pour lui-même, mais pour l'administration coloniale. »

Quand les paysans ne peuvent payer, la police les arrête : « Alors l'administration les force aux « prestations en nature ». Nous savons en quoi cela consiste. Pendant quinze jours, ils sont astreints aux travaux de terrassement ou d'empierrement des routes, comme des prisonniers, sous la surveillance des miliciens qui font sentir leur autorité par le rotin et les injures. C'est la corvée, d'un odieux anachronisme. »

Ajoutons en fin que les méthodes de culture n'ont pas changé depuis des siècles. Les instruments aratoires restent rudimentaires et archaïques. Le résultat en est que le rendement actuel, par suite du manque d'engrais et de la non-sélection des semences, est de 12 quintaux à l'hectare, à côté de 17 en Birmanie et de 32 au Japon.

5° LE PROLETARIAT.

Avec la colonisation, le développement, en Cochinchine, des plantations d'hévéas, au Tonkin de l'industrie extractive (houille, zinc, étain, wolfram) et de quelques industries de transformation (papeteries, verreries, filatures de coton, cimenteries), a provoqué la formation et la croissance d'un prolétariat indochinois. Au début encore enfermés dans les règles de la morale traditionnelle qui prêche l'aveugle soumission aux supérieurs, les prolétaires annamites ne tardèrent pas à s'en libérer. La venue en France de travailleurs

(1) Ceci n'est pas exact. Les disettes « brutales » de 1930, celle de 1945, au Tonkin et en Annam, démentent « cette organisation méthodique des secours », confiée aux mandarins et aux notables, les premiers affameurs du peuple. On vit, pendant ces périodes, les paysans manger des écorces de bananier ou les racines des arbres.

indochinois et leurs contacts avec les prolétaires français, pendant la guerre de 1914-1918, précipitèrent cette évolution, qui se traduisit de 1920 à 1925 par les premiers conflits sérieux.

Le nombre total des ouvriers est très faible ; on comptait en 1933 (1) 223.000 travailleurs de l'industrie ou des plantations d'hévéas, soit 1,5 p. 100 de la population, 5 p. 100 avec les familles, se répartissant de la façon suivante : 180.000 travailleurs libres (transports, industrie), 43.000 travailleurs contractuels (plantations d'hévéas), dont 3.000 coolies envoyés dans les îles du Pacifique.

Ce chiffre est peu élevé, mais les statistiques ne tiennent compte que des ouvriers présents dans les entreprises au moment du recensement. En réalité, le nombre des individus devenus, au moins temporairement, des prolétaires, est beaucoup plus élevé en raison de l'instabilité de la main-d'œuvre : c'est ainsi que pour maintenir sur les plantations du sud 22.000 coolies, il a fallu en recruter près de 75.000 entre 1925 et 1930 (2). Cette mobilité, fait remarquer très justement Ch. Robequain, « étend l'effet du nouveau mode d'existence à une partie relativement considérable de la population ».

Le système du travail contractuel, établi par l'administration vers 1925, restaure sous une forme voilée le système de l'esclavage; il est utilisé pour fournir en main-d'œuvre les plantations d'hévéas principalement. Le recrutement des ouvriers se fait par des racleurs parés du titre pudique d'« agents privés d'émigration ». Comme les racleurs de l'armée d'ancien régime en France, les recruteurs attirent souvent les ouvriers par surprise et, n'ayant en vue que leur profit, comme ils touchent une prime pour tout ouvrier engagé, ils recrutent même les malades.

Les conditions insalubres du travail, particulièrement dans les plantations du Sud, les exactions des surveillants, la durée excessive de la journée de travail, provoquent une mortalité très élevée (souvent 6 p. 100). Le salaire est faible. L'ouvrier n'a aucune garantie; s'il est malade, son salaire ne lui est pas payé.

En 1937, le Bureau international du travail a publié, à Genève, un recueil d'études et de documents sur les « Problèmes du travail en Indochine » qui donne des renseignements précis sur la condition des travailleurs dans les plantations d'hévéas. Nous en reproduisons l'extrait suivant :

« Heures de travail. — Le directeur des plantations de Mimot, » lorsque je lui ai demandé quelles étaient les heures de travail, » m'a dit que l'appel avait lieu à 5 h. 30, le départ du cantonnement » vers 6 heures et que le travail cessait à 11 heures, pour reprendre » de 12 h. 30 à 17 heures, les coolies prenant leur repas de midi » sur place.

» Or, les dépositions des coolies recueillies concordent toutes pour » affirmer que les heures de travail sont les suivantes : réveil à » 3 heures du matin, rassemblement à 4 heures. Comme il y a un » millier de coolies à rassembler, il est certain que le départ ne doit » pas avoir lieu avant 4 h. 30; le repos accordé dans le milieu de » la journée a bien une durée de 1 h. 30, mais les coolies assurent » ne revenir qu'à la nuit tombée.

(1) Chiffres fournis par P. Chassaing : « La Naissance du prolétariat en Indochine » (*Revue du Pacifique*, 15 avril 1933). Des renseignements récents (1946) évaluent à 200.000 environ le nombre des ouvriers. Les chiffres de 1933 peuvent donc être considérés comme valables.

(2) Cf. Goudal : « Problèmes du travail en Indochine ». B. I. T. 1937.

» Même en acceptant l'horaire indiqué par M. d'U..., on obtient le total suivant :

» De 5 h. 30 à 11 heures.....	5 h. 30
» De 12 h. 30 à 17 heures.....	4 h. 30

» Total..... 10 heures.

» A ces dix heures, comme les coolies travaillent à 5 ou 6 kilomètres du cantonnement, il faut ajouter 1 h. 30 de route à raison de 4 kilomètres à l'heure. Le coolie passe donc, soit au travail, soit en chemin pour se rendre au chantier, 11 heures à 11 h. 30...

» Salaires et retenues. — Aux termes du contrat, la journée de travail est payée, pour les hommes, 0,40 piastre, et, pour les femmes, 0,30 piastre (3 francs); les jours de repos et de chômage dus à des cas de force majeure ne donnent pas droit aux salaires, et ne doivent pas dépasser six jours par mois.

» Le coolie était lié pour trois ans par un contrat qui lui interdit de travailler pour un autre employeur pendant cette durée, il est indiqué de ne pas le payer quand il est obligé au chômage. Les coolies engagés à 0,40 piastre par jour n'ont pas réfléchi qu'avec les retenues qui leur sont faites pour la fourniture de riz, le remboursement des avances, les jours de repos non payés, et, en plus, des amendes, ils seraient loin de toucher 12 piastres par mois.

» Voici, en réalité, ce qu'ils ont touché :

» Première quinzaine de février (15 jours, moins 5 de Têt non payés = 10 journées de travail) :

» 10 journées à 0,40 piastre.....	4
» A défalquer :	
» Riz	1,10
» Avance	0,30

» Reste à toucher..... 2,60

» Deuxième quinzaine de février :

» 11 journées de travail.....	4,40
» A défalquer :	
» Riz	1,10
» Avance	0,90

» Reste à toucher..... 2,40

» Total des salaires du mois de février : 5 piastres. (« Problèmes du travail en Indochine », p. 308 et suivantes.)

Voici ce qu'en dit également l'écrivain Louis Roubaud : « Il existe aussi en France des contrats entre employeurs et employés. La rupture se paie d'un dédit. L'insolvabilité du débiteur est sanctionnée en dernier recours par une saisie mobilière. Il n'en va pas ainsi pour l'ouvrier annamite; son corps répond de la signature; le surveillant, le contremaître, les caïds, les gendarmes, les miliciens répondent de son corps. Parmi les instruments de travail d'une entreprise industrielle et agricole, il y a les menottes. Dans les locaux du personnel : le cachot.

» Si offusquant que soit le mot, il faut l'écrire : l'ouvrier annamite a signé pour trois ans un contrat d'esclavage. » (1)

(1) L. Roubaud : *Viêt-Nam*.

La situation des travailleurs libres n'est pas plus enviable. Aucune législation officielle ne s'occupe de leur condition. Ils sont absolument à la merci des caprices patronaux. La réglementation obtenue en 1938 sur quelques points, comme l'interdiction d'employer dans les usines des enfants au-dessous de 15 ans, reste sur le papier, et dans certaines usines (briqueteries, par exemple) on emploie couramment des enfants de 10 à 12 ans. Les salaires et modes de paiement dépendent uniquement de l'employeur. Les hérauts de la colonisation ne manquent pas de claironner bien haut les « splendides réalisations sociales » des capitalistes français en Indochine. En réalité, ces splendides réalisations, fruit du paternalisme intéressé de quelques chefs d'entreprises à gros capitaux, qui veillent à la conservation du matériel, se résument dans la construction de ce qu'on appelle là-bas des « villages modèles ». Ces villages, qu'on trouve dans quelques mines de Hongay et quelques plantations d'hévéas du Sud, sont construits en paille ou en torchis. Aucun ouvrier de France ne voudrait de ce qui constitue le summum du luxe pour un ouvrier d'Indochine.

Les conditions de vie d'un travailleur libre en 1945, par exemple d'un ouvrier de la S. T. A. I. (Société des transports automobiles indochinois), étaient les suivantes : 8 heures de travail par jour, salaire à l'heure, aucune allocation pour charges de famille (ce qui explique que dans les familles nombreuses les enfants sont obligés de gagner leur vie de très bonne heure), aucune retraite pour les vieux travailleurs. Un ouvrier « spécialisé », travaillant 8 heures par jour, touche 200 piastres par mois et reçoit 18 kilogrammes de riz. Le manœuvre touche moins et reçoit seulement 12 kilogrammes de riz. L'ouvrier touche en outre une prime d'assiduité se montant environ à 30 p. 100 du salaire. Cette prime est réduite de 25 p. 100 pour une demi-journée d'absence injustifiée, de 50 p. 100 pour une journée et totalement supprimée pour deux journées d'absence.

Un enfant touche 6 piastres par jour, sans aucun des avantages (riz, prime) dont bénéficient les ouvriers adultes.

Ces salaires, vu le coût de la vie, sont extrêmement bas : le riz, en 1945, coûtait jusqu'à 10 piastres le kilogramme, et un ouvrier annamite en mange, en moyenne, de 1 kg. 1/2 à 2 kilogrammes par jour. Il suffit de se livrer à un calcul très simple : salaire = 200 piastres; prime de rendement : 60 (dans le meilleur des cas) = 260 piastres, soit 26 kilogrammes de riz + 18 fournis par l'employeur = 44 kilogrammes, et l'on voit que l'ouvrier peut à peine, par son travail, pourvoir à sa propre subsistance. La situation des ouvriers chargés de famille était en particulier si désastreuse qu'ils réclamaient que la journée de travail fût portée à neuf heures, la neuvième heure étant considérée comme supplémentaire et taxée double.

Il n'existait évidemment aucun mouvement syndical légal jusqu'à la révolution d'août 1945. Les colons tremblaient de peur et hurlaient de colère à seulement entendre le mot « syndicat ». « Créer des syndicats en Indochine, c'est vouloir la révolution à bref délai », écrit le « Courrier d'Haiphong » du 17 février 1937. Le mouvement syndical ne s'en organisait pas moins clandestinement sous l'impulsion du parti communiste, ce qui aide à comprendre l'extension rapide des syndicats dès l'arrivée au pouvoir du Viêt-Minh : à Saïgon et dans les environs, le chiffre des syndiqués atteignit en quelques semaines plusieurs dizaines de milliers.

CONCLUSION

LA NATURE DE LA RÉVOLUTION EN INDOCHINE

L'INDOCHINE se trouve en face de tâches historiques de grande envergure : l'émancipation du joug impérialiste, la conquête des libertés démocratiques et la révolution agraire. A ne considérer que ces tâches, la révolution en Indochine est incontestablement une révolution bourgeoise-démocratique comparable, dans ses grandes lignes, aux révolutions traversées dans les derniers siècles par les pays capitalistes de l'Europe. Mais cette seule caractérisation peut-elle éclairer suffisamment la nature du développement révolutionnaire dans ce pays, permet-elle de conclure que, la révolution étant bourgeoise, elle sera accomplie, comme par le passé, sous l'impulsion et la direction de la bourgeoisie ? Une telle réponse procéderait d'un mécanisme bien peu soucieux des réalités historiques. Dans le passé, les tâches de la révolution bourgeoise ont été accomplies par la bourgeoisie qui, portant avec elle un nouveau mode de production, jouait un rôle éminemment progressif. Pour qu'il en soit de même aujourd'hui, il faudrait préalablement supposer l'étanchéité des différentes nations, des différentes civilisations. Il faudrait nier une des propriétés essentielles du capitalisme qui consiste à tendre constamment vers l'expansion économique, à rapprocher les différents pays et à égaliser les niveaux de leur développement. Si l'inégalité subsiste cependant, c'est, d'une part, parce qu'elle a été le point de départ du capitalisme et, d'autre part, parce que le capitalisme agit avec ses méthodes profondément anarchiques : en même temps qu'il impulse le développement des pays arriérés, il les freine et les maintient dans leur état féodal.

L'ensemble de cette étude s'est efforcé de montrer comment l'Indochine d'aujourd'hui diffère de l'Indochine de 1860-1870. Le type social auquel elle appartient ne peut pas plus être assimilé à celui des pays féodaux « classiques » (c'est-à-dire les pays féodaux tels qu'ils se trouvaient avant les premières révolutions bourgeoises) qu'à celui des pays capitalistes avancés. Il s'agit là d'un type original, commun à la plupart des pays arriérés de notre époque, d'une structure sociale « combinée », fruit de la rencontre entre un état historiquement arriéré et la marche du capitalisme.

L'introduction des modes capitalistes de production a entraîné l'apparition de formations sociales entièrement nouvelles — bourgeoisie et prolétariat — qui, aux deux pôles de la nation, ont leurs aspirations et leurs besoins propres. Il est impossible de supposer que ce facteur ne modifie pas les forces motrices de la révolution

et par suite ses buts et ses méthodes. Le problème reste donc entièrement posé et peut se résumer de la manière suivante : comment et par qui seront réalisées en Indochine l'indépendance nationale, les tâches démocratiques et la révolution agraire ?

**

Seule l'analyse de l'attitude prise par chaque classe devant les tâches historiques de sa nation à l'ordre du jour peut permettre de donner à cette question une réponse exacte, reposant sur des bases objectives. La bourgeoisie indochinoise nous est apparue comme strictement incapable de conduire à l'émancipation nationale et de donner la terre aux paysans par suite de sa liaison organique avec les propriétaires féodaux et de ses attaches avec l'impérialisme. L'histoire du mouvement national est, sur ce dernier point, très instructive : la bourgeoisie, au départ en tête de la lutte contre l'impérialisme, a vu sa volonté d'indépendance décliner en même temps qu'elle croissait et s'affermissait comme couche sociale à intérêts propres, nettement définis. D'adversaire, elle est devenue l'alliée de l'impérialisme et ses velléités de révolte n'ont été désormais qu'un moyen d'arracher des avantages plus substantiels. De plus, elle est encore rejetée pour une autre raison vers l'impérialisme étranger. Dans les révolutions bourgeoises des siècles passés, il appartenait à la bourgeoisie de résoudre le problème agraire : distincte de la classe féodale, elle émancipait les paysans du joug des propriétaires fonciers en supprimant les corvées et les redevances, en leur donnant la terre. Aujourd'hui, donner la terre aux paysans porterait un coup mortel à la bourgeoisie annamite, ruinerait une des bases essentielles de ses profits. C'est pourquoi, lorsque les masses, au cours de leur lutte contre l'impérialisme, dépassent les objectifs purement nationalistes et se dressent contre toute oppression, d'où qu'elle vienne, et en premier lieu contre celle des propriétaires fonciers, la bourgeoisie doit nécessairement se retourner vers son seul sauveur : l'impérialisme. La faiblesse même de la bourgeoisie annamite lui impose de s'accrocher d'autant plus fort à la main secourable que l'impérialisme est toujours prêt à lui tendre.

Le caractère « féodal » de la bourgeoisie des pays arriérés à l'époque impérialiste, qui la différencie de la bourgeoisie à l'aube de son histoire, constitue ainsi la raison fondamentale de son incapacité à résoudre ses propres tâches. Mais ce caractère, lui non plus, n'a rien de mystérieux. Il provient des particularités de formation de la bourgeoisie coloniale. En Indochine, la bourgeoisie est née, non pas comme en Occident, de la lente accumulation au sein de l'ancienne société féodale de facteurs économiques et sociaux qui exigeaient impérieusement une rupture nette avec l'ancien système, mais de la conquête française. Malgré des différences importantes, il en est de même, de façon générale, pour l'ensemble des pays arriérés. Ainsi, en Chine, la bourgeoisie s'est formée également à la suite de la pénétration impérialiste ; au Japon, au contraire, elle est née de la peur de la conquête, dans le but de s'en préserver. Dans tous ces cas, elle ne s'est pas formée contre la féodalité, mais en constitue une sorte d'excroissance, préservant tout ce qu'elle a pu des institutions et des coutumes féodales.

Il devient tout à fait clair, par conséquent, que la bourgeoisie annamite, en raison de sa nature même, est incapable de résoudre aucune des tâches de la révolution bourgeoise-démocratique. Loin de

CARTE ECONOMIQUE DE L'INDOCHINE



prendre la tête de cette révolution, elle se trouve très vite rejetée dans le camp de l'impérialisme et combat à ses côtés la lutte des masses pour leur indépendance. Les récents événements d'Indochine confirment pleinement ce pronostic général. La bourgeoisie terrienne de Cochinchine, effrayée de la poussée révolutionnaire des masses, de la rapidité avec laquelle s'éveillait leur conscience, s'est prêtée avec empressement à la manœuvre de l'impérialisme français, créant un gouvernement autonome pour diviser et affaiblir le Viet-Nam. Il suffit de citer quelques chiffres pour se convaincre du caractère artificiel de ce gouvernement, soutenu uniquement par les grands bourgeois propriétaires fonciers : les deux journaux autonomistes de Saïgon tirent à six mille exemplaires, tandis que les onze journaux unionistes tirent à cent vingt-huit mille (1).

**

On ne manquera pas d'objecter à cette preuve trop évidente de la justesse de nos positions que la bourgeoisie du Tonkin et de l'Annam a continué, elle, à mener contre l'impérialisme français une lutte violente, se montrant parfois dans ses partis, tels que le Dong-Minh-Hoi, le Dai-Viet ou le Viet-Nam-Quoc-Dang-Dang, plus agressive que le Viet-Minh lui-même. On soulignera que les vellétés de l'impérialisme français de renouveler, autour du catholique et anticommuniste Nguyễn Manh Ha, de l'empereur Bao Dai ou de quelque autre fantoche, sa tentative de Cochinchine, n'ont pu encore prendre corps jusqu'ici, à la fois parce qu'elles dressaient contre elles les masses populaires et parce qu'elles ne trouvaient pas d'écho dans les couches bourgeoises. N'y a-t-il pas là une démonstration que la bourgeoisie peut mener une lutte effective contre l'impérialisme ? En réalité, cette conclusion provient d'une vue toute superficielle de la question. La bourgeoisie du Tonkin et de l'Annam s'oppose, sans doute, à l'impérialisme français bien plus violemment que ne l'a fait celle de Cochinchine ; cela tient à un certain nombre de conditions particulières. Mais s'oppose-t-elle aussi violemment à toute sorte d'impérialisme ? Là est toute la question. La bourgeoisie du Tonkin et de l'Annam, nous l'avons signalé au chapitre IV, est plus industrielle et commerçante que celle de Cochinchine, essentiellement agraire. Les contradictions qui la séparent de l'impérialisme français sont donc plus sérieuses ; les intérêts économiques de la jeune industrie nationale se heurtent à ceux de l'impérialisme ; cela explique que la bourgeoisie de ces régions mène une opposition plus large à l'impérialisme français. Mais en même temps elle regarde ouvertement vers la Chine, et, par-delà, vers l'impérialisme américain. Car elle cherche moins à se débarrasser de toute espèce d'impérialisme et à conquérir une véritable indépendance, qui inaugurerait pour les masses l'ère de leur émancipation sociale, qu'à obtenir une forme plus souple et plus avantageuse de domination impérialiste. Il y a loin entre cette politique et une lutte effective contre l'impérialisme pris dans sa généralité. Là encore se confirme notre position.

**

La petite bourgeoisie urbaine des fonctionnaires, intellectuels, petits commerçants, sera-t-elle plus capable de diriger la lutte révolutionnaire ? Elle occupe une position intermédiaire entre la bour-

(1) Entrevue de Moutet et du Comité France-Viet-Nam de Saïgon, 28 décembre 1946, rapportée par le *Bulletin* n° 4 de l'Association France-Viet-Nam, janvier 1947, Paris.

geoisie et les masses populaires ; elle n'a pas d'intérêts de classe communs. Peut-elle, dans ces conditions, avoir la cohésion et l'indépendance indispensables à la classe qui guide la marche de la révolution ? L'histoire des mouvements nationalistes petits-bourgeois des années 1925-1930, comme nous l'avons vu, répond amplement à cette question. Les partis petits-bourgeois en Indochine ont été incapables de mener une action révolutionnaire touchant et organisant de larges masses, pourvue d'un programme politique précis et de larges perspectives. Ils n'ont pu que cristalliser le désespoir et se lancer, n'importe quand et n'importe comment, dans des aventures qui les acculent à la trahison ou à la mort. D'ailleurs, l'incapacité de la petite bourgeoisie à devenir une direction révolutionnaire a été historiquement démontrée à l'échelle internationale, aussi bien par les mouvements de 1848-1849, en Europe, que par la révolution russe de 1917.

La paysannerie pèse d'un poids très lourd dans le développement révolutionnaire de l'Indochine, où elle représente les plus larges masses ; elle est capable de soulèvements héroïques, comme à Cao-Lanh, à Nghé-An, à Hatinh, en 1930-1931 ; mais à elle seule elle ne peut étendre la lutte à l'échelle nationale. Amenée par l'exploitation inouïe qu'elle supporte à se dresser à la fois contre l'impérialisme et contre les propriétaires fonciers usuriers, elle ne peut satisfaire elle-même ses propres intérêts, par suite de son niveau de conscience peu élevé, de sa différenciation interne qui, en période révolutionnaire, pousse les sommets de la population rurale à suivre la bourgeoisie terrienne. Son horizon étant limité au village, elle doit se tourner vers une classe urbaine. Ainsi, quelle que soit son importance révolutionnaire, la paysannerie est incapable d'avoir une politique autonome de classe, incapable de mener à bien ces grandes tâches étroitement liées que sont l'expulsion de l'impérialisme et le partage des terres.

**

Quelle classe peut donc être la force motrice de la révolution bourgeoise en Indochine ? Cette classe doit à la fois se trouver dénuée de tout lien d'intérêt aussi bien avec les impérialistes qu'avec les exploités indigènes, et posséder une homogénéité et une force concentrée lui permettant de diriger la révolution.

Une telle classe existe en Indochine : c'est le prolétariat. Lui seul peut, en prenant la tête du mouvement révolutionnaire, réaliser les objectifs bourgeois-démocratiques de la révolution. Mais cette prééminence du prolétariat dans la lutte et le large soutien que la paysannerie est amenée à lui donner posent devant lui la perspective de la prise du pouvoir.

En d'autres termes, c'est seulement l'établissement de la dictature du prolétariat, appuyé sur la paysannerie, qui peut permettre l'éviction réelle de l'impérialisme et la solution de la question agraire. Bien entendu, une fois arrivé au pouvoir, le prolétariat ne se limitera pas à la réalisation des objectifs de la révolution bourgeoise ; il sera obligé, assez vite, de faire des incursions dont l'ampleur ira en grandissant dans le droit bourgeois de la propriété ; ainsi s'enchaîne à la révolution bourgeoise la première étape de la révolution socialiste. Commencée en révolution nationale et agraire, la révolution, parce qu'elle se fera sous la direction du prolétariat, se dépassera et se continuera en révolution socialiste.

Il n'y a, bien entendu, aucun fatalisme dans ce développement ; il se peut que le prolétariat ne parvienne pas à s'emparer du pouvoir. C'est ce qui se passe actuellement, à cause de la direction opportuniste du Viet-Minh (Front national à prédominance stalinienne incontestable (1), surtout au début du mouvement). Les destinées de la révolution reposent, en fait, jusqu'ici, entre les mains de la direction stalinienne. Au lieu d'aider les ouvriers à instaurer leur pouvoir, pouvoir qu'aurait activement soutenu la grande masse paysanne, cette direction profita de son influence pour entraver la révolution et, suppléant elle-même à la faiblesse de la bourgeoisie, elle se chargea de remplir à sa place son rôle contre-révolutionnaire. C'est ainsi qu'elle décréta elle-même, en novembre 1945, la dissolution du parti communiste indochinois, au nom de l'union nationale et des intérêts supérieurs de la race ; c'est ainsi qu'elle interdit la confiscation et le partage général des terres, se contentant de décréter la prise des terres des « collaborateurs » ; c'est ainsi qu'elle maintint et légalisa le système usuraire, se contentant de plaider pour un abaissement du taux de l'usure, au lieu de décréter l'immédiate abolition des dettes et hypothèques. En freinant la lutte révolutionnaire, ce qui fut couronné par l'extermination systématique des militants trotskystes et de tous les éléments d'opposition à la politique stalinienne, elle conduisit la lutte nationale dans une impasse, par le compromis du 6 mars 1946, qui acceptait pour l'indépendance les restrictions d'une appartenance à l'Union Française et qui, en permettant aux troupes françaises de pénétrer au Tonkin, renversait en faveur de l'impérialisme le rapport des forces.

Il apparaît ainsi dans les faits mêmes que lorsqu'un véritable pouvoir prolétarien ne parvient pas à s'instaurer, les tâches de la révolution bourgeoise ne sont accomplies que d'une manière très imparfaite : la question agraire, problème essentiel en Indochine, reste sans solution ; la lutte pour l'indépendance n'a abouti qu'à des résultats incomplets et extrêmement précaires.

**

Pouvait-il en être autrement ? L'Indochine est-elle mûre pour la dictature du prolétariat ? La réponse qu'on est tenté de faire, au premier abord, peut être négative, et se fonde sur des arguments très sérieux : le faible développement de l'industrie, le faible poids du prolétariat par rapport à l'ensemble de la nation, le très petit nombre des grandes entreprises, l'absence d'industrie lourde. Mais la possibilité de la prise du pouvoir par le prolétariat ne dépend pas *seulement* et *directement* du niveau des forces productives. L. Trotsky écrit à ce sujet : « Le prolétariat peut arriver au pouvoir dans un pays économiquement arriéré avant le prolétariat d'un pays avancé du point de vue capitaliste. Croire que la dictature du prolétariat dépend automatiquement des forces techniques et des ressources d'un pays, cela signifie répéter un préjugé né d'un matérialisme économique extrêmement simplifié. Cette opinion n'a rien à voir avec le marxisme » (2).

(1) Le Viet-Minh comprend l'ancien P. C. indochinois, auquel s'agrègent des éléments paysans et des formations bourgeoises-libérales.

(2) Article « Bilans et Perspectives », dans *Notre Révolution* (1906), cité dans la *Révolution permanente*, chapitre II.

On doit cependant examiner la question de plus près ; il est bien entendu impossible de prévoir avec une exactitude mécanique quand tel ou tel pays sera mûr pour la solution véritablement révolutionnaire de ses tâches nationales-démocratiques. On peut seulement essayer d'analyser les divers facteurs de cette maturité. L'un des plus importants est évidemment le rôle du prolétariat dans l'économie et, dans ce sens, l'Indochine se trouve dans une situation défavorable à cause du faible développement et du caractère de son industrie. Mais cela n'épuise pas la question. L. Trotsky écrit à ce propos (1) : « Bien entendu, les chances de succès de cette lutte (contre la bourgeoisie nationale) dépendent principalement du rôle du prolétariat dans l'économie du pays, par conséquent du degré de développement capitaliste. Cela ne constitue pourtant pas l'unique critérium. Il est non moins important de savoir s'il existe dans ce pays un problème « populaire » de grande envergure et d'actualité passionnante qui touche aux intérêts de la majorité de la nation et dont la solution ne pourra être donnée que par des mesures révolutionnaires extrêmement hardies. Tels sont le problème agraire et le problème national, dans leurs différentes combinaisons. Etant donné l'acuité du problème agraire et le caractère odieux de l'oppression nationale, le prolétariat des pays coloniaux, en dépit de sa jeunesse et de son développement relativement faible, peut, en se plaçant sur le terrain de la révolution nationale-démocratique, arriver au pouvoir plus tôt que le prolétariat d'un pays avancé qui se placerait sur un terrain purement socialiste. »

C'est de ce point de vue qu'il faut examiner l'originalité des conditions en Indochine : rapports de la lutte de classes, facteurs subjectifs (degré de conscience des masses, leurs traditions de lutte, leur initiative révolutionnaire), caractère des relations entre le prolétariat et la paysannerie.

Sur le premier point, nous ne reviendrons pas longuement : nous avons constamment marqué l'acuité des antagonismes de classes qui rapprochent la bourgeoisie nationale de l'impérialisme en même temps qu'ils dressent contre elle les masses ouvrières et paysannes. Quant au deuxième point, il nous suffit de souligner l'originalité du développement de l'Indochine qui, dans ce pays sans grande industrie, où règnent encore les plus archaïques superstitions, a permis la croissance des formations politiques les plus avancées — parti communiste, organisation trotskyste — a éliminé progressivement toutes les autres couches sociales de la lutte pour l'indépendance nationale et placé les mouvements communistes à la tête de cette lutte. Il y a là un de ces paradoxes historiques qui sont les fruits du développement combiné que traversent les pays arriérés. Dans aucun autre pays colonial et semi-colonial, le parti communiste n'a eu une telle force, n'a joué un tel rôle dans la vie politique : aux Indes, en Chine surtout, un mouvement communiste important a aussi pris naissance, mais il trouve en face de lui des partis bourgeois forts — Congrès hindou, Kuomintang chinois. Ce n'est pas le cas de l'Indochine où stalinien et trotskyste sont apparus comme les seuls pôles de regroupement révolutionnaire. Le travail politique accompli par les organisations stalinienne et trotskyste, avant la guerre, dans les masses indochinoises a déterminé le niveau élevé des luttes dès le début du mouvement révolutionnaire de 1945. La maturité politique de la classe ouvrière indochinoise, quelle que soit sa faiblesse numérique, ne doit pas être sous-estimée.

(1) *La Révolution permanente*, chapitre VII.

Arrivons enfin au troisième point, qui est celui des rapports entre prolétariat et paysannerie. Un premier fait retient l'attention : le poids social écrasant de la paysannerie (92 % de la population, quand les prolétaires avec leurs familles n'en représentent pas plus de 5 %). Mais il serait faux de tirer de cette constatation numérique la conclusion politique que le prolétariat ne pourra pas entraîner derrière lui la paysannerie. Cette possibilité dépend, non du nombre des prolétaires, mais de la nature de la liaison entre les ouvriers et les paysans. Or, cette liaison, en Indochine comme dans la plupart des pays d'Orient, est extrêmement étroite : nombre d'ouvriers comme ceux des plantations, retournent au village après expiration de leur contrat et y apportent une mentalité nouvelle ; de plus le nombre des paysans très petits propriétaires, des paysans sans terre et des ouvriers agricoles est très élevé (1) et leur situation les pousse à des solutions révolutionnaires radicales, ce qui explique leur extrême perméabilité à la propagande communiste. En outre, une des caractéristiques essentielles de la paysannerie dans les pays d'Occident — sa dispersion géographique — se modifie considérablement en Indochine où la population paysanne est extrêmement concentrée : surtout dans les deltas du Tonkin et de l'Annam. Toutes ces particularités, qui contribuent à l'originalité du type national de l'Indochine, ne modifient nullement le caractère sociologique profond de la paysannerie, à savoir son incapacité à devenir une direction révolutionnaire ; mais elles rendent incomparablement plus facile l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Dans un pays où le problème agraire revêt une pareille ampleur, c'est son acuité seule qui rend possible la dictature du prolétariat. Celui-ci se trouvera porté au pouvoir par l'insurrection paysanne, parce qu'il est la seule force capable d'atteindre les objectifs de la révolution nationale et agraire. L'existence de semblables conditions permet d'affirmer que l'Indochine est mûre pour la dictature du prolétariat, tout aussi mûre que l'était la Chine en 1927. Il n'en reste pas moins vrai que cette dictature se trouverait en face d'extrêmes difficultés par suite de la faible industrialisation du pays et que son avenir ne peut être envisagé dans le seul cadre de l'Indochine.

✱

Il est impossible, en effet, d'examiner le développement de l'Indochine strictement dans ses frontières nationales. Un des plus importants foyers révolutionnaires embrasés par la seconde guerre mondiale est constitué par l'Extrême-Orient. La Chine, les Indes, le Japon, la Corée, la Birmanie, l'Indonésie, les Philippines sont travaillés aussi par des mouvements profonds. Sans doute les niveaux de ces divers pays sont inégaux et, de ce fait, les conditions de développement révolutionnaire varient de l'un à l'autre. Il n'en reste pas moins que les mêmes grands problèmes se trouvent partout posés : lutte contre l'impérialisme pour l'indépendance nationale, révolution agraire, établissement des libertés démocratiques, essor économique par l'industrialisation et le relèvement des conditions d'existence pour les masses. Les pays où la crise a éclaté avec la plus grande violence sont ceux où l'impérialisme était le plus faible (Indonésie : Hollande ; Indochine : France). Ces premiers mouvements, encore largement isolés, n'ont pu que très partiellement atteindre leurs objec-

(1) Voir chapitre IV.

tifs, principalement à cause de l'absence de véritables partis révolutionnaires édités sur un programme internationaliste. En Indonésie, une bourgeoisie nationale relativement forte a pu endiguer le mouvement des masses et jouer son rôle contre-révolutionnaire classique, s'appuyant sur l'impérialisme américain pour massacrer et désarmer les ouvriers et paysans en lutte. En Indochine, sous prétexte du faible poids représenté par le prolétariat, sous prétexte de ne pas servir un impérialisme plus puissant, sous prétexte de réaliser une *unité nationale* fallacieuse par la collaboration des classes, la direction stalinienne a cherché un compromis avec l'impérialisme français et porté ses coups contre l'avant-garde : les dirigeants trotskystes Ta thu Thau, Tran van Trach et de nombreux autres ont été assassinés en février 1946, pour frayer la voie aux accords du 6 mars. La politique des staliniens indochinois était déterminée, en outre, par la préoccupation de la diplomatie soviétique d'empêcher l'impérialisme américain de prendre assise dans ce pays. Le Kremlin préférerait conserver — l'hypothèse d'une véritable indépendance, qui devrait nécessairement passer par la révolution sociale, étant exclue — la domination d'un impérialisme comme la France, dont la faiblesse rendrait possible une infiltration de l'influence stalinienne, et assurerait à l'U.R.S.S. un point d'appui au sud de la Chine.

La vanité de ces savants calculs staliniens n'a pas manqué d'apparaître rapidement. En s'opposant aux aspirations sociales et à la volonté d'indépendance totale des masses révolutionnaires, le gouvernement de Ho Chi Minh n'a fait qu'ouvrir à l'impérialisme le chemin de la reconquête et préparer sa propre perte. Mais l'impérialisme français ne sera pas capable de rétablir en Indochine le régime colonial d'antan : il lui faudrait des forces qu'il est loin de posséder, pour réduire à sa merci tout un peuple que soulève un irréductible désir d'émancipation.

De toutes façons, même si l'impérialisme parvenait à consolider passagèrement ses positions grâce à la trahison stalinienne, un point final ne pourrait être mis à la révolution indochinoise tant que l'Extrême-Orient restera en proie à la fermentation révolutionnaire. Or, tous les peuples du Pacifique sont aujourd'hui en mouvement, et leur lutte n'en est encore qu'à son départ. Le Japon connaît un développement du mouvement ouvrier extrêmement rapide et tumultueux, plein de promesses. Aux Indes, les luttes prolétariennes prennent un essor tel qu'il inquiète et effraie sérieusement la bourgeoisie nationale. A Formose et aux Philippines, la guerre civile couve. En Chine, les grèves se multiplient. En Corée, des organisations révolutionnaires dégagées de l'idéologie stalinienne et proches des idées de la IV^e Internationale grandissent à pas de géant et se sont dès à présent constitué une véritable base de masses. Une des conditions essentielles pour le succès de ces luttes réside dans la liaison entre les mouvements révolutionnaires de tout l'Extrême-Orient. Sur ce plan, le prolétariat est appelé à jouer un rôle primordial, car il est la seule classe homogène capable de surmonter les barrières entre Etats, races et religions, et la seule capable de relier les révolutions coloniales à la lutte du prolétariat des métropoles.



Dire que l'Indochine est mûre pour la dictature du prolétariat, que les rapports sociaux en Indochine permettent l'arrivée au pouvoir du prolétariat, ne signifie pas que le prolétariat indochinois arrivera

à la victoire du premier coup; plusieurs étapes se rencontreront sur ce chemin. Si, en particulier, les mouvements actuels ne peuvent aboutir au premier stade à une victoire totale, faute principalement de l'existence d'un parti bolchevik-léniniste puissant dans ce pays, ils n'en constituent pas moins pour le prolétariat indochinois une précieuse expérience. *La question sera tranchée en définitive par le rythme du développement révolutionnaire dans le monde.* L'ère des révolutions coloniales est ouverte, écrivions-nous dans l'introduction à cette étude, en reliant l'élargissement et l'approfondissement des luttes coloniales aux perspectives du développement révolutionnaire dans le monde entier et particulièrement en Europe. L'absence de telles perspectives condamne fatalement même les « socialistes de gauche » les mieux inspirés à abandonner le soutien de la lutte révolutionnaire du Viet-Nam pour son émancipation. N'ayant en vue qu'une longue période de stabilisation capitaliste sous l'hégémonie de deux ou trois grandes puissances, ils déclarent (1) avec de grandes protestations de dévouement à la cause des peuples colonisés que le stade de l'indépendance est aujourd'hui dépassé et engagent les pays coloniaux à former des blocs avec leurs maîtres d'hier afin d'éviter de tomber sous la coupe de nouveaux maîtres. L'action révolutionnaire au coude à coude des peuples coloniaux et des prolétariats métropolitains pour briser la domination impérialiste représente pour ces gens un rêve utopique, tout juste bon à être évoqué le dimanche, dans les envolées oratoires des fêtes « socialistes ». Dans la réalité de la vie quotidienne, ils raisonnent et se conduisent comme les bourgeois dont ils se font les fidèles serviteurs.

Mais le rythme du développement révolutionnaire dans le monde et partant dans les colonies, ainsi que son aboutissement, dépend surtout de l'existence de véritables partis révolutionnaires, d'une internationale digne de ce nom. Car si les conditions historiques rendent impossibles la solution des tâches nationales et démocratiques dans les pays coloniaux, en dehors de la dictature du prolétariat, cette dictature du prolétariat ne peut se réaliser sans la présence et l'intervention dirigeante d'un parti internationaliste marxiste authentique. C'est pourquoi l'avenir du développement révolutionnaire en Indochine dépend dans une large mesure de la capacité de l'avant-garde prolétarienne à construire dans ce pays un véritable parti révolutionnaire, sous le drapeau de la IV^e Internationale.

(1) Voir articles de Boutbien (*Franc-Tireur* des 12-26 janvier 1947).

Bibliographie sommaire

- Paul BERNARD. — Nouveaux aspects du problème économique indochinois.
— Problèmes posés par le développement industriel de l'Indochine.
— L'Indochine et le problème de l'industrialisation.
- P. CHASSAING. — La naissance du prolétariat en Indochine. (*Revue du Pacifique*, 15 avril 1933.)
- H. CUCHEROUSSET. — L'Indochine d'hier et d'aujourd'hui.
- Jean DORSENNE. — Faudra-t-il évacuer l'Indochine ?
- P. de FEYSSAL. — L'endettement agraire en Cochinchine.
- P. GOUROU. — L'utilisation du sol en Indochine française.
— Les paysans du delta tonkinois.
- Y. HENRY. — Economie agricole de l'Indochine.
- Georges MASPERO. — Un empire colonial français : l'Indochine.
- Nguyen AI QUOC. — Le procès de la colonisation française.
- W. OUALID. — La question des banques coloniales, la Banque d'Indochine.
- Charles ROBEQUAIN. — Evolution économique de l'Indochine française.
— Géographie de l'Indochine.
- Louis ROUBAUD. — Viet-Nam.
- Albert SARRAUT. — Indochine.
- W. SABES. — Le renouvellement du privilège de la Banque d'Indochine.
- Andrée VIOLLIS. — Indochine S.O.S.
- Rapports de la Sûreté générale d'Indochine (1933) :
1. Le Tân-Viet Cach Mênh dang (Parti révolutionnaire du Nouvel Annam).
 2. Le Viet-Nam Quôc-Dân dang (Parti national annamite du Tonkin).
 3. Le Viet-Nam Quôc-Dân dang des émigrés en Chine.
 4. Le Đông-Duong Cong-San dang (Parti communiste indochinois).
 5. La Terre rouge en Annam.
- Léon TROTSKY. — La révolution permanente.
— L'Internationale communiste après Lénine.
- Minh KIM. — La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite. (*Revue : La lutte des classes*, n° 20, avril 1930.)
- Collection du journal *La Lutte* de Saïgon (incomplète).
L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale (programme transitoire).
- La construction du parti révolutionnaire en Indochine. (*Revue : Quatrième Internationale*, n°s 14-15, novembre-décembre 1938.)
- Résolution sur la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient (adoptée par la conférence de fondation de la IV^e Internationale, septembre 1938). (*Revue : Quatrième Internationale*, nouvelle série, n° 20-21 juillet-août 1945.)
- Revue : *L'Internationale Communiste*, n° 20, 15 décembre 1932. Programme du parti communiste indochinois.

**Publications de la
Quatrième Internationale**

LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle du Comité Exécutif International

Abonnement pour 6 publications :

France 100 fr.
Suisse 10 fr. suisses
Belgique 60 fr. belges

L'ASSASSINAT de LEON TROTSKY, une
brochure de 64 pages 30 fr.

L'U.R.S.S. après la guerre et les partis
communistes, trois bulletins de discus-
sion préparatoire au Congrès mondial 33 fr.

AUX EDITIONS " PIONNIERS "

L. TROTSKY. - Le marxisme à notre
époque 30 fr.

— - Leçons d'Espagne 30 fr.

LEON. - Conception matérialiste de la
question juive 90 fr.

Commandes à : M^{lle} J. WEILL
Boîte postale n° 64, Paris-15°
Chèques postaux : CCP 5672-07 Paris

SOMMAIRE

Introduction : L'ère des révolutions coloniales.

Chapitre I : Le Viet-Nam avant la conquête française :

1. Historique ;
2. Le Viet-Nam, Etat féodal ;
3. La conquête française.

Chapitre II : Bilan de soixante-dix ans de colonisation :

1. « L'apport » de la colonisation ;
2. Une vaste entreprise de pillage : la Banque d'Indochine ;
3. Les beautés du colonialisme.

Chapitre III : Les étapes de la lutte contre l'impérialisme :

1. Première étape de l'opposition nationaliste (1890-1920) :
 - a) Les révoltes de palais,
 - b) Le mouvement des lettrés ;
2. Naissance des partis nationalistes (1920-1932) :
 - a) Phan-châu-Trinh,
 - b) Le parti révolutionnaire du Nouvel-Annam,
 - c) Le parti national annamite au Tonkin ;
3. Création du parti communiste indochinois et du premier groupe trotskyste (1925-1932) ;
4. Les mouvements politiques de 1932 à la guerre.

Chapitre IV : Les transformations sociales depuis la colonisation :

1. La bourgeoisie ;
2. Les grands propriétaires fonciers ;
3. La petite bourgeoisie ;
4. La paysannerie ;
5. Le prolétariat.

V. — Conclusion : La nature de la révolution en Indochine.

SOCIETE NATIONALE
DES ENTREPRISES DE PRESSE



Imprimerie Réaumur
100, r. Réaumur, Paris
2-671

Le volume : **50** Fr.